

EUROPE

Union soviétique

ÉCRIVAIN UKRAINIEN VIVANT A KIEV

M. Snegourev ne se considère plus citoyen de l'U.R.S.S.

M. Hélé Snegourev, vivant à Kiev, écrivain et metteur en scène de cinéma, a annoncé qu'il renouait à sa citoyenneté soviétique ; il a fait connaître sa décision sitôt que fut annoncée, fin juin, la lourde condamnation de MM. Roukhenko et Tikhov, du groupe ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki.

Il avait été déjà chassé de l'Union des écrivains, des cinéastes, et avait perdu son travail pour cause de non-conformisme. Seul son mauvais état de santé (une maladie de cœur et la perte des trois quarts de sa vision

en ont fait un invalide), lui a permis depuis d'échapper à une incarcération pour « parasitisme ». M. Snegourev a aussi rendu publique l'enquête qu'il a menée sur un des procès fabriqués de toutes pièces dans les années 30, et qui concernait un groupe de savants ukrainiens dont le seul tort était d'avoir critiqué le pouvoir autour d'une tasse de thé (« Ma mère, maman », en russe, n° 11 de la revue « Continent »).

Nous publions ci-dessous le texte intégral de la lettre que M. Snegourev a adressée au gouvernement soviétique.

La lettre ouverte au gouvernement

« Par la présente déclaration, je renonce à la citoyenneté soviétique. J'ai pris cette décision au moment où vous menez une prétendue discussion générale du projet de nouvelle Constitution. Les journaux, la radio, les meetings, clament une approbation unanime enthousiaste. Sous peu, le projet se transformera en loi sous les acclamations générales. Que quelqu'un tente seulement de ne pas manifester son accord ! Chaque meeting et chacun de ces participants sont soigneusement observés par le K.G.B. et par ses serviteurs fidèles, les fonctionnaires du parti.

« Du début jusqu'à la fin, votre Constitution est un mensonge. C'est un mensonge que de dire que votre Etat exprime la volonté et les intérêts du peuple, que tout le pouvoir appartient au peuple. Mensonge aussi l'affirmation que l'objectif primordial de votre gouvernement est l'augmentation du niveau de vie de la population. Mensonge aussi que les déclarations sur un développement libre de la nation et sur le droit des républiques à quitter librement l'Union des républiques socialistes soviétiques.

« Ne sont que mensonges et infamie aussi bien votre système électoral, dont le peuple entier se gausse, que vos armées (1) pour lesquelles vous importez les épaves de la guerre d'Allemagne, tout autant que votre hymne dans lequel vous avez remplacé Staline par Lénine.

« Vous proclamez avoir créé une société de démocratie authentique, vous affirmez que les citoyens de l'U.R.S.S. jouissent pleinement des droits et libertés socio-économiques et politiques (article 39) et que la liberté de parole, de presse, de réunion et de meeting leur est pleinement garantie (article 50). Mais, en même temps, on y lit que l'utilisation par les citoyens des droits et libertés ne doit pas porter atteinte aux intérêts de la société et de l'Etat.

« Vous avez, sans vous gêner, rayé les droits et la liberté du citoyen. L'article 156 proclame que « l'examen des affaires est public devant tous les tribunaux. La haine c'est le droit ». Sans vous gêner, vous avez donc assés la possibilité de juger à huis clos chacun de vos citoyens.

« Vous me privez avant aussi des droits et des libertés ; et quand vous avez peur de la voix de la vérité — et vous en avez toujours eu peur — vous jugez à huis clos. Mais, avant, tout en vous proclamant une dictature, vous n'osiez pas montrer un cynisme manifeste : l'avis la possibilité de se référer à la Constitution et d'exiger le respect des droits garantis, un procès public. Aujourd'hui, vous avez jeté bas l'enseigne de la dictature et, tout en vous proclamant l'Etat de tout le peuple, vous me rappelez violemment à l'ordre : assez de références à la Constitution, les libertés et les droits n'existent que tant que vous, l'Etat, nous n'avons pas décidé qu'ils portent atteinte à nous, à l'Etat, et alors

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

objet :	secrétariat de direction secrétariat médical
note confidentielle :	L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables... mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'un secrétaire, une véritable collaboratrice.
adresse :	40, rue de Liège - Paris 8 ^e tél. 387.58.83 • 387.52.90

République d'Irlande

M. Jack Lynch a formé son gouvernement

De notre correspondant

Dublin. — M. Jack Lynch, leader du parti Fianna Fail, qui a obtenu, aux élections du 16 juin dernier, 84 sièges au Dail (Parlement) contre 64 pour les autres partis, a été élu premier ministre le mardi 5 juillet.

Tous les membres de son gouvernement, sauf un, appartenaient au cabinet fantôme dans le Parlement précédent. M. Lynch a fait appel à

son ancien conseiller économique, le professeur Martin O'Donoghue, qui, pour la première fois, vient d'être élu au Parlement.

M. O'Donoghue n'a pas de portefeuille, mais il a la responsabilité d'organiser la planification économique et d'étudier la lutte contre le chômage. Selon les statistiques officielles, le chômage touche 11 % de la population active. Il atteindrait en réalité le taux de 18 %.

LA COMPOSITION DU CABINET

Premier ministre : M. Jack Lynch.
Vice premier ministre et ministre des finances : M. George Colley.

Industrie et commerce : M. Desmond O'Malley.
Affaires étrangères : M. Michael O'Kennedy.

Agriculture : M. Jim Gibbons.
Pêche : M. Brian Lenihan.
Éducation nationale : M. John Wilson.

Santé et sécurité sociale : M. Charles Haughey.
Défense : M. Robert Molloy.
Justice : M. Gerry Collins.

R.T.T., transports et énergie : M. Pádraig Faulkner.
Travail : M. Gene Fitzgerald.
Gaeltacht (régions) : M. Denis Gallagher.

Affaires locales : M. Sylvester Barrett.
Sans portefeuille, chargé de la planification économique : M. Martin O'Donoghue.

Secrétaires d'Etat : M. Paddy Lalor (auprès du premier ministre), MM. David Andrews, Jim Tunney ; Mme Maureen Geoghegan-Quinn ; MM. Tom Fitzpatrick, Tom Kinsley, Frank Wyse.

Le président du Parlement sera l'adjoint du leader du parti Fianna Fail, M. Joe Brennan, et le procureur général sera M. Anthony Hederman.

PORTRAIT

Un air d'homme d'Eglise

M. Jack Lynch est ce que les Irlandais appellent « a decent man » (un homme honnête). Un homme tranquille, qui ne manifeste jamais d'émotions vis-à-vis de ses ennemis, et qui fait cependant à l'arrangement de carrière de ses collègues. Parlant d'une voix douce, affable, « Jack » a plus l'air d'un homme d'Eglise que du leader du parti dynamique qui a marqué l'histoire du pays.

Il est né à Cork, en 1917, dans une famille modeste de six enfants. Son père était tailleur. Comme d'habitude beaucoup de familles irlandaises de l'époque, l'un de ses frères est entré dans les ordres. Jack Lynch a pu fréquenter une école sacerdotale, grâce à une bourse. C'est sur les terrains de hurling et de football gaélique, les deux jeux nationaux d'ans lesquels les Irlandais du Sud excellent, qu'il allait se distinguer, gagnant six médailles nationales entre 1941 et 1945. Réputé beau joueur, il a conservé cette qualité dans la vie politique.

Pour poursuivre des études de droit à l'université de Cork, il est devenu fonctionnaire. En 1945, il s'est inscrit au barreau. Il incarnait ce que les partis politiques irlandais, et en particulier le Fianna Fail, recherchent : le sportif connu, avec une profession respectable.

A la demande d'Eamon De Valera, le fondateur du Fianna Fail, M. Lynch se présente en 1948 à l'élection partielle de Cork. Il gagne. Il n'a pas cessé depuis de représenter cette circonscription.

De 1957 à 1973, le Fianna Fail exerce le pouvoir sans interruption. M. Lynch est ministre du Gaeltacht (régions) et, en même temps, ministre de l'éducation nationale.

En 1969, le successeur d'Eamon De Valera, Sean Lemass, lui confie le portefeuille de l'industrie et du commerce, poste important au moment où le gouvernement met sur pied un plan d'expansion industrielle et essaie d'attirer des entreprises étrangères. De 1965 à 1968, il dirige les finances.

Lorsque, en 1968, Sean Lemass décide de se retirer de la vie politique, M. Lynch a derrière lui une carrière au Parlement non pas brillante mais solide. Peu égressif et peu ambitieux,

ce n'est pas une personnalité dominante du parti. Mais, lorsqu'une « guerre de succession » éclate entre MM. George Colley et Charles Haughey, qui risquent de nuire aux intérêts du parti, M. Lynch, de mauvaise grâce, se laisse persuader de se présenter comme candidat de compromis. élu leader du parti à la fin de 1968, il devient du même coup le cinquième premier ministre depuis la fondation de la République. Il succède à deux leaders importants, qui avaient tous deux pris part à la rébellion de 1916.

La crise de l'Ulster

Ce n'est toutefois qu'en 1969 qu'il s'affirme comme leader du parti, en menant une campagne électorale très personnelle et en obtenant soixante-quatre sièges sur cent quarante-quatre. Mais il va affronter une épreuve plus grave : la crise en Ulster, où, depuis 1968, la situation se détériore. Lorsqu'en août 1969 la violence éclate à Londonderry et à Belfast, et que la population catholique y paraît en danger, M. Lynch réagit aux pressions. Il refuse d'intervenir directement en Ulster, rassure la population de la République et la minorité catholique du Nord, demande au Royaume-Uni de faire face à ses responsabilités, et propose, enfin, aux Nations unies d'envoyer dans la province des troupes bleues.

En mai 1970, les tensions au sein du cabinet apparaissent, lorsque M. Lynch renvoie deux de ses ministres les plus puissants, MM. Haughey, ministre des finances, et Blaney, ministre de l'agriculture. Accusé d'avoir livré des armes à l'IRA provisoire en Ulster, les deux hommes comparaitront devant un tribunal, mais seront acquittés. Un troisième membre du cabinet, M. Boland, ministre de l'intérieur, démissionne.

Lorsqu'en 1973 son parti est vaincu, la position de leader de M. Lynch est remise en question. Avec sa sérénité habituelle, il accepte l'adversité, mais refuse de quitter la présidence du parti aussi longtemps qu'un successeur choisi par lui ne sera pas désigné. La victoire du Fianna Fail aux élections du 16 juin dernier, est un triomphe personnel pour M. Jack Lynch.

JOE MULHOLLAND.

Espagne

Le roi s'adressera aux Cortès le 22 juillet

Les nouvelles Cortès espagnoles (Parlement) tiendront leur première réunion solennelle le 22 juillet, annonce-t-on officiellement à Madrid. Le roi s'adressera aux membres du congrès des députés et du Sénat réunis en assemblée.

Madrid (A.F.P.). — Le gouvernement espagnol a prêté serment mardi 5 juillet devant le roi Juan Carlos au palais de la Zarzuela, à Madrid. Rompant avec quarante années de tradition franquiste, la nouvelle équipe n'a pas juré sur les lois fondamentales ni sur les principes du Mouvement. Debout et non à genoux comme auparavant, les ministres ont tout d'abord répondu par l'affirmative, la main sur l'Evangile, à la formule suivante : « Promettez-vous de consacrer votre mission avec loyauté au roi, dans le respect de la personne et de la stricte obéissance à la loi et de respecter le secret des délibérations du conseil des ministres ? »

Le nouveau cabinet est généralement considéré par les observateurs comme une copie conforme de l'ancien gouvernement. Ils notent un désir marqué du président de renforcer sa position politique, et José Otero, ministre de la présidence, dans un éditorial, le directeur du quotidien *Liberal El País*, M. Juan Luis Cebrian, regrette les

choix de M. Suarez. La nouvelle formation est « une loi de plus composée de la droite héritière de la droite », écrit-il mardi. Les milieux libéraux et progressistes espagnols ne se montrent guère convaincus et ironisent avec M. Cebrian en lançant : « Le nouveau président Suarez se propose de faire une politique de centre-gauche en mettant son cabinet de personnalités d'extrême droite ».

D'après 16 de ses lois dans ses réflexions et écrit : « Le président a repris la vieille technique franquiste qui consiste à former un cabinet en se basant sur les coïncidences amicales et sur les aspirations personnelles qui sur les résultats des élections. »

Les milieux politiques sont, en tout cas, conscients que la tâche prioritaire du cabinet consiste, avant toute chose, à endiguer la très grave crise économique.

Près de cent mille personnes ont assisté samedi 2 juillet à Barcelone à un meeting anarchiste convoqué par la C.N.T. (Confédération nationale du travail). M. Montseny, qui fut ministre de la santé pendant la guerre civile, a violemment attaqué M. Carrillo, secrétaire général du P.C.E., qualifié de « plus monstrueux des monarchistes ». D'autre part, les restes de Francisco Franco, ancien dirigeant catalan, surnommé le « Bismarck de la Catalogne », mort en exil, ont été solennellement inhumés samedi à Barcelone en présence du maire de la ville et des parlementaires élus de Catalogne. (Reuter, U.P.I.)

AMÉRIQUES

Canada

POUR RÉPONDRE AU DÉFI QUÉBÉCOIS

Le gouvernement fédéral crée un « groupe de travail sur l'unité canadienne »

De notre correspondant

Ottawa. — M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre fédéral, a créé mardi 5 juillet un « groupe de travail sur l'unité canadienne », et placé à sa tête M. Jean-Luc Pépin, un Québécois francophone, qui était jusqu'à maintenant président de la commission anti-inflation du gouvernement fédéral.

Le groupe de travail, créé sur le modèle des commissions d'enquête, est composé de sept membres représentant les différentes régions du Canada.

M. Pépin sera secondé par M. John Roberts, ancien premier ministre de l'Ontario. Le groupe est constitué pour un an, mais son mandat est renouvelable. Il est destiné à soutenir les efforts des associations privées qui œuvrent à la défense de l'unité canadienne, ou d'autres organismes tels que les chambres de commerce. Il pourra en outre prendre lui-même des initiatives et conseiller le gouvernement fédéral pour résoudre la crise actuelle de l'unité canadienne.

« Notre mandat est élargi », nous a déclaré M. Pépin : la commission jouira d'une grande latitude. La commission anti-inflation a, je crois, prouvé son indépendance, nous ne sommes pas entravés par le premier ministre Trudeau, a voulu se doter pour pouvoir définir sa politique en connaissance de cause. Quant à nous, si nous pensons qu'il existe une troisième option (entre le statu quo et l'indépendance du Québec), nous nous efforcerons d'en présenter les éléments ».

Parallèlement à ces « moyens » auxquels M. Pépin fait allusion, il y a notamment ce que l'on appelle « le groupe Tellier », du nom du haut fonctionnaire qui le dirige, c'est un groupe de réflexion constitué par le premier ministre fédéral en février dernier et rattaché au conseil privé. Rassemblant une dizaine de fonctionnaires, il a travaillé discrètement, ayant essentiellement pour tâche de rassembler, pour le premier ministre fédéral, des informations et des données sur les différents aspects de la Confédération remis en cause par l'arrivée au pouvoir du parti québécois en novembre 1976.

Progressivement, le « groupe Tellier » est devenu un peu moins « documentaliste » et un peu plus politique. Il a notamment été en grande partie à l'origine d'un livre blanc sur les langues officielles, intitulé *Un choix national*, publié en juin par Ottawa, pour répondre au projet de loi n° 1 du gouvernement québécois, qui franchement radicalement la province de Québec les deux autres, une réaffirmation, solennellement présentée, des principes et des convictions qui poussent le gouvernement fédéral à croire que le bilinguisme national est la solution aux problèmes du Québec.

Pragmatisme

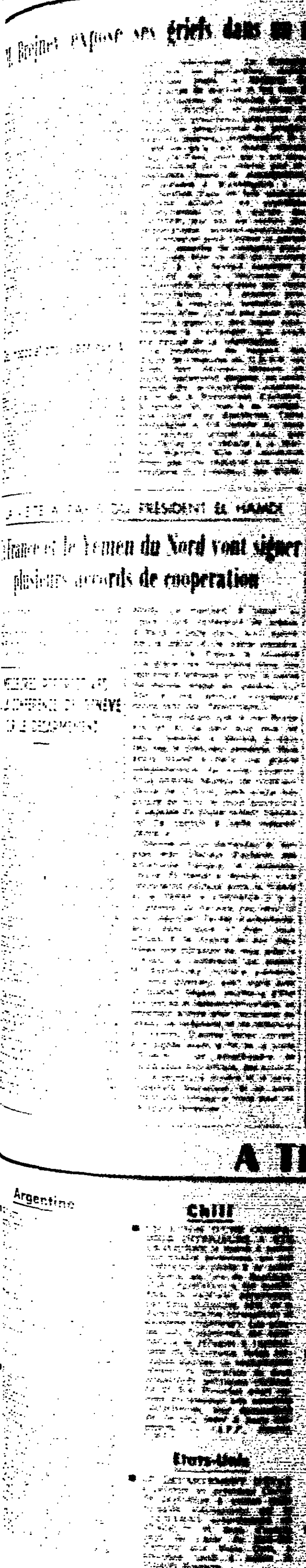
Un comité parlementaire va également être constitué pour étudier le problème de l'unité canadienne. Les groupes de réflexion qui se sont créés spontanément depuis le 15 novembre et ceux qui se créeront à l'avenir pourront à leur guise présenter les conclusions de leurs travaux à ce comité, au « groupe Tellier » ou au groupe de travail dirigé par M. Pépin. Bien qu'on puisse s'attendre que celui-ci prenne le cas sur les deux autres, ce « flou » est caractéristique des pratiques fédérales.

Si le premier ministre québécois, M. René Lévesque, n'a pas répondu cet automne à M. Trudeau — qui lui a demandé de définir clairement ce qu'il souhaitait négocier avec le gouvernement fédéral — Ottawa pourrait convoquer une conférence fédérale-provinciale sur l'unité canadienne. Elle aura lieu sans M. Lévesque, nous a-t-on dit à Ottawa, si celui-ci refuse de s'y joindre.

ALAIN-MARIE CARRON.

Pérou

DOUZE ÉTUDIANTS ONT ÉTÉ BLESSÉS à Cuzco, dans le sud du Pérou, lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Les étudiants manifestaient leur soutien à une grève des professeurs. Cette grève, ainsi que des manifestations dans les universités du Pérou depuis plusieurs semaines, a été déclenchée pour protester contre l'augmentation du coût de la vie. (U.P.I.)



247 110 150

DIPLOMATIE

M. Brejnev expose ses griefs dans un message à M. Carter

(Suite de la première page.)

Le communiqué de Tass consacré à l'entretien Brejnev-Ton ne précise pas s'il a été question ou non d'un tel sommet. L'Agence soviétique laisse entendre cependant que M. Brejnev a longuement exposé ses griefs à l'ambassadeur américain.

M. Brejnev ayant déjà exposé en détail ses critiques à l'encontre de M. Carter devant M. Giscard d'Estaing, à Rambouillet, il n'est pas difficile d'en dresser la liste. Elle comprend trois points : le problème des droits de l'homme, celui de la limitation des armements stratégiques offensifs, et enfin celui des échanges industriels et commerciaux dont le développement est toujours bloqué par l'annexion de la Sibirie orientale.

Le premier point, celui de la limitation des armements stratégiques offensifs, est celui qui a été le plus développé. M. Brejnev a affirmé que la campagne de M. Carter en faveur des droits de l'homme ne pouvait avoir qu'un effet négatif sur le climat des négociations SALT. Néanmoins, ces négociations se poursuivent, même si elles sont particulièrement laborieuses.

Le Kremlin dénonce en particulier, depuis quelques jours, la décision de M. Carter de donner le feu vert à la production de missiles de croisière (CRUISE), et minimise le refus du président américain de lancer le programme de production du nouveau bombardier B-1. C'est ce qu'a fait mardi encore l'agence Tass, pour qui « un nouveau round de la course aux armements, l'arrêt de conséquence, se prépare à Washington ».

L'agence Tass ne fait toutefois aucune allusion au problème fondamental de la portée des CRUISE, qui est au centre des négociations soviéto-américaines. Une entente pour limiter la portée de ces missiles de croisière pourrait bien être l'élé de l'accord SALT 2 : il devrait succéder à l'accord sur la limitation des armements stratégiques qui vient à expiration le 3 octobre prochain. A condition toutefois que Moscou n'en profite pas pour soulever la question des bases américaines à l'étranger, qui avait été exclue de la négociation.

Le problème du respect des droits de l'homme en U.R.S.S. est aussi fort délicat. Moscou ne paraît nullement disposé, en cette année du soixantième anniversaire de la Révolution d'octobre, à mettre un frein à sa campagne contre les dissidents. Cette campagne a été lancée au mois de janvier dernier avant que M. Carter ne s'installe à la Maison Blanche. Elle ne constitue donc pas une riposte aux interventions du président des Etats-

Unis en faveur des opposants soviétiques, même si ces interventions ont été utilisées à posteriori par le Kremlin pour justifier son durcissement. Si la série de procès politiques ouverts il y a un mois se poursuit, on voit mal comment M. Carter pourrait continuer à faire preuve de la modération que l'on observe sur ce sujet à Washington depuis deux mois environ. Cette modération s'est encore manifestée à l'occasion de la condamnation la semaine dernière de deux militants ukrainiens des droits civiques à de très lourdes peines de prison : le verdict n'a entraîné aucun commentaire ni de la part de la Maison Blanche ni de la part du département d'Etat.

Dernière question : le refus de M. Brejnev d'envoyer à courte échéance une rencontre avec le président Carter est-il, comme l'a affirmé le Washington Post, au mauvais état de santé du secrétaire général ? A son « incapacité » de mener seul une négociation sérieuse ? Dans les milieux proches de l'ambassade américaine à Moscou, on affirme qu'il n'en est rien et que, mardi, M. Brejnev, qui ne lisait aucun texte préparé, a fait preuve d'une grande vivacité d'esprit. Selon l'ambassadeur américain, les informations du Washington Post seraient « exagérées » et M. Brejnev aurait paru « en bien meilleure santé » que durant ses entretiens de mars dernier avec M. Cyrus Vance. Cette mise au point de l'ambassade, qui ne pourra que faire plaisir aux Soviétiques, n'enlève rien au fait que depuis plusieurs mois déjà M. Brejnev ne mène plus jamais seul le moindre entretien officiel.

JACQUES AMALRIC.

PROCHE-ORIENT

Israël

Quand MM. Begin et Sadate font assaut d'amabilité...

De notre correspondant

Jérusalem. — La conférence de Genève, dont on parlait de toutes parts, attendra des miracles, aussitôt pour l'instant un échange indirect de propos, étonnamment urbains entre ses deux principaux protagonistes. M. Begin a annoncé en public, à Jérusalem, qu'il était prêt à aller à Genève et même à s'y rendre dès le 10 octobre, soit avant la date suggérée par les Américains. A Libreville, le président Sadate a salué la proposition du premier ministre israélien en suggérant que la date soit même plus proche.

Vingt-quatre heures plus tard, à la radio de Jérusalem, M. Begin s'est réjoui de cette réponse de M. Sadate, mais il a expliqué qu'il ne lui était pas possible de se rendre à une rencontre si importante avant le 10 octobre, parce que les quelques semaines qui précèdent cette date sont marquées par d'importantes solennités juives : le Jour de l'An, le Yom Kippour et la Fête des tabernacles. « Il a peut-être échappé au président égyptien », a dit M. Begin,

que ces dates de notre calendrier sont très importantes. Il faut respecter les solennités d'Israël et de l'islam ».

On attend maintenant la suite de cet aimable dialogue, bien que quelques points sombres ne vont certainement pas tarder à reparaitre au grand jour. Lorsque Le Caire et Jérusalem auront fini de faire assaut de politesse au sujet de la date possible de la rencontre, sans paraître beaucoup se soucier de l'avis du grand protecteur américain qui, lui, a retenu le mois de novembre, il faudra bien se poser la question de la représentation des Palestiniens, question sur laquelle ont buté, jusqu'à présent, tous les efforts déployés en vue de réunir les antagonistes sur les bords du Léman.

En attendant, M. Begin marque un point sur le plan de son prestige personnel. Il est, en effet, le premier chef de gouvernement israélien à avoir succédé à la réaction favorable d'un chef d'Etat arabe à l'une de ses propositions. — A. Sc.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● QUATRE MARXISTES ONT ÉTÉS TUEÉS le mardi 5 juillet dans la banlieue de Buenos Aires par les forces de l'ordre qui les ont surpris en train de distribuer des tracts, annonce un communiqué de l'armée. D'autre part, des terroristes ont lancé un engin explosif contre l'entrée de l'usine de montage Peugeot, dans la capitale argentine. — (A.P., Reuter.)

● FAISANT VOLTE - FACE DANS L'AFFAIRE DU CRIMINEL DE GUERRE EDUARD ROSEMAN (soupçonné d'avoir ordonné la massacre de quarante mille juifs à Riga entre 1941 et 1944), le gouvernement argentin a démenti, le mardi 5 juillet, avoir donné son accord à l'extradition, réclamée par la République fédérale d'Allemagne, de l'ancien nazi. Un communiqué précisait néanmoins que la demande d'extradition par le tribunal de Hambourg, est actuellement « examinée ». — (A.F.P., A.P.)

Chili

● UN AVION D'UNE COMPAGNIE INTERIEURE A ÉTÉ DETOURNÉ le mardi 5 juillet par quatre personnes, qui ont contraint le pilote à se poser à Lima, au lieu de Santiago. Une négociation a été menée, dans la capitale péruvienne, par deux ministres, MM. de la Puente (affaires étrangères) et Cisneros (intérieur). Les pilotes ont finalement été autorisés à se réfugier à l'ambassade du Venezuela. Selon certaines sources, ils souhaitaient obtenir la libération de deux prisonniers politiques chiliens. Le général Pinochet avait envoyé un message aux autorités péruviennes, leur demandant de ne pas céder à leurs exigences. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Etats-Unis

● LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT A PROPOSÉ au président Carter de permettre à quinze mille réfugiés vietnamiens qui se trouvent actuellement en Thaïlande et dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est d'entrer aux Etats-Unis, a annoncé lundi 4 juillet la Maison Blanche.

Italie

● LE PORTE-PAROLE DU SAINT-SIÈGE a qualifié la « science-fiction » les informations selon lesquelles Mgr Giovanni Benelli, ancien

substitut à la secrétairerie d'Etat, aurait été nommé à l'archevêché de Florence parce qu'il se serait opposé au « compromis historique » (alliance entre démocrates-chrétiens et communistes). (Le Monde du 30 juin.)

Le même démenti joue pour les informations selon lesquelles Mgr Marcel Lefebvre serait sanctionné par le Vatican à cause de sa posture anti-communiste que pour son indisciplinisme. — (A.F.P.)

Soudan

● SIX PERSONNES ont été condamnées à mort et quatre autres à des peines allant de quatre ans de détention à la prison à vie par une cour de sécurité de l'Etat, pour leur rôle dans « l'insurrection révolutionnaire libyenne » de juillet 1976, annonce, mercredi 6 juillet, le quotidien soudanais *Al-Nahj*. Le procès de ces dix personnes s'est déroulé le mois dernier, après que les inculpés se furent rendus de leurs blessures. Quatre-vingt-dix personnes, rappelés-t-on officiellement, ont été exécutées en août dernier pour leur participation à cette tentative de coup d'Etat. — (A.F.P.)

République d'Irlande

Lynch a formé son gouvernement

De notre correspondant

Le Lynch, leader du parti catholique aux élections du 15 juin, a formé son gouvernement. Le cabinet Lynch a fait appel à son ancien conseiller économique, le professeur Martin O'Donoghue, qui, pour la première fois, vient d'être élu au Parlement.

M. O'Donoghue n'a pas de portefeuille économique et d'étudier la lutte contre le chômage. Selon les statistiques officielles, le chômage touche 11 % de la population, le chiffre en réalité est de 12 %.

PORTRAIT

Un air d'homme d'Eglise

M. Lynch, leader du parti catholique aux élections du 15 juin, a formé son gouvernement. Le cabinet Lynch a fait appel à son ancien conseiller économique, le professeur Martin O'Donoghue, qui, pour la première fois, vient d'être élu au Parlement.

M. O'Donoghue n'a pas de portefeuille économique et d'étudier la lutte contre le chômage. Selon les statistiques officielles, le chômage touche 11 % de la population, le chiffre en réalité est de 12 %.

Le Lynch, leader du parti catholique aux élections du 15 juin, a formé son gouvernement. Le cabinet Lynch a fait appel à son ancien conseiller économique, le professeur Martin O'Donoghue, qui, pour la première fois, vient d'être élu au Parlement.

M. O'Donoghue n'a pas de portefeuille économique et d'étudier la lutte contre le chômage. Selon les statistiques officielles, le chômage touche 11 % de la population, le chiffre en réalité est de 12 %.

La crise de l'Ulster

Le Lynch, leader du parti catholique aux élections du 15 juin, a formé son gouvernement. Le cabinet Lynch a fait appel à son ancien conseiller économique, le professeur Martin O'Donoghue, qui, pour la première fois, vient d'être élu au Parlement.

M. O'Donoghue n'a pas de portefeuille économique et d'étudier la lutte contre le chômage. Selon les statistiques officielles, le chômage touche 11 % de la population, le chiffre en réalité est de 12 %.

Le Lynch, leader du parti catholique aux élections du 15 juin, a formé son gouvernement. Le cabinet Lynch a fait appel à son ancien conseiller économique, le professeur Martin O'Donoghue, qui, pour la première fois, vient d'être élu au Parlement.

M. O'Donoghue n'a pas de portefeuille économique et d'étudier la lutte contre le chômage. Selon les statistiques officielles, le chômage touche 11 % de la population, le chiffre en réalité est de 12 %.

LA VISITE A PARIS DU PRÉSIDENT EL HAMDI

La France et le Yémen du Nord vont signer plusieurs accords de coopération

« Nos conversations ont démontré que nos points de vue étaient identiques », a déclaré le lieutenant-colonel El Hamdi, président de la République arabe du Yémen (Yémen du Nord), ce mercredi 6 juillet, au cours d'une conférence de presse, à Paris. « Cette visite, a-t-il ajouté, est le début d'une vaste coopération. (...) La France a conservé une place très importante dans nos relations bilatérales et pour la cause du monde arabe en général. (...) »

MIEUX PERSPECTIVES A LA CONFERENCE DE GENÈVE SUR LE DÉSARMEMENT

Genève. — A l'ouverture de la session d'été de la conférence de Genève sur le désarmement, qui poursuit ses travaux depuis 1962, sans la participation de la France et de la Chine, les représentants des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. ont exprimé l'un et l'autre l'espoir que les discussions officielles, qui débuteront la semaine prochaine, conduiront au cours de l'été à un accord sur l'interdiction globale des essais nucléaires.

Mme Inga Thorsson, sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement suédois, qui s'est souvent livrée à une critique acerbe de l'attitude des superpuissances à la conférence, s'est félicitée des perspectives d'accord à ce sujet. Mais elle a invité les grandes puissances à transformer rapidement leurs négociations privées en négociations multilatérales avec la participation des trente pays de la conférence. — (Reuter.)

[La négociation d'un traité interdisant toutes les sortes d'essais nucléaires depuis 1963, date à laquelle a été signé le traité sur l'interdiction de ces essais dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau. Les efforts déployés pour élargir ce traité aux essais souterrains ont été entravés par les divergences de vues entre Moscou et Washington sur les modalités du contrôle de son application.]

Nord, ce mercredi 6 juillet, au cours d'une conférence de presse, à Paris. « Cette visite, a-t-il ajouté, est le début d'une vaste coopération. (...) La France a conservé une place très importante dans nos relations bilatérales et pour la cause du monde arabe en général. (...) »

« Nous voulons que la mer Rouge soit un lieu de paix pour tous les pays riverains », a déclaré à deux reprises le président yéménite. Nous avons trouvé à Paris une grande compréhension de notre situation. Nous sommes heureux de l'indépendance de Djibouti, pays très proche de nous, et nous apprécions la sagesse du gouvernement français qui l'a conduit à cette indépendance.

Comme on lui demandait si son pays était désireux d'acheter des armements français, le lieutenant-colonel El Hamdi a répondu : « La coopération militaire entre la France et le Yémen a commencé il y a longtemps. Je ne suis pas venu ici pour négocier l'achat d'armement. Mais dans notre V Plan, nous offrons à la France et aux pays frères une occasion de nous aider. »

Avant la conférence de presse, M. Basindouwa, ministre yéménite du développement, avait signé avec M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, un important accord pour l'extension du réseau de téléphone et de télévision au Yémen. D'autres textes doivent être signés avant la fin de la visite officielle : un accord-cadre de coopération économique, des accords sur la recherche minière et le développement touristique, et un autre créant une compagnie mixte pour les transports terrestres.

Espagne

Le roi s'adressera aux Cortes le 22 juillet

Le roi s'adressera aux Cortes le 22 juillet. Le roi s'adressera aux Cortes le 22 juillet. Le roi s'adressera aux Cortes le 22 juillet.

Le roi s'adressera aux Cortes le 22 juillet. Le roi s'adressera aux Cortes le 22 juillet. Le roi s'adressera aux Cortes le 22 juillet.

Petite Planète

Collection de poche dirigée par Simonne Lacouture



53 PAYS

Afghanistan
Afrique des Grands Lacs
Albanie
Allemagne - Antilles
Argentine - Australie
Autriche - Belgique
Birmanie - Brésil
Canada - Chine - Chypre
Colombie - Danemark
Egypte - Espagne
Finlande
Grande-Bretagne
Grèce - Haïti - Hongrie
Inde - Indonésie
Iran - Irlande - Israël
Italie - Japon
Liban - Madagascar
Maroc - Mexique - Népal
Norvège - Pays-Bas
Pérou - Pologne
Portugal - Roumanie
Sahara - Suède - Suisse
Tahiti - Tchécoslovaquie
Thaïlande - Tunisie
Turquie - URSS
Venezuela - Yémen
Yougoslavie

Petite Planète Villes



Chaque volume illustré : **14 F/Seuil**

ABONNEMENT GRATUIT
au Bulletin d'informations des Editions du Seuil

A retourner aux
Editions du Seuil, 27, rue Jacob - 75261 Paris - Cedex 06

NOM.....

ADRESSE.....

PROFESSION.....

Je m'intéresse à :
☐ romans ☐ essais et théorie littéraires ☐ histoire
☐ religions ☐ musique ☐ philosophie et sciences humaines
☐ sciences ☐ cinéma ☐ architecture ☐ urbanisme ☐ santé
☐ politique ☐ économie ☐ éducation

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 23 avril 1976, la 1^{re} Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné LEBESVRE Jean-Albert, né le 7 février 1910 à Argenteuil (95), gérant de société, demeurant à Paris (12), 12, place Denfert-Rochereau, à 10 mois d'emprisonnement avec sursis et 10.000 F d'amende, 1 an de suspension du permis de conduire et 2 ans de déchéance du droit d'exercer toute profession commerciale ou industrielle pour fraude fiscale, vente sans facture et omission volontaire de passation d'écritures.

Par arrêt en date du 16 février 1977, la 1^{re} Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné MARIOTTI Aimé, né le 25 septembre 1924 à Paris (15^e), demeurant à Saint-Germain-en-Laye (78), 3, rue de Bellevue à 500 F d'amende pour non-paiement des cotisations.

Par arrêt en date du 23 mai 1977, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné LESIEUX Michel, né le 20 mai 1922 à Paris (18^e), industriel, demeurant au Chesnay-Paris 2 (78), 2, square Mermoz, à 20.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale et infraction aux règles de la publicité de prix et publicité mensongère.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné DE LA TESSONNIÈRE Marie-Jean, né le 2 février 1918 à Bouillan, demeurant à Paris (7^e), rue des Guernantes, à 2 mois d'emprisonnement avec sursis et 2.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné GORDON Bernard, né le 31 juillet 1922 à Bry-sur-Marne, directeur de société, demeurant à Paris (18^e), 16, rue George-Sand, à 2 mois d'emprisonnement avec sursis et 6.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné CHODIMITZKY Georges, né le 1^{er} août 1927 à Paris (13^e), 1^{er} avenue Emile-Deschamps, à 4 mois d'emprisonnement avec sursis et 5.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné LOPPEZ Albert, né le 21 août 1927 à Arcueil, conducteur de travaux, demeurant au Kremlin-Bicêtre (94), 5, rue des Martinets, à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 3.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné LOPPEZ Albert, né le 10 novembre 1925 à Paris (12^e), demeurant à Paris (8^e), 92, boulevard Malesherbes, à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 4.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné DE BERTIERE DE SAUVIGNY Fernand, né le 12 mars 1904 à Paris (17^e), 44, avenue Franklin-Roosevelt, à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 6.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné PINELLY Jacques, né le 13 août 1918 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), demeurant à Paris (15^e), 12, rue d'Ouessant, à 2 mois d'emprisonnement avec sursis et 2.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné JOURNO Gilbert, né le 5 août 1909 à Alger (Algérie), courtier, demeurant à Boulogne-Billancourt (92), 130, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres, à 12 mois d'emprisonnement avec sursis et 10.000 F d'amende pour fraude fiscale et complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné DE LA CELLE André, né le 10 avril 1910 à Paris (8^e), demeurant à Paris (18^e), 25, rue du Général-Sarrail, à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 3.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné MAUMIS Jean, né le 18 novembre 1918 à Plessis-Pléven, représentant immobilier, demeurant à Paris (17^e), 88, avenue de la Grande-Armée, à 2 mois d'emprisonnement avec sursis et 3.000 F d'amende pour complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné DOMINGUEZ Dominique, né le 8 juillet 1920 à Lille (59), directeur de société, demeurant à Paris (18^e), 30, avenue de New-York, à 3 ans d'emprisonnement avec sursis et 30.000 F d'amende pour fraude fiscale et complicité de fraude fiscale.

Par arrêt en date du 12 juillet 1976, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné MEZIL Jean, né le 25 juin 1928 à Paris (11^e), directeur de société, demeurant à Paris (7^e), 2, avenue Emile-Pouillon, à 2 ans d'emprisonnement avec sursis et 20.000 F d'amende pour fraude fiscale et passation d'écritures inexactes.

POLITIQUE

LE BILAN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Plus de textes en moins de temps : la qualité du travail législatif y trouve-t-elle son compte ?

Le conseil des ministres devait entendre, mercredi matin 6 juillet, une communication de M. Christian Poncelet, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, sur le bilan de la session de printemps, que devaient ensuite commenter le président de la République et le premier ministre.

Au cours de cette session, M. Raymond Barre a engagé par deux fois, à l'Assemblée nationale, la responsabilité du gouvernement : d'abord sur son « plan d'action », ensuite sur le projet autorisant l'approbation des dispositions relatives à l'élection de l'Assemblée européenne. Le Sénat, pour sa part, s'est vu demander d'approuver une déclaration de politique générale.

An Palais-Bourbon, deux déclarations gouvernementales ont donné lieu à débat : l'une sur la situation de la sidérurgie, l'autre sur les problèmes de la mer.

Outre la publication du rapport de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique, les députés ont accepté la création d'une commission d'enquête sur les importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises. La durée des travaux et les moyens de telles commissions ont été étendus.

Les députés ont interrogé le gouvernement

cent quatre-vingt-deux fois à l'occasion des questions d'actualité du mercredi et cent huit fois au cours de la séance consacrée, le vendredi, aux questions orales sans débat. Alors que MM. Monory (ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat), Fourcade (ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire), Méhaignerie (ministre de l'agriculture) et Beullac (ministre du travail) répondaient le plus souvent aux premières, les secrétaires d'Etat, et plus particulièrement MM. Blanc (agriculture), Rufenacht (industrie, commerce et artisanat), Barrot (logement) et Mmes Scrivener (consommation) et Missoffe (sanité) étaient régulièrement mobilisés pour répondre aux secondes.

A noter le silence absolu, au cours de ces séances, de MM. Galley (coopération) et Soisson avant qu'il ne renonce, le 1^{er} juin, à ses fonctions de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Sur le plan législatif, quatre-vingt-quatre textes ont été adoptés définitivement, dont douze propositions de loi. Si l'on écarte les quatre-vingt-sept projets concernant des accords internationaux (ils sont votés sans grande discussion), il reste cinquante textes qui, comparés aux cinquante-deux de la précédente session de printemps, peuvent satisfaire les amateurs d'efficacité, encore que l'on puisse douter qu'un

tel élan soit le plus apte à mesurer la qualité du travail législatif. D'autant plus que cette « performance » a été accomplie dans un laps de temps plus réduit et que se multiplie d'urgence le recours à la procédure d'urgence (une seule lecture dans chaque Assemblée) et la constitution de commissions mixtes paritaires (senateurs et députés) chargées d'élaborer, en comité restreint, des textes de compromis : on en a compté trois fois plus qu'à la session de printemps 1976. En fait, on observe, d'une année à l'autre, une diminution très sensible du temps consacré aux travaux législatifs et une légère augmentation du temps occupé par les questions tandis que la part des débats politiques fait plus que doubler.

Nous présentons ci-dessous, classée par grandes catégories, la liste des textes adoptés définitivement au cours de cette session ainsi que celle des principaux textes actuellement en instance. Les textes d'origine parlementaire (propositions de loi) sont signalés par le signe (*). Ceux qui sont d'ores et déjà promulgués sont suivis de l'indication de leur date de publication au « Journal officiel » des lois et décrets, indication précédée, pour les plus importants d'entre eux, du rappel des numéros du « Monde » dans lesquels ils ont été rendus compte de leur discussion.

PATRICK FRANCES.

AFFAIRES ETRANGERES.

— Projet approuvant les dispositions relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (le Monde des 16, 17, 24 et 25 juin : J.O. du 1^{er} juillet).

— Projet fixant le mode de scrutin provisoire pour l'élection des représentants français à cette Assemblée (le Monde des 23 juin, 1^{er} et 2 juillet).

Trente et un projets autorisant l'approbation de la ratification de conventions, accords, protocoles ou traités internationaux, dont notamment l'accord créant le Fonds de solidarité africain.

AGRICULTURE.

— Mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (*) (J.O. des 9 et 10 mai).

— Commercialisation des vins d'appellation contrôlée « Coteaux champenois » (*) (J.O. des 23 et 24 mai).

— Prophylaxie collective des maladies des animaux (*) (J.O. du 10 juin).

— Taxe de protection sanitaire et organisation des marchés des viandes (J.O. du 25 juin).

— Réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle.

ANCIENS COMBATTANTS.

— Abaissement de l'âge de la retraite des déportés et des internés (*) (J.O. du 25 juin).

COLLECTIVITES LOCALES.

— Coopération intercommunale (*) (J.O. du 25 juin).

— Mesures en faveur de certains commerçants et artisans âgés (aide spéciale compensatrice) (J.O. du 27 mai).

— Réglementation des activités ambulantes (J.O. du 27 mai).

— Coopération commerciale de commerçants détaillants (*).

DOM-TOM.

— Renouvellement de l'Assemblée territoriale de Polynésie française (J.O. du 27 mai).

— Organisation de la Polynésie (le Monde des 1^{er} et 2 juillet).

— Indépendance du Territoire français des Antilles et des îles (J.O. des 23 et 24 juin).

— Retraite des militaires originaires du T.F.A.L.

— Retraite des militaires originaires des Comores (J.O. du 10 juin).

— Bois et forêts de La Réunion (J.O. du 17 juin).

— Régime communal de la Nouvelle-Calédonie.

— Retraite des marins des DOM et de Polynésie (J.O. du 28 avril).

— Déclaration des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale dans les TOM (J.O. des 1^{er}, 2 et 3 mai).

— Perception des amendes dans les TOM.

ECONOMIE ET FINANCES.

— Emission d'un emprunt bénéficiant d'avantages fiscaux (le Monde des 12 et 14 mai, J.O. du 14 mai).

— Extension du vote par procuration (le Monde des 9 et 30 juin).

— Election du président de la République par les Français de l'étranger (*).

— Réglementation de la publication des sondages (*) (le Monde des 30 juin et 2 juillet).

— Fonctionnement des commissions parlementaires d'enquête et de contrôle (*) (le Monde des 4 et 24 juin).

— Remplacement des députés et sénateurs (*). Ces deux textes autorisent le Conseil constitutionnel à nommer, en remplacement, un ancien ministre, de retrouver son siège en cas de démission ou de décès de son suppléant sans recours à une élection partielle (le Monde des 27 et 28 mai).

P.T.T.

— Stations radio-électriques.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

— Responsabilité civile et obligation de réparation de dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures (J.O. du 27 mai).

— Réglementation de la fabrication, de l'importation et de la commercialisation des produits chimiques (le Monde du 28 mai).

SANTE PUBLIQUE.

— Statut des préparateurs en pharmacie.

— Validation de listes de classement d'étudiants en médecine (J.O. des 1^{er}, 2 et 3 mai).

POUVOIRS PUBLICS.

— Vote des Français établis à l'étranger (extension du vote par procuration) (le Monde des 9 et 30 juin).

— Election du président de la République par les Français de l'étranger (*).

— Réglementation de la publication des sondages (*) (le Monde des 30 juin et 2 juillet).

— Fonctionnement des commissions parlementaires d'enquête et de contrôle (*) (le Monde des 4 et 24 juin).

— Remplacement des députés et sénateurs (*). Ces deux textes autorisent le Conseil constitutionnel à nommer, en remplacement, un ancien ministre, de retrouver son siège en cas de démission ou de décès de son suppléant sans recours à une élection partielle (le Monde des 27 et 28 mai).

— Statut des préparateurs en pharmacie.

— Validation de listes de classement d'étudiants en médecine (J.O. des 1^{er}, 2 et 3 mai).

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

— Responsabilité civile et obligation de réparation de dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures (J.O. du 27 mai).

— Réglementation de la fabrication, de l'importation et de la commercialisation des produits chimiques (le Monde du 28 mai).

SANTE PUBLIQUE.

— Statut des préparateurs en pharmacie.

— Validation de listes de classement d'étudiants en médecine (J.O. des 1^{er}, 2 et 3 mai).

SECURITE SOCIALE — PRESTATIONS FAMILIALES.

— Majoration des pensions de vieillesse de certains retraités (J.O. du 28 juin).

— Institution du complément familial (le Monde des 2, 3, 17 et 18 juin).

— Retraite des femmes à soixante ans (*) (le Monde des 2, 4 et 29 juin).

— Amélioration de la situation des conjoints survivants (cumul des opérations de crédit accordé par le Sénat le 12 octobre 1976).

— Du projet relatif à la mise en valeur des terres incultes (le Monde des 1^{er} et 2 juillet).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

— Du projet relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises.

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

— Du projet relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises.

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

— Du projet relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises.

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

— Du projet relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises.

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

— Du projet relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises.

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

— Du projet relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises.

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

Des représentants du conseil se concerteront le 7 juillet

Assemblée. Il s'agit notamment : — Du projet portant règlement définitif du budget de 1975, et prenant notamment en compte le déficit de la Caisse centrale de crédit coopératif (le Monde des 10 et 23 juin et 2 juillet).

— Du projet accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (le Monde des 24 et 25 juin).

— Du projet relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit (accordé par le Sénat le 12 octobre 1976).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

— Du projet relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises.

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Boude (R.F.) relative à la garde en état d'ivresse (le Monde du 18 juin).

— Du projet relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises.

— De la proposition de loi relative à la proposition de loi de M. Guernier (R.P.R.) sur l'enseignement privé (le Monde du 30 juin).

Le 6 juillet, à 20 heures sur Radio-France international

M. GISCARD D'ESTAING COMMENTERA LES MESURES EN FAVEUR DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

M. Giscard d'Estaing prononcera une allocution sur les ondes de Radio-France International mercredi 6 juillet, à 20 heures, pour commenter le bilan des mesures prises en faveur des Français de l'étranger, à l'annonce mardi M. Jean-Philippe Leca porte-parole de l'Elysée.

La loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 prévoit des retenuelles sur le salaire de tout fonctionnaire public ou salarié de l'Etat, qui ne peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président de l'Assemblée nationale (service des informations parlementaires), Palais-Bourbon - 75335 Paris.

La loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 prévoit des retenuelles sur le salaire de tout fonctionnaire public ou salarié de l'Etat, qui ne peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président de l'Assemblée nationale (service des informations parlementaires), Palais-Bourbon - 75335 Paris.

La loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 prévoit des retenuelles sur le salaire de tout fonctionnaire public ou salarié de l'Etat, qui ne peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président de l'Assemblée nationale (service des informations parlementaires), Palais-Bourbon - 75335 Paris.

La loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 prévoit des retenuelles sur le salaire de tout fonctionnaire public ou salarié de l'Etat, qui ne peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président de l'Assemblée nationale (service des informations parlementaires), Palais-Bourbon - 75335 Paris.

La loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 prévoit des retenuelles sur le salaire de tout fonctionnaire public ou salarié de l'Etat, qui ne peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président de l'Assemblée nationale (service des informations parlementaires), Palais-Bourbon - 75335 Paris.

La loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 prévoit des retenuelles sur le salaire de tout fonctionnaire public ou salarié de l'Etat, qui ne peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président de l'Assemblée nationale (service des informations parlementaires), Palais-Bourbon - 75335 Paris.

La loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 prévoit des retenuelles sur le salaire de tout fonctionnaire public ou salarié de l'Etat, qui ne peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président de l'Assemblée nationale (service des informations parlementaires), Palais-Bourbon - 75335 Paris.

La loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 prévoit des retenuelles sur le salaire de tout fonctionnaire public ou salarié de l'Etat, qui ne peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président de l'Assemblée nationale (service des informations parlementaires), Palais-Bourbon - 75335 Paris.

En six mois, un million de nouveaux abonnés.

LA CNT FINANCE LE DEVELOPPEMENT DU TELEPHONE.



Nadaud

ENSEIGNEMENT PRIVE 19, rue Jussieu, Paris-5^e 707-13-38 - 707-76-05

amée scolaire 77-78

SION PARLEMENTAIRE

travail législatif y trouve-t-elle son compte

Les travaux législatifs de l'Assemblée nationale ont été interrompus pendant deux semaines par la manifestation des étudiants. Le travail législatif y trouve-t-il son compte ?

Les travaux législatifs de l'Assemblée nationale ont été interrompus pendant deux semaines par la manifestation des étudiants. Le travail législatif y trouve-t-il son compte ?

A L'INITIATIVE DE M. STIRN

Des représentants du centre se concerteront le 7 juillet

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn. Le secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M. a indiqué que le premier ministre l'avait encouragé à poursuivre ses entretiens politiques avec les autres formations de la majorité en vue de constituer un grand mouvement social-démocrate.

POLITIQUE

Il ne faut pas tuer l'espérance

(Suite de la première page.)

Ces hommes sont des philosophes, des écrivains que j'admire. Ils sont même, pour la plupart, mes amis. Je connais leur intelligence, leur rigueur, leur noblesse. En les lisant, j'ai eu la sensation, si souvent, trop souvent, à la radio, à la télévision, j'ai d'abord l'impression d'un éveil, d'un réveil salutaires. Il fallait que ces choses-là soient rappelées, que je me reprochais, après les avoir dénoncées il y a si longtemps, d'avoir un peu oubliées, en effet.

Les dépenses militaires en 1978 augmenteront plus que celles de tous les autres ministères

déclare M. Giscard d'Estaing

Le chef de l'Etat a confirmé, mardi 5 juillet à Paris, que le budget de la défense pour 1978 devrait progresser plus rapidement que l'ensemble des dépenses de l'Etat. Cette assurance, donnée au cours d'un déjeuner de sous-officiers à l'Elysée, laisse à penser que M. Valéry Giscard d'Estaing a arbitré, en faveur du ministre de la Défense, les discussions qui opposent actuellement cette administration aux services du premier ministre et à ceux du ministre des finances.

Le service militaire sera maintenu

M. Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner quatre-vingt-dix sous-officiers des trois armées devant lesquels il a fait le bilan de l'action menée, depuis trois ans, pour « restaurer la place de l'armée dans la nation ».

SECURITE SOCIALE - PRES. TATIONS FAMILIALES.

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

LA LOI SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La loi sur l'emploi des jeunes sur les suppléants

SECURITE SOCIALE - PRES. TATIONS FAMILIALES.

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

LA LOI SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La loi sur l'emploi des jeunes sur les suppléants

SECURITE SOCIALE - PRES. TATIONS FAMILIALES.

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

LA LOI SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La loi sur l'emploi des jeunes sur les suppléants

SECURITE SOCIALE - PRES. TATIONS FAMILIALES.

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

LA LOI SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La loi sur l'emploi des jeunes sur les suppléants

MONDIAL MOQUETTE

LES PRIX LE CHOIX LE STOCK

le mois des affaires!

LA CNT FINANCE LE DEVELOPPEMENT DU TELEPHONE.



PLACEZ "UTILE"

Pour financer le développement du téléphone, priorité du 7^e plan, la Caisse Nationale des Télécommunications émet des emprunts garantis par l'Etat.

CNT CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Il ne faut pas tuer l'espérance.

CLAUDE MAURIAU.

M. MITTERRAND MAINTIENDRAIT SON PROJET DE VOYAGE A WASHINGTON

On affirme, dans l'entourage de M. François Mitterrand que le projet de rencontre avec le secrétaire d'Etat au département de la Défense, le général Carter, qui pourrait avoir lieu à l'automne, tient toujours.

SECURITE SOCIALE - PRES. TATIONS FAMILIALES.

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

LA LOI SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La loi sur l'emploi des jeunes sur les suppléants

SECURITE SOCIALE - PRES. TATIONS FAMILIALES.

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

LA LOI SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La loi sur l'emploi des jeunes sur les suppléants

SECURITE SOCIALE - PRES. TATIONS FAMILIALES.

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

LA LOI SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La loi sur l'emploi des jeunes sur les suppléants

SECURITE SOCIALE - PRES. TATIONS FAMILIALES.

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

TRAVAIL - EMPLOI - POPULATION

M. Raymond Barre a reçu mardi 6 juillet à l'hôtel Maitremon une délégation du Mouvement des socialistes libéraux (M.S.L.), conduite par son secrétaire général, M. Olivier Stirn.

LA LOI SUR L'EMPLOI DES JEUNES

La loi sur l'emploi des jeunes sur les suppléants

MOQUETTE BOUCLEE 15 F le M²

SUPER VELOURS 29 F le M²

MOQUETTE STRUCTUREE 39 F le M²

OFFRES DU 27 JUIN AU 24 JUILLET 77 sur présentation de ces bons.

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz

PARIS 14^e : 80, bd Jourdan

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur

COIGNIERES : (N 10), près Trappes

MAISON-LAFFITTE : 125, rue

SAINT-DENIS : 73, rue de la

PARIS 18^e 114 rue DAMREMONT

**Vous êtes bachelier,
Vous souhaitez vous orienter
vers la gestion d'entreprise,**

ipag

vous propose son cycle de

FORMATION EN ALTERNANCE

1 ^{re} année	Stage ouvrier	Techniques de base	Stage vente
2 ^e année	Séminaires de gestion	Étude en Entreprise	Séminaires de gestion
3 ^e année	Stage cadre	Spécia- lisation	Stage à l'étranger

ÉPREUVES D'ADMISSION

6 septembre
28 septembre

Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion.
Établissement privé d'enseignement technologique supé-
rieur reconnu par l'État. (Association loi 1901)

184, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS
Téléphone : 222.08.55

ECOLE SUPERIEURE DE TOURISME DES TECHNICIENS DE L'ENTREPRISE ET DE SECRETARIAT MODERNE

EST **ENSEIGNEMENT** **ESM**
PRIVE

Place Saint-Germain des Prés
(44, rue de Rennes - 75006 PARIS)
Tél. : 548-42-31 / 222-66-29

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT

BACCALAURÉAT DE TECHNICIEN

- Secrétariat médical : BAC F8
- Secrétariat commercial : BAC G1
- Gestion et techniques commerciales : BAC G2

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR

- BTS Secrétariat de direction et trilingue
- BTS Distribution et Gestion
- BTS Tourisme

CERTIFICAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE

préparation accélérée en une année

- Secrétariat de direction
- Secrétariat touristique
- Secrétariat médical

EST / ESM

44, rue de Rennes - 75006 PARIS
Tél. : 548-42-31 / 222-66-29 / 548-21-05

demande de documentation sans engagement

NOM _____

Adresse _____

Le choix d'un cours d'enseignement secondaire privé

L'Enseignement Privé doit :

- Durant toute l'année scolaire, suivre l'élève sur le plan moral, intellectuel et physique.
- Créer des contacts nombreux entre élèves, professeurs et directeurs, dans un cadre d'affection et de discipline.
- Donner à l'élève le goût de l'effort intellectuel et lui inculquer une méthode de travail.
- Offrir un corps professoral possédant les meilleures références pédagogiques.
- Donner un enseignement strictement conforme aux programmes officiels.
- Garantir la constance des résultats aux examens de B.E.P.C. et du baccalauréat.

Tenter la synthèse de ces objectifs est le but du :

COURS PRIVÉ MICHELET

Enseignement Secondaire de la 6^e au Baccalauréat
(93 Reims)

Cours de vacances : 1^{er} août - 3 septembre

Année scolaire : rentrée le 22 septembre

PENSION - DEMI-PENSION - EXTERNAT

46, rue Giffredo, NICE - Tél. : 83.30.32

ÉCOLE DE NOTARIAT DE PARIS

FORMATION PROFESSIONNELLE DES CLERCS ET EMPLOYES DE NOTAIRES

Enseignement : juridique, pratique et technique

Candidats : bacheliers sur titre et non-bacheliers sur examen d'entrée 15-9-1977

Documentation : 9, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 PARIS. Tél. : 756-62-29 et 756-61-82.

ÉDUCATION

LES RAPPORTS ENTRE L'ÉTAT ET

Le document romain sur l'école catholique se situe dans une visée « pluraliste »

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Le document sur l'école pour la congrégation catholique a été publié le mardi 5 juillet (Le Monde du 6 juillet), s'adresse bien entendu à la France, mais certainement pas à elle seule. Des dizaines de millions d'élèves fréquentent des établissements confessionnels dans les cinq continents et les situations de conflit entre l'Église et les États à ce propos sont multiples.

Rédigé dans une optique générale, le document du Saint-Siège ne vise jamais une question d'actualité immédiate dans un pays particulier. On ne peut donc réduire le texte du 5 juillet à un appel aux écoles catholiques françaises menacées de nationalisation, pas plus qu'on ne peut le rattacher au seul débat sur la révision du Concordat en Italie, comme n'ont pas manqué de le faire certains journaux de la péninsule.

Pour diverses raisons « le temps a semblé favorable » de préciser et de prolonger la déclaration *Gravissimum educationis* publiée en octobre 1965 par le concile Vatican II qui, elle-même, rajustait les perspectives définies en

1929 par *Divini Illius Magistri*. Le nouveau document s'inspire plus simplement de l'école catholique. L'objectif de ses auteurs est résumé d'une phrase : « Encourager tous les efforts entrepris pour promouvoir la permanence et la vitalité de l'école catholique, qui dans notre société pluraliste peut rendre plus que jamais un service inappréciable et nécessaire ».

L'instauration de la justice

L'enseignement, dit « libre », n'est donc pas défendu en soi : associé à la mission de l'Église, comme l'avait d'ailleurs fait le texte conciliaire — il est censé « contribuer à la construction d'un monde nouveau, notamment opposé à une mentalité consumériste par la recherche du plaisir, de l'obsession de l'efficacité et de la tyrannie de la consommation ». Mais un autre problème se donne : un « projet éducatif » dans le but d'assurer « la synthèse entre la culture et la foi,

d'une part, entre la foi et la vie, d'autre part, synthèses qui, à la lumière du message évangélique, se font par assimilation du savoir contenu dans les diverses disciplines et par l'acquisition des vertus qui forment le chrétien ». Elle doit, en particulier, « contribuer à l'instauration de la justice ».

Est-ce toujours et vraiment le cas ? Le document reconnaît implicitement que non. Mais s'il dresse l'inventaire des critiques faites à l'école catholique, c'est pour y répondre et surtout pour en déduire que des efforts ou des réformes s'imposent. Par exemple, « il est vrai que dans plusieurs pays l'école catholique a été contrainte de réduire dans une certaine mesure son action éducative aux classes sociales les plus favorisées ». Mais cela devient parce qu'on « ne considère que les avantages de sa présence », autrement dit, parce qu'on ne donne pas à ce « service public » les moyens financiers nécessaires. La situation économique de l'école catholique s'est

améliorée et même « normalisée » dans certains pays, souligne le document, « là où les gouvernements ont compris les avantages et la nécessité d'un pluralisme scolaire qui offre diverses alternatives au système scolaire unique. De subventions variées, on est arrivé à des accords, des conventions, des contrats, qui, tantôt qu'ils garantissent aux écoles catholiques la double possibilité de conserver leur caractère spécifique et d'accomplir leur tâche de manière adéquate, les insèrent de façon plus ou moins complète dans le système scolaire national, leur assurent des conditions économiques et des droits analogues à ceux des écoles d'État ». Les évêques des autres pays sont invités à s'inspirer d'une telle solution.

De manière plus générale, toutes les conférences épiscopales doivent partir des principes définis dans ce document et « les traduire en un programme d'action » adapté aux conditions particulières et au système scolaire de leurs nations respectives.

ROBERT SOLÉ

SCIENCES

APRÈS L'ACCIDENT A L'USINE DE LA COMURHEX

L'émotion et l'inquiétude persistent à Pierrelatte

De notre envoyé spécial

Pierrelatte. — Six jours après l'« accident » (Le Monde, daté 3-4 juillet), ni l'émotion ni l'inquiétude ne sont encore retombées à Pierrelatte (Drôme). Les habitants de cette ville et les ouvriers de l'immense zone industrielle qui l'entoure parlent tous, jours du « gros nuage blanc » d'hexafluorure d'uranium qui, le 1^{er} juillet à 14 h. 20, s'est élevé au-dessus de l'usine de la Comurhex. Dans une conférence de presse donnée par plusieurs sections locales C.F.D.T.-chimie, mardi 5 juillet, ce syndicat a critiqué l'« attitude patronale », qui correspond, selon lui, à une politique d'économie destinée à réaliser de plus gros profits.

De son côté, le préfet de la Drôme, M. Alexandre Roche, a déclaré, mardi, que les « premières constatations avaient démontré que la quasi-totalité de l'uranium libéré dans l'accident de Pierrelatte s'était déposée à proximité immédiate du lieu de la fuite. Le nuage aperçu par les riverains, essentiellement composé d'acide fluorhydrique, n'a causé que quelques dégâts à la végétation, à l'intérieur même de l'usine. Les premiers contrôles faits à l'extérieur du site n'ont montré aucune contamination de l'environnement ».

On a eu chaud du côté de Pierrelatte, mais aucune des trois cent quatre-vingt personnes examinées n'a été contaminée par de l'uranium au-delà de la dose maximale admissible.

Cette réalité ne laisse cependant pas d'inquiéter les habitants de la région, dont les villes de Bollène et de Saint-Paul-Trois-Châteaux, par exemple. Dans cette dernière, un résident du foyer de la Sonacotra vient d'obtenir un arrêt de travail : il souffre de difficultés respiratoires (« A Eurodif, les hommes du chantier ne se voyaient pas à 2 mètres. Des grutiers sont restés au travail comme si de rien n'était »).

A 6 kilomètres de l'usine de la Comurhex, des fermiers ont vu

passer le nuage. Le maire communiste de Bollène a demandé à un spécialiste d'opérer des prélèvements sur « des salades et des betteraves comestibles ». Un responsable technique ne déclare-t-il pas : « Balancer 7 tonnes d'uranium dans l'air, ce n'est pas rien » ?

Si ça recommence, nos voisins de Bollène n'ont plus de souci à se faire : leurs salades ne pousseront plus !

Telles sont les réactions. Pour le nuage, les avis sont partagés. Un délégué C.F.D.T. déclare ainsi, prudent : « Savoir où les dernières retombées se sont faites, personnellement, je l'ignore ».

Mais un autre proclame : « Je disent que le nuage s'est arrêté à Pierrelatte ! Mais alors là, ils en auront un peu à Marseille, ah ! ça oui, c'est sûr ».

Sans trancher, les sections C.F.D.T. de la Comurhex, du C.E.A., d'Eurodif et M. Jean Pierre Aubert, secrétaire général de la fédération union C.F.D.T.-chimie, ont mis l'accent sur le manque de formation du personnel employé dans les usines chimiques et tournées vers l'industrie du nucléaire (cent soixante-sept intérieures sur cinq cent quarante-huit employées à l'usine de la Comurhex, selon les chiffres de la C.F.D.T.). Les délégués syndicaux insistent aussi sur l'insuffisance des dispositifs de sécurité (aucune alerte n'a été donnée après l'accident) et soulignent que leur quatre interventions auprès de la préfecture depuis le mois d'avril 1974 sont restées vaines.

LAURENT GRELSAMER.

De 15-7 au 31-8

PRÉPARATION PAR CORRESPONDANCE

Sc PO
• Entre-temps préparatoire
• Fin de l'année préparatoire
• Entre-temps année
• Révision finale
• P.S.P.
15, av. Victor-Hugo
75116 PARIS
553-97-89

● *Chavagny (Loire)* : non à la central nucléaire. — Appelée à se prononcer par référendum sur l'opportunité de construire une centrale nucléaire dans la commune voisine de Saint-Maurice-les-Écluses (Loire), la population de Chavagny (Loire) vient de se prononcer contre ce projet. Sur 1 250 électeurs inscrits, 725 ont dit « non », 111 ont émis des réserves et 18 se sont déclarés favorables.

● *L'association soviétique Guersch Bender*, directrice de l'Institut de physique nucléaire de Novosibirsk, est décédée dans cette ville. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

● *Flavours du Dr. Lénine*, Guersch Bender était l'auteur de travaux théoriques sur les réacteurs nucléaires, les accélérateurs de particules et la physique des plasmas. Il avait contribué à la construction du réacteur de Dounaï, à l'époque où le plus puissant réacteur d'Union soviétique. Il dirigea ensuite la construction du réacteur de collab. de Novosibirsk, actuellement l'un des principales machines de ce type dans le monde.

L'ATTITUDE DES NOUVELLES MUNICIPALITÉS

Prudence en Ille-et-Vilaine

De notre correspondant

Saint-Malo. — Attendre et

voir. En Ille-et-Vilaine, où l'enseignement catholique est pratiqué par 25 % des élèves, les partisans et les adversaires de la nationalisation de l'enseignement privé se retrouvent sur le terrain de la prudence.

Les nouveaux conseils municipaux de l'union de la gauche ont tenu leur promesse : les subventions aux écoles privées ont été reconduites. Sans débat important. À Rennes, la municipalité a été plus loin en invitant les dirigeants de l'enseignement catholique à participer à une commission extra-municipale. Le directeur diocésain et les responsables des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (A.P.E.L.) ont accepté l'invitation. Une réunion spéciale devait être réunie pour border exclusivement les problèmes posés par l'enseignement privé.

« Il serait malhonnête de ne pas reconnaître que les engagements pris ont été tenus », dit Mme Verhille, présidente départementale des A.P.E.L. « Mais, ajoute-t-elle, ce n'est en rien significatif. Le mouvement de nationalisation reste entier. Nous appelons plus que jamais nos adhérents à la vigilance ».

De leur côté, les dirigeants de la Fédération des conseils de parents d'élèves (Fédération Cornet)

et de la fédération C.F.D.T. de l'enseignement privé reconnaissent le « bien-fondé » de l'attitude des nouveaux élus de l'union de la gauche. « Ils tiennent leurs promesses, fait-on remarquer, notamment à la Fédération Cornet. On ne peut pas leur reprocher ». « Nous sommes obligés de tenir compte de la situation locale, explique M. Henri Le Moal, adjoint au maire de Rennes (M.R.G.). Dans une ville où l'enseignement catholique est aussi important, il est impossible de ne pas engager le dialogue avec ses représentants. La nationalisation n'est pas de notre ressort, mais nous devons faire en sorte qu'elle se produise éventuellement dans les meilleures conditions ».

Les nouveaux élus de la gauche cherchent moins à éviter les faux pas qu'à trouver des terrains d'attente pour l'avenir. La volonté de rapprochement des deux courants n'est pas de notre ressort, mais nous devons faire en sorte qu'elle se produise éventuellement dans les meilleures conditions ».

ANDRÉ MEURY.

La maison de tous les éducateurs

Le Centre international d'études pédagogiques de Sèvres a trente ans

Installé dans les locaux de l'ancienne École normale supérieure de Sèvres (Hauts-de-Seine), qui elle-même avait succédé à une manufacture de porcelaine, le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) a célébré, le mardi 5 juillet, ses trente années d'existence. Comme l'a rappelé, à cette occasion, son directeur, M. Jean Aubert, le centre a aujourd'hui deux fonctions : l'accueil des stagiaires étrangers et celui des stagiaires français.

Toutes les personnes qui, de près ou de loin, font profession d'éducateur ou d'administrer les établissements d'enseignement peuvent être amenées, un jour, à faire un stage dans cette « maison du ministère de l'Éducation ». C'est ainsi que l'Institut « de base » peut y côtoyer l'inspecteur général ou l'administrateur du ministère, et que le professeur vietnamien y rencontre des collègues brésiliens.

Outre le lycée d'application et le collège d'enseignement technique qui lui sont rattachés, le centre de Sèvres est aujourd'hui le siège de nombreux organismes éducatifs. Le service de formation de futurs professeurs étrangers enseignant le français assure une formation d'un an à ses stagiaires. Il a reçu des enseignants libyens, vietnamiens, uthaniens, égyptiens et thaïlandais.

L'Association française des enseignants de français et la Fédération internationale des professeurs de français groupent, à Sèvres, tous ceux qui enseignent notre langue. Le Centre franco-québécois de développement pédagogique assure, depuis 1968, les échanges de maîtres entre le Québec et la France. L'Association francophone d'éducation compare et organise à Sèvres, depuis 1973, des colloques internationaux.

Le ministre de l'Éducation, M. René Haby, s'est félicité de l'abandon des activités du centre et a rappelé que Sèvres avait

Admissions aux grandes écoles

ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES

MM. et Mmes Guyotjeannin, Marthe Bédard, Sylvie Simonot, Toulet, Jocelyne Barthe, Roger Dubert, Coucheux, Tranchard, Buisson, Brunet, Annie Philippa, Arder, Patrick Giroud, Orian, Marie-Cécile Nodet, Anne-Véronique Gilles, Detraque.

● *M. Yves Durand*, recteur de l'académie de Rouen. Le *Journal officiel* du 2 juillet a publié la décision nommant M. Yves Durand, professeur à l'université de Nantes, au poste de recteur de l'académie de Rouen, en remplacement de M. Jacques Fauriol (Le Monde du 30 juin).

● *M. Yves Durand* est né le 14 avril 1924. Il était directeur de l'I.R.S. (Institut de Recherches Scientifiques) à Nantes depuis 1974.

● *ERRATUM*. — Plusieurs lignes ont sauté dans le dernier paragraphe du témoignage « Des lycéens indésirables » en page 18 du *Monde* du 6 juillet (première édition). Le texte aurait dû être : « Quel sort sera réservé à ces enfants ? A quoi sert une commission d'affectation, s'il n'est pas possible d'appliquer ses décisions ? Pourquoi les enfants devraient-ils payer les erreurs de l'administration ? ».

ÉDUCATION

ENSEIGNEMENT PRIVE

Libres opinions

Propos d'un gaffeur

Le document romain sur l'école catholique est un texte d'actualité. Il s'adresse à la France, mais certainement pas à elle seule. Des dizaines de millions d'élèves fréquentent des établissements confessionnels dans les cinq continents et les situations de conflit entre l'Église et les États à ce propos sont multiples. Rédigé dans une optique générale, le document du Saint-Siège ne vise jamais une question d'actualité immédiate dans un pays particulier. On ne peut donc réduire le texte du 5 juillet à un appel aux écoles catholiques françaises menacées de nationalisation, pas plus qu'on ne peut le rattacher au seul débat sur la révision du Concordat en Italie, comme n'ont pas manqué de le faire certains journaux de la péninsule.

Pour diverses raisons « le temps a semblé favorable » de préciser et de prolonger la déclaration *Gravissimum educationis* publiée en octobre 1965 par le concile Vatican II qui, elle-même, rajustait les perspectives définies en

1929 par *Divini Illius Magistri*. Le nouveau document s'inspire plus simplement de l'école catholique. L'objectif de ses auteurs est résumé d'une phrase : « Encourager tous les efforts entrepris pour promouvoir la permanence et la vitalité de l'école catholique, qui dans notre société pluraliste peut rendre plus que jamais un service inappréciable et nécessaire ».

L'enseignement, dit « libre », n'est donc pas défendu en soi : associé à la mission de l'Église, comme l'avait d'ailleurs fait le texte conciliaire — il est censé « contribuer à la construction d'un monde nouveau, notamment opposé à une mentalité consumériste par la recherche du plaisir, de l'obsession de l'efficacité et de la tyrannie de la consommation ».

Mais un autre problème se donne : un « projet éducatif » dans le but d'assurer « la synthèse entre la culture et la foi, d'une part, entre la foi et la vie, d'autre part, synthèses qui, à la lumière du message évangélique, se font par assimilation du savoir contenu dans les diverses disciplines et par l'acquisition des vertus qui forment le chrétien ». Elle doit, en particulier, « contribuer à l'instauration de la justice ».

Est-ce toujours et vraiment le cas ? Le document reconnaît implicitement que non. Mais s'il dresse l'inventaire des critiques faites à l'école catholique, c'est pour y répondre et surtout pour en déduire que des efforts ou des réformes s'imposent. Par exemple, « il est vrai que dans plusieurs pays l'école catholique a été contrainte de réduire dans une certaine mesure son action éducative aux classes sociales les plus favorisées ». Mais cela devient parce qu'on « ne considère que les avantages de sa présence », autrement dit, parce qu'on ne donne pas à ce « service public » les moyens financiers nécessaires. La situation économique de l'école catholique s'est

améliorée et même « normalisée » dans certains pays, souligne le document, « là où les gouvernements ont compris les avantages et la nécessité d'un pluralisme scolaire qui offre diverses alternatives au système scolaire unique. De subventions variées, on est arrivé à des accords, des conventions, des contrats, qui, tantôt qu'ils garantissent aux écoles catholiques la double possibilité de conserver leur caractère spécifique et d'accomplir leur tâche de manière adéquate, les insèrent de façon plus ou moins complète dans le système scolaire national, leur assurent des conditions économiques et des droits analogues à ceux des écoles d'État ».

De manière plus générale, toutes les conférences épiscopales doivent partir des principes définis dans ce document et « les traduire en un programme d'action » adapté aux conditions particulières et au système scolaire de leurs nations respectives.

Robert Solé

Après l'accident à l'usine de la Comurhex, l'émotion et l'inquiétude persistent à Pierrelatte. Six jours après l'« accident » (Le Monde, daté 3-4 juillet), ni l'émotion ni l'inquiétude ne sont encore retombées à Pierrelatte (Drôme). Les habitants de cette ville et les ouvriers de l'immense zone industrielle qui l'entoure parlent tous, jours du « gros nuage blanc » d'hexafluorure d'uranium qui, le 1^{er} juillet à 14 h. 20, s'est élevé au-dessus de l'usine de la Comurhex. Dans une conférence de presse donnée par plusieurs sections locales C.F.D.T.-chimie, mardi 5 juillet, ce syndicat a critiqué l'« attitude patronale », qui correspond, selon lui, à une politique d'économie destinée à réaliser de plus gros profits.

ÉDUCATION

L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Libres opinions

Propos d'un gaffeur

par JEAN CORNEC (*)

« La querelle scolaire ne mobilise pas les Français, constate-t-on depuis quelques années. Pire : toute réaffirmation du principe de la nationalisation des écoles privées apparaît aujourd'hui comme une gaffe. Gaffe, l'avant-projet socialiste de décembre 1976 : gaffe, les déclarations de M. Cornec, à Albi, contre la hiérarchie catholique... » (1)

C'EST donc ça ! Depuis un mois, la Fédération, nous nous demandons ce qui n'aurait valu un tel excès d'honneur ou de cette indignité. Mes camarades écoutaient l'enregistrement de mes propos d'Albi : ils en étaient si étonnés, ils s'étonnaient moins de la violence des attaques dont j'étais l'objet que des déformations systématiques de mon allocution. Au point qu'ils déclaraient d'en publier le texte dans notre revue *Pour l'enfant*, vers l'homme (2), afin de permettre à nos lecteurs de juger et de constater que nous n'avions pas changé. Nous continuons bien de souhaiter le retour à la formule républicaine « école publique, fonds publics, à école privée, fonds privés » : notre projet laisse bien subsister les écoles privées ; il protège la liberté de choix et d'exercice des enseignants ; il ne veut être en aucun cas une revanche : il ne veut pas faire de martyrs.

Tout cela pour nous était très clair, et nous ne comprenions pas la violence des attaques et les travestissements de nos intentions. Nous le comprenons un peu mieux aujourd'hui, car, c'est vrai, j'ai voulu un tabou. J'ai attaqué, entre autres, la hiérarchie catholique, dont, ai-je dit à Albi, « on a pu espérer, en 1960, après la déclaration de Lourdes, qu'elle avait enfin compris et que, larguant les décisions du concile (3), elle allait admettre que la question scolaire en France pouvait enfin être réglée... ».

Faut-il rappeler que si, après la Libération, soucieuse de faire oublier son soutien inconditionnel au maréchal Pétain, elle commença par accepter la nationalisation (en lui fit) par le général de Gaulle en 1945, les écoles catholiques des Hauts-de-Seine et du Nord et du Pas-de-Calais n'ont cessé d'être l'ennemi de la République. Celle-ci sonna bientôt dans les malheurs de la patrie : la IV^e République, englue dans la guerre d'Indochine, puis dans la guerre d'Algérie, paya des lois Marie et Baragel le soutien des dirigeants ecclésiastiques aux déplorables guerres coloniales. Puis, quand Guy Mollet tenta de négocier directement avec Rome un nouveau concordat, les mêmes mirent tout en œuvre pour le faire échouer, en même temps qu'ils aidèrent la Fédération Lagarde (alors Léotard) à torpiller la réforme Billères.

A partir de 1958, ce fut, pour eux, Vichy sous de Gaulle le jour de plus grande gloire étant le 31 mai 1964. Ce jour-là, vingt ans exactement après le maréchal Pétain, le général de Gaulle était reçu en grande pompe à Notre-Dame, tandis que notre ambassadeur à Rome remettait au pape, en son nom, « un témoignage de la filiale gratitude » du président de la République française. On était loin du principe constitutionnel de la séparation des Églises et de l'État, et l'occasion était trop belle pour ne pas en profiter et pour ne pas continuer de mener — avec l'alliance des forces patronales les plus réactionnaires — une guerre dont le but était le démantèlement de la forteresse éducation nationale. Par sa longue expérience, la hiérarchie connaît tous les ressorts d'une guerre d'usure, les feintes, les faux-semblants, les gâchettes souterraines, le camouflage, la cinquième colonne, l'insinuation. Elle joue de tout cela avec une adresse et un consommé, que les assésés ne se rendent même pas compte des progrès qu'elle réalise.

De commission Lapié en loi Debré, on aboutit à la loi Pompidou : d'enseignement privé auxiliaire de l'enseignement public en enseignement concurrent à part entière, on débouche sur la nationalisation dualiste : de concessions supportées en faveur octroyées, on aboutit au vote à la sauve des propositions Guemour. Tout cela se réalise patiemment, se met en place lentement, méthodiquement. Si les réactions, adverses sont momentanément trop vives, on opère un repli tactique, on se fait tout discret, tout gentil : et quand les perspectives politiques s'assombrissent, on suggère benoîtement de dégrader la question scolaire « des choix qui commandent aux campagnes électorales » ; on anesthésie les citoyens, au point qu'ils s'aperçoivent à peine que la forteresse est très entamée. Pourtant, le donjon de Grenelle est déjà entre les mains du comte Haby et de ses féodaux romains et patronaux, et voici que s'engage le dernier combat.

Nous ne pouvons le gagner qu'à condition de le porter en rase campagne, à visage découvert ; qu'à condition d'expliquer à tous les indécis, à tous les hésitants, à tous les indifférents, qu'ils doivent prendre conscience et venir avec nous ; qu'à condition aussi de bien démentir les ressorts de la propagande adverse, et tout particulièrement celui qui tend à faire croire que nous sommes les tenants du passé et les adversaires de la religion catholique et des catholiques, alors que (beaucoup, heureusement, l'ont compris) nous sommes les meilleurs défenseurs de la liberté des chrétiens à exprimer leur foi.

Je n'ai pas dit autre chose à Albi. J'ai expressément affirmé que mes attaques ne visaient pas « les adhérents de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre qui sont à la fois contraints et et forcé souvent, n'ayant rien à voir avec la hiérarchie catholique qui se sert de cette organisation comme d'une masse de manœuvre à la commande ».

Et j'ajoutai, aux vifs applaudissements du congrès : « La hiérarchie catholique, pour moi, ce ne sont pas ces prêtres avec lesquels j'ai eu, combien de fois, des entretiens passionnés, passionnés, mais souvent d'une totale convergence... Ce ne sont pas certains évêques... La hiérarchie catholique, pour moi, c'est quelque chose de très précis. Ce sont ceux qui, en haut, sont les patrons de l'opération ; qui exigent l'obéissance de leurs fidèles et qui veulent, sous prétexte de cette obéissance, imposer à ces fidèles des mesures ou des dispositions qui n'ont rien à voir avec la problématique de la foi ! »

Si j'ai gaffé, tant pis. Mes propos eussent gagné à être plus feutrés ? Je déteste l'hypocrisie.

Ce n'était pas le moment ? Ce n'est jamais le moment. Je réveille une querelle dépassée ? Elle n'a jamais été plus actuelle.

Je rallume la guerre scolaire ? Nos adversaires s'en sont chargés depuis longtemps.

Je suis contre la liberté ? Nous sommes (car pourquoi toujours personnaliser une action qui est collective ?) pour la défense inconditionnelle de la liberté, et notre projet de nationalisation y concourt.

Alors, qu'on cesse de déformer nos intentions, et qu'on ne vienne pas tenter de me mettre en opposition avec notre fédération : l'accueil enthousiaste des délégués au congrès, l'approbation de notre rapport d'activité par 62 % des mandats (au lieu de 58 % l'an passé, 23 % contre, au lieu de 31 %), le vote unanime de la résolution générale qui confirme mes propos en les amplifiant, ma réélection enfin à la présidence le 18 juin par vingt-deux administrateurs nationaux votant au scrutin secret (sur vingt-trois votants), montrent que « la toute-puissante fédération Cornec » continue de se reconnaître dans les « gaffes » de son président.

(*) Président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles catholiques.

(1) *Le Monde* du 30 juin.
(2) « Pour l'enfant », vers l'homme, juin-juillet 209, boulevard Saint-Germain - 75007 - Paris.
(3) Qui a maintenu l'article 1374 du code de droit canonique faisant obligation aux parents catholiques de mettre leurs enfants dans des écoles catholiques.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

DANS LES CONSEILS RÉGIONAUX

NORD-PAS-DE-CALAIS : unanimité pour un plan de rénovation du réseau ferré

De notre correspondant

Lille. — Une unanimité assez exceptionnelle pour être soulignée a marqué la session qui vient de tenir le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Pas une voix n'a manqué, ni dans la gauche qui domine cette assemblée ni parmi les élus de la majorité présidentielle, pour approuver des dossiers lourds de conséquences financières : accord sur les projets d'action prioritaire du VII^e Plan concernant notamment les voies navigables et les rocades minières, dont l'addition se monte à 143 millions de francs, accord aussi sur le choix des transports collectifs, qui supposent quelque 200 millions d'investissement.

On n'en est plus aux affirmations d'il y a quatre ans, quand la région se défendait de se substituer à l'État, aux collectivités locales ou encore de n'être qu'une force d'appui.

Ce changement, pour le président du conseil, M. Pierre Mauroy (P.S.), est le résultat du « dialogue institutionnel » que la région a pu nouer avec le gouvernement à la suite de la visite du président de la République à Lille à la fin de 1976.

« Mais, si la région n'avait pas très sérieusement établi son plan régional, jamais ce dialogue n'aurait pu se créer... » Et il fallut éliminer les démarches des élus et aussi du préfet de région, M. André Chadeau, dans les ministères pour défendre pied à pied les propositions de l'assemblée. À la rentrée, une nouvelle rencontre est prévue avec le premier ministre.

Les communistes n'ont guère changé d'arguments : l'État ne prend pas ses responsabilités, se « désengage » au détriment des collectivités locales. Mais leur vote positif s'explique « par quelques reculs du pouvoir ».

« Mais, si la région n'avait pas très sérieusement établi son plan régional, jamais ce dialogue n'aurait pu se créer... » Et il fallut éliminer les démarches des élus et aussi du préfet de région, M. André Chadeau, dans les ministères pour défendre pied à pied les propositions de l'assemblée. À la rentrée, une nouvelle rencontre est prévue avec le premier ministre.

LANGUEDOC-ROUSSILLON : accord entre l'État et trois assemblées pour moderniser le canal du Midi

De notre correspondant

Montpellier. — Au terme d'une réunion qui a eu lieu lundi 4 juillet à Montpellier, les trois présidents des conseils régionaux d'Aquitaine (M. Charles de Caqueray, vice-président, représentant M. Chabaud-Delmas), de Midi-Pyrénées (M. Alain Savary) et de Languedoc-Roussillon (M. Edgar Tailhades) se sont mis d'accord, au nom de leurs assemblées respectives, pour engager diverses opérations de coopération interrégionales, dont la plus importante est la modernisation du canal du Midi entre Toulouse et Sète.

Le coût des travaux, pour une période de dix années, s'élève à 250 millions de francs. Un programme triennal a été établi. L'État s'engageant pour 60 % des dépenses, les 40 % restant étant à partager entre les trois régions. Pour la première période de trois ans, l'État verserait 49 millions et les trois régions réunies 28 millions de francs. Les premières opérations lancées, au nombre de trois, concernent les trunks Toulouse-Béziers, Béziers-Sète et Port-la-Nouvelle par l'embranchement de La Robine à Narbonne. L'État financera l'ensemble du parcours qui est inscrit au programme décennal.

La région s'est fixée quatre années et envisage notamment la commande de deux cent dix voitures omnibus et de quatre locos-motrices, ce qui aurait pour conséquence, pour un certain temps, d'assurer le plein emploi dans les usines de matériel ferroviaire du Valenciennais. Cela suppose aussi un investissement de 200 millions de francs que la S.N.C.F. rembourserait en quinze ans. Un « montage financier » auquel M. Pierre Dreyfus, ancien président-directeur général de la régie Renault, n'est pas étranger et qui s'est fait en accord avec la S.N.C.F. a été présenté aux élus.

Autre dossier de cette session : un plan pour une politique du tourisme social. La région tient à garder au parc de Saint-Amand le label de parc naturel mais affirme sa conception d'un « parc élargi » et envisage l'aménagement du secteur de Saint-Omer, ainsi que la multiplication des bases de loisirs sur le littoral.

GEORGES SUEUR.

DES WAGONS A BOUT DE SOUFFLE

La région S.N.C.F. de Lille est la deuxième en France après Paris (soixante-cinq mille déplaçements par jour). Le trafic est assuré par un matériel vétuste et d'une moyenne d'âge supérieure à quarante ans. Le but que s'est fixée la région est d'améliorer à la fois le confort, la vitesse et la fréquence.

Dix axes principaux ont été étudiés : 50 % des déplacements concernent le trajet habitant-travail, 30 % le trajet habitant-école-université. Le schéma proposé sur ces dix axes d'aboutir à une augmentation de 20 % du nombre de trains et de 40 % des possibilités de correspondance.

Les études font apparaître qu'une économie de 32 % au kilomètre parcouru peut être réalisée par l'utilisation d'un matériel roulant moderne.

Les 200 millions de francs ouverts par amputation de dépenses par la S.N.C.F. (médias compris) en quinze ans au minimum.

Des itinéraires de rabattement par bus vers les gares principales seront mis au point avec les syndicats de transporteurs routiers concernés. — G. S.

PAYS DE LA LOIRE : M. Guichard dénonce les « combats retardateurs des bureaucraties centrales »

De notre correspondant

Nantes. — Au conseil régional des Pays de la Loire, qui vient de se réunir à Nantes, le président, Olivier Guichard, a adressé à l'État un avertissement très ferme : « A vouloir encadrer, planifier, contrôler l'exercice de notre responsabilité, on risque de condamner notre institution à mort. »

Après s'être félicité de l'engagement nouveau et sans ambiguïté du gouvernement sur la réalisation de l'autoroute Angers-Le Mans et de l'avancement des travaux industriels et portuaires sur la Basse-Loire, M. Olivier Guichard a dénoncé trois sources possibles de confusion ou de blocage des responsabilités : « Un renouveau de l'entrave bureaucratique, les circulaires relatives aux interventions de la Région en faveur de l'emploi risquant d'effacer l'ambition de tout régler pour notre compte et notre place, le jeu inadmissible de certaines administrations qui voudraient faire co-financer par les régions leur politique sectorielle alors que

les régions, qui jouent à fond le jeu de la loi de 1972, ont déjà mobilisé toutes leurs finances. » Il a également déclaré que le maintien du plafond fiscal (à 35 F par habitant), qui obligerait dès 1978 la région à diminuer l'importance relative de ses interventions, lui ferait perdre purement et simplement 50 millions de francs.

« J'ajouterais encore ceci, a conclu M. Guichard, puisqu'il semble qu'on prenne tout son temps pour recatifier le tissu local de notre démocratie, au moins qu'on ne le perde plus avec les régions et qu'on ne leur fasse plus perdre. » Il a vivement dénoncé « les combats retardateurs des bureaucraties centrales. Si on les laissait faire, cela éclaterait d'un jour inattendu la machine dont on a pris cette réforme des responsabilités locales. Ne faudrait-il pas alors conclure que le jacobinisme obstiné et rusé a encore une fois gagné la partie. » (Interim.)

ILE-DE-FRANCE : par quoi remplacer les péages autoroutiers ?

Le conseil régional d'Ile-de-France, qui s'est réuni mardi 5 juillet, a discuté de deux sujets essentiels : l'emploi et la politique routière.

Les élus ont demandé la création d'une société de développement régional et d'un fonds régional de l'emploi, qui permettrait à la région d'intervenir en matière de formation professionnelle. Ils ont réclamé la révision et l'allègement des procédures d'agrément.

A propos de la politique routière, on se souvient que M. Lucien Lanier, préfet de région, avait proposé aux élus le doublement du réseau autoroutier, qui devait compter à terme 800 kilomètres de voies rapides. Le programme prévoyait notamment le bouclage de la rocade A 86, l'achèvement des deux dernières voies radiales, l'A 14 et l'A 15 à l'ouest, et la descente des vignes nouvelles. Un projet si ambitieux, chiffré à 17 milliards de francs, a évidemment peu de chances de voir le jour au cours des prochaines années. Un projet plus modeste a donc été établi, portant sur un total de 7,8 milliards de francs.

Or, a souligné M. Antoine Vell (centriste) au nom de la commission de la circulation et des transports, ce programme minimum rencontre déjà des difficultés, puisque la participation financière des pouvoirs publics n'a cessé de diminuer. Au rythme actuel, l'effort régional ne permet de

financer les travaux qu'à concurrence de 3,8 milliards de francs. Tous les élus refusant le péage, la région devra donc trouver des moyens financiers nouveaux.

Diverses solutions ont été proposées à ce sujet : une taxe de centimes sur l'essence, qui rapporterait 180 millions ; la création d'une carte de circulation (comparable à la carte orange) pour les automobilistes, qui leur donnerait le droit d'utiliser les transports collectifs et les inciterait à abandonner leur véhicule. Elle rapporterait 600 millions. Enfin, on pense à une vignette spéciale régionale, qui permettrait à la région de disposer de 800 millions de francs supplémentaires.

Une solution souple associant les deux premières propositions a été préconisée par la commission des transports, tandis que les élus de la gauche demandaient que le produit d'un impôt sur les grandes compagnies pétrolières soit versé à la région.

L'assemblée a donc décidé, par 47 voix contre 12, de demander que soit « mise en œuvre de nouvelles sources de financement des autoroutes, dont la plupart nécessitent des dispositions législatives ». La balle est dans le camp des pouvoirs publics.

Après un an d'existence et à la fin de cette dernière session, il apparaît que la région d'Ile-de-France a désormais plus qu'une existence légale. Les élus ont demandé et obtenu de participer à l'élaboration d'un budget, qu'ils ne voulaient plus se voir imposer. Ils ont demandé, obtenu et voté, un plan triennal des transports collectifs, et défini une politique d'initiative régionale dans divers domaines.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

EN 6 SEMAINES par correspondance

Préparation aux études

● PCEM 1 (médecine, dentiste)

● PHARMACIE

I.P.E.M.

15, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS

553-97-89

MERCURE

BRIVE

GRILL - RESTAURANT

HOTEL - PISCINE

EST OUVERT

Quel mari laisserait sa femme seule dans une chambre d'hôtel, en voyage de noces, pour rechercher l'aventure dans les petites rues de Naples ? Et quelle épouse s'assourdirait d'ennui en attendant son retour ? Ces personnages existent dans LA DAME CHASSERESSE contée par Philippe de Balaine le roman de l'été, chez TAILLEUR

INSTITUT PARIS-ESSONNE

Enseignement secondaire privé (mixte) de la Seconde aux Terminales

- chaque semaine un bulletin de notes ;
- chaque quinzaine un conseil de classe ;
- choix progressif de la section pendant l'année de seconde ;
- période d'adaptation en septembre.

20 - 26, rue Marie-Stuart, 75002 PARIS - Tél. : 233-66-72

DROIT SC.ECO.

IPEC

Enseignement supérieur privé

49, bd St-Michel

633.51.23/033.45.87

(au cœur du Quartier Latin)

documentation sur demande

Audit : prop. intensive 2^e Session. Sept. : recyclage scientifique. Oct.-juin : stage parallèle à la Fac. Petits groupes. Contrôles fréquents.

PRESSE ACTUALITE

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs DANS LE NUMÉRO DE JUILLET

LE RUGBY RACONTÉ PAR LES GAZETTES

Transformé en tête et en feuilleton.

L'ALLEMAGNE VUE PAR LA TV FRANÇAISE

Encore et toujours l'Allemagne du passé.

L'INA

A quoi sert l'Institut national de l'audio-visuel ?

PIERRE BOUTELLIER

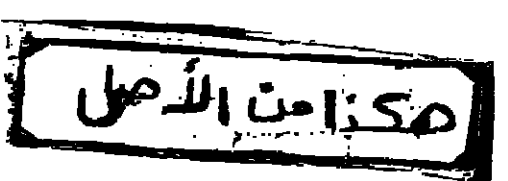
parle de son métier.

LA PRESSE SUISSE

L'expression des grands et l'opinion des petits.

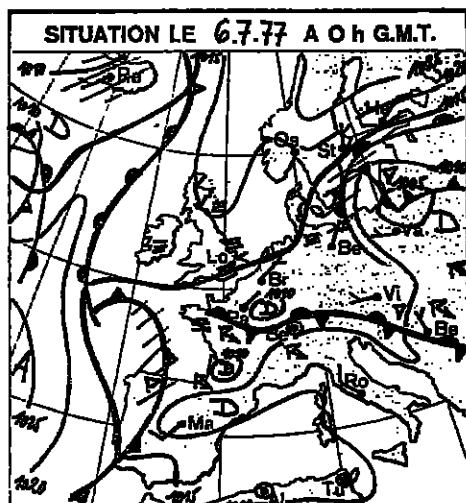
PRESSE ACTUALITÉ

est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement. ENVOYEZ 9 F (timbre ou chèque, C.C.P. 16-68 Paris) à Presse-Actualité, 50, rue Pierre-Charron, 75008 Paris, en spécifiant numéro de juillet. L'abonn. d'essai : 60 F.

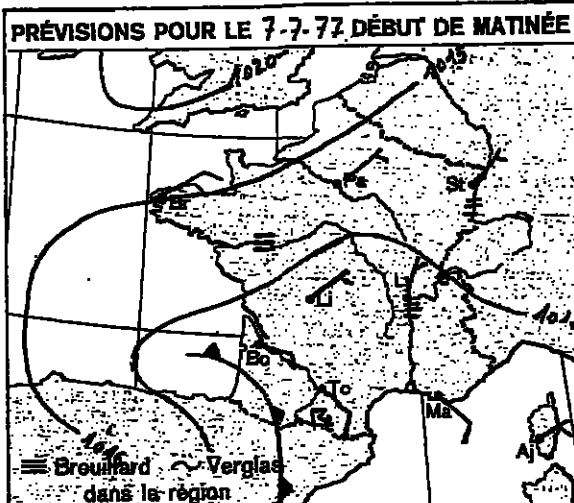


AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 6.7.77 A 0h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 7.7.77 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 juillet à 0 heures et le jeudi 7 juillet à 24 heures.

Une perturbation venant d'Espagne se dirigera vers la Méditerranée occidentale ; elle provoquera une accélération du caractère orageux du temps sur nos régions méridionales. Par contre, un flux de vents de secteur nord-est s'établira sur le reste de la France.

Jeudi 7 juillet, le temps sera chaud, humide et instable des Pyrénées à l'Aquitaine, au Massif Central, aux régions méditerranéennes et aux Alpes. Il y aura, sur toutes ces régions, un ciel variable, des pluies intermittentes et des orages. Sur le reste de la France, après une matinée souvent brumeuse, le temps sera généralement bien ensoleillé mais un peu moins chaud et moins humide que les jours précédents et les orages seront plus rares ; les vents, modérés et irréguliers, viendront du nord-est.

Mercredi 6 juillet, à 0 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1011 millibars, soit 768,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 juillet 1977 ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6 juillet) : Ajaccio, 25 et 18 ; Clermont-Ferrand, 27 et 15 ; Dijon, 27 et 17 ; Lyon, 27 et 17 ; Marseille-Marganne, 28 et 18 ; Nancy, 27 et 13 ; Nantes, 27 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 21 ; Paris-Le Bourget, 30 et 18 ; Pau, 28 et 17 ; Perpignan, 29 et 18 ; Rennes, 28 et 17 ; Strasbourg, 28 et 14 ; Tours, 27 et 17 ; Toulouse, 28 et 18 ; Poitiers-Poitiers, 32 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés ; Amsterdam, 25 et 15 ; Athènes, 29 et 13 ; Berlin, 25 et 13 ; Bonn, 28 et 14 ; Bruxelles,

27 et 16 ; Le Caire, 34 max. ; Les Canaries, 25 et 21 ; Coppenhague, 25 et 14 ; Genève, 25 et 15 ; Lisbonne, 23 et 15 ; Londres, 28 et 13 ; Madrid, 28 et 15 ; Moscou, 21 et 15 ; New-York, 32 et 22 ; Palma de Majorque, 28 et 15 ; Rome, 27 et 19 ; Stockholm, 19 et 14 ; Téhéran, 41 et 28.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 6 juillet 1977 :

DES LOIS :

● Autorisant l'approbation de l'accord international de 1975 sur l'étain, ensemble six annexes, fait à Genève le 21 juin 1975 ;

● Autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions du protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement, signé à Bruxelles le 10 juillet 1975.

UN DÉCRET :

● Attribuant une indemnité spécifique aux infirmiers et infirmières en service dans certains établissements hospitaliers de l'administration pénitentiaire.

met de cadrer. — XI. Souple grimpouse. Abréviations.

VERTICALEMENT

1. Grosset quand elle est bien placée. A des moments de détente. — 2. Pas gracieuses du tout. — 3. Abréviations. A de bonnes dents. — 4. Est à l'assaut. Préfixe. Entendu en Provence. — 5. Pronom. Ne porta pas chance à Vergingtorix. — 6. Changer de couleurs. — 7. Est généreux. Pas catholiques quand elles sont noires. — 8. Cité. Titre abrégé. — 9. Forme de savoir. — 9. N'ont rien d'extraordinaire. Commune mesure.

Solution du problème n° 1806

Horizontalement

I. Orellier. — II. Bout ; Ives. — III. Oll. Assaut. — IV. Le. Les. — V. Estimeras. — VI. Sem. — VII. Cœur. — VIII. Cor. — IX. Pise. — X. Oté. — XI. Gènera. — XII. Repousser.

Verticalement

1. Obsole. C.C.P. — 2. Roués. — 3. Ego. — 4. Teas. — 5. Italien. — 6. Lisse. — 7. Ego. — 8. Lisse. — 9. Ego. — 10. Lisse. — 11. Ego. — 12. Lisse. — 13. Ego. — 14. Lisse. — 15. Ego. — 16. Lisse. — 17. Ego. — 18. Lisse. — 19. Ego. — 20. Lisse. — 21. Ego. — 22. Lisse. — 23. Ego. — 24. Lisse. — 25. Ego. — 26. Lisse. — 27. Ego. — 28. Lisse. — 29. Ego. — 30. Lisse. — 31. Ego. — 32. Lisse. — 33. Ego. — 34. Lisse. — 35. Ego. — 36. Lisse. — 37. Ego. — 38. Lisse. — 39. Ego. — 40. Lisse. — 41. Ego. — 42. Lisse. — 43. Ego. — 44. Lisse. — 45. Ego. — 46. Lisse. — 47. Ego. — 48. Lisse. — 49. Ego. — 50. Lisse. — 51. Ego. — 52. Lisse. — 53. Ego. — 54. Lisse. — 55. Ego. — 56. Lisse. — 57. Ego. — 58. Lisse. — 59. Ego. — 60. Lisse. — 61. Ego. — 62. Lisse. — 63. Ego. — 64. Lisse. — 65. Ego. — 66. Lisse. — 67. Ego. — 68. Lisse. — 69. Ego. — 70. Lisse. — 71. Ego. — 72. Lisse. — 73. Ego. — 74. Lisse. — 75. Ego. — 76. Lisse. — 77. Ego. — 78. Lisse. — 79. Ego. — 80. Lisse. — 81. Ego. — 82. Lisse. — 83. Ego. — 84. Lisse. — 85. Ego. — 86. Lisse. — 87. Ego. — 88. Lisse. — 89. Ego. — 90. Lisse. — 91. Ego. — 92. Lisse. — 93. Ego. — 94. Lisse. — 95. Ego. — 96. Lisse. — 97. Ego. — 98. Lisse. — 99. Ego. — 100. Lisse. — 101. Ego. — 102. Lisse. — 103. Ego. — 104. Lisse. — 105. Ego. — 106. Lisse. — 107. Ego. — 108. Lisse. — 109. Ego. — 110. Lisse. — 111. Ego. — 112. Lisse. — 113. Ego. — 114. Lisse. — 115. Ego. — 116. Lisse. — 117. Ego. — 118. Lisse. — 119. Ego. — 120. Lisse. — 121. Ego. — 122. Lisse. — 123. Ego. — 124. Lisse. — 125. Ego. — 126. Lisse. — 127. Ego. — 128. Lisse. — 129. Ego. — 130. Lisse. — 131. Ego. — 132. Lisse. — 133. Ego. — 134. Lisse. — 135. Ego. — 136. Lisse. — 137. Ego. — 138. Lisse. — 139. Ego. — 140. Lisse. — 141. Ego. — 142. Lisse. — 143. Ego. — 144. Lisse. — 145. Ego. — 146. Lisse. — 147. Ego. — 148. Lisse. — 149. Ego. — 150. Lisse. — 151. Ego. — 152. Lisse. — 153. Ego. — 154. Lisse. — 155. Ego. — 156. Lisse. — 157. Ego. — 158. Lisse. — 159. Ego. — 160. Lisse. — 161. Ego. — 162. Lisse. — 163. Ego. — 164. Lisse. — 165. Ego. — 166. Lisse. — 167. Ego. — 168. Lisse. — 169. Ego. — 170. Lisse. — 171. Ego. — 172. Lisse. — 173. Ego. — 174. Lisse. — 175. Ego. — 176. Lisse. — 177. Ego. — 178. Lisse. — 179. Ego. — 180. Lisse. — 181. Ego. — 182. Lisse. — 183. Ego. — 184. Lisse. — 185. Ego. — 186. Lisse. — 187. Ego. — 188. Lisse. — 189. Ego. — 190. Lisse. — 191. Ego. — 192. Lisse. — 193. Ego. — 194. Lisse. — 195. Ego. — 196. Lisse. — 197. Ego. — 198. Lisse. — 199. Ego. — 200. Lisse. — 201. Ego. — 202. Lisse. — 203. Ego. — 204. Lisse. — 205. Ego. — 206. Lisse. — 207. Ego. — 208. Lisse. — 209. Ego. — 210. Lisse. — 211. Ego. — 212. Lisse. — 213. Ego. — 214. Lisse. — 215. Ego. — 216. Lisse. — 217. Ego. — 218. Lisse. — 219. Ego. — 220. Lisse. — 221. Ego. — 222. Lisse. — 223. Ego. — 224. Lisse. — 225. Ego. — 226. Lisse. — 227. Ego. — 228. Lisse. — 229. Ego. — 230. Lisse. — 231. Ego. — 232. Lisse. — 233. Ego. — 234. Lisse. — 235. Ego. — 236. Lisse. — 237. Ego. — 238. Lisse. — 239. Ego. — 240. Lisse. — 241. Ego. — 242. Lisse. — 243. Ego. — 244. Lisse. — 245. Ego. — 246. Lisse. — 247. Ego. — 248. Lisse. — 249. Ego. — 250. Lisse. — 251. Ego. — 252. Lisse. — 253. Ego. — 254. Lisse. — 255. Ego. — 256. Lisse. — 257. Ego. — 258. Lisse. — 259. Ego. — 260. Lisse. — 261. Ego. — 262. Lisse. — 263. Ego. — 264. Lisse. — 265. Ego. — 266. Lisse. — 267. Ego. — 268. Lisse. — 269. Ego. — 270. Lisse. — 271. Ego. — 272. Lisse. — 273. Ego. — 274. Lisse. — 275. Ego. — 276. Lisse. — 277. Ego. — 278. Lisse. — 279. Ego. — 280. Lisse. — 281. Ego. — 282. Lisse. — 283. Ego. — 284. Lisse. — 285. Ego. — 286. Lisse. — 287. Ego. — 288. Lisse. — 289. Ego. — 290. Lisse. — 291. Ego. — 292. Lisse. — 293. Ego. — 294. Lisse. — 295. Ego. — 296. Lisse. — 297. Ego. — 298. Lisse. — 299. Ego. — 300. Lisse. — 301. Ego. — 302. Lisse. — 303. Ego. — 304. Lisse. — 305. Ego. — 306. Lisse. — 307. Ego. — 308. Lisse. — 309. Ego. — 310. Lisse. — 311. Ego. — 312. Lisse. — 313. Ego. — 314. Lisse. — 315. Ego. — 316. Lisse. — 317. Ego. — 318. Lisse. — 319. Ego. — 320. Lisse. — 321. Ego. — 322. Lisse. — 323. Ego. — 324. Lisse. — 325. Ego. — 326. Lisse. — 327. Ego. — 328. Lisse. — 329. Ego. — 330. Lisse. — 331. Ego. — 332. Lisse. — 333. Ego. — 334. Lisse. — 335. Ego. — 336. Lisse. — 337. Ego. — 338. Lisse. — 339. Ego. — 340. Lisse. — 341. Ego. — 342. Lisse. — 343. Ego. — 344. Lisse. — 345. Ego. — 346. Lisse. — 347. Ego. — 348. Lisse. — 349. Ego. — 350. Lisse. — 351. Ego. — 352. Lisse. — 353. Ego. — 354. Lisse. — 355. Ego. — 356. Lisse. — 357. Ego. — 358. Lisse. — 359. Ego. — 360. Lisse. — 361. Ego. — 362. Lisse. — 363. Ego. — 364. Lisse. — 365. Ego. — 366. Lisse. — 367. Ego. — 368. Lisse. — 369. Ego. — 370. Lisse. — 371. Ego. — 372. Lisse. — 373. Ego. — 374. Lisse. — 375. Ego. — 376. Lisse. — 377. Ego. — 378. Lisse. — 379. Ego. — 380. Lisse. — 381. Ego. — 382. Lisse. — 383. Ego. — 384. Lisse. — 385. Ego. — 386. Lisse. — 387. Ego. — 388. Lisse. — 389. Ego. — 390. Lisse. — 391. Ego. — 392. Lisse. — 393. Ego. — 394. Lisse. — 395. Ego. — 396. Lisse. — 397. Ego. — 398. Lisse. — 399. Ego. — 400. Lisse. — 401. Ego. — 402. Lisse. — 403. Ego. — 404. Lisse. — 405. Ego. — 406. Lisse. — 407. Ego. — 408. Lisse. — 409. Ego. — 410. Lisse. — 411. Ego. — 412. Lisse. — 413. Ego. — 414. Lisse. — 415. Ego. — 416. Lisse. — 417. Ego. — 418. Lisse. — 419. Ego. — 420. Lisse. — 421. Ego. — 422. Lisse. — 423. Ego. — 424. Lisse. — 425. Ego. — 426. Lisse. — 427. Ego. — 428. Lisse. — 429. Ego. — 430. Lisse. — 431. Ego. — 432. Lisse. — 433. Ego. — 434. Lisse. — 435. Ego. — 436. Lisse. — 437. Ego. — 438. Lisse. — 439. Ego. — 440. Lisse. — 441. Ego. — 442. Lisse. — 443. Ego. — 444. Lisse. — 445. Ego. — 446. Lisse. — 447. Ego. — 448. Lisse. — 449. Ego. — 450. Lisse. — 451. Ego. — 452. Lisse. — 453. Ego. — 454. Lisse. — 455. Ego. — 456. Lisse. — 457. Ego. — 458. Lisse. — 459. Ego. — 460. Lisse. — 461. Ego. — 462. Lisse. — 463. Ego. — 464. Lisse. — 465. Ego. — 466. Lisse. — 467. Ego. — 468. Lisse. — 469. Ego. — 470. Lisse. — 471. Ego. — 472. Lisse. — 473. Ego. — 474. Lisse. — 475. Ego. — 476. Lisse. — 477. Ego. — 478. Lisse. — 479. Ego. — 480. Lisse. — 481. Ego. — 482. Lisse. — 483. Ego. — 484. Lisse. — 485. Ego. — 486. Lisse. — 487. Ego. — 488. Lisse. — 489. Ego. — 490. Lisse. — 491. Ego. — 492. Lisse. — 493. Ego. — 494. Lisse. — 495. Ego. — 496. Lisse. — 497. Ego. — 498. Lisse. — 499. Ego. — 500. Lisse. — 501. Ego. — 502. Lisse. — 503. Ego. — 504. Lisse. — 505. Ego. — 506. Lisse. — 507. Ego. — 508. Lisse. — 509. Ego. — 510. Lisse. — 511. Ego. — 512. Lisse. — 513. Ego. — 514. Lisse. — 515. Ego. — 516. Lisse. — 517. Ego. — 518. Lisse. — 519. Ego. — 520. Lisse. — 521. Ego. — 522. Lisse. — 523. Ego. — 524. Lisse. — 525. Ego. — 526. Lisse. — 527. Ego. — 528. Lisse. — 529. Ego. — 530. Lisse. — 531. Ego. — 532. Lisse. — 533. Ego. — 534. Lisse. — 535. Ego. — 536. Lisse. — 537. Ego. — 538. Lisse. — 539. Ego. — 540. Lisse. — 541. Ego. — 542. Lisse. — 543. Ego. — 544. Lisse. — 545. Ego. — 546. Lisse. — 547. Ego. — 548. Lisse. — 549. Ego. — 550. Lisse. — 551. Ego. — 552. Lisse. — 553. Ego. — 554. Lisse. — 555. Ego. — 556. Lisse. — 557. Ego. — 558. Lisse. — 559. Ego. — 560. Lisse. — 561. Ego. — 562. Lisse. — 563. Ego. — 564. Lisse. — 565. Ego. — 566. Lisse. — 567. Ego. — 568. Lisse. — 569. Ego. — 570. Lisse. — 571. Ego. — 572. Lisse. — 573. Ego. — 574. Lisse. — 575. Ego. — 576. Lisse. — 577. Ego. — 578. Lisse. — 579. Ego. — 580. Lisse. — 581. Ego. — 582. Lisse. — 583. Ego. — 584. Lisse. — 585. Ego. — 586. Lisse. — 587. Ego. — 588. Lisse. — 589. Ego. — 590. Lisse. — 591. Ego. — 592. Lisse. — 593. Ego. — 594. Lisse. — 595. Ego. — 596. Lisse. — 597. Ego. — 598. Lisse. — 599. Ego. — 600. Lisse. — 601. Ego. — 602. Lisse. — 603. Ego. — 604. Lisse. — 605. Ego. — 606. Lisse. — 607. Ego. — 608. Lisse. — 609. Ego. — 610. Lisse. — 611. Ego. — 612. Lisse. — 613. Ego. — 614. Lisse. — 615. Ego. — 616. Lisse. — 617. Ego. — 618. Lisse. — 619. Ego. — 620. Lisse. — 621. Ego. — 622. Lisse. — 623. Ego. — 624. Lisse. — 625. Ego. — 626. Lisse. — 627. Ego. — 628. Lisse. — 629. Ego. — 630. Lisse. — 631. Ego. — 632. Lisse. — 633. Ego. — 634. Lisse. — 635. Ego. — 636. Lisse. — 637. Ego. — 638. Lisse. — 639. Ego. — 640. Lisse. — 641. Ego. — 642. Lisse. — 643. Ego. — 644. Lisse. — 645. Ego. — 646. Lisse. — 647. Ego. — 648. Lisse. — 649. Ego. — 650. Lisse. — 651. Ego. — 652. Lisse. — 653. Ego. — 654. Lisse. — 655. Ego. — 656. Lisse. — 657. Ego. — 658. Lisse. — 659. Ego. — 660. Lisse. — 661. Ego. — 662. Lisse. — 663. Ego. — 664. Lisse. — 665. Ego. — 666. Lisse. — 667. Ego. — 668. Lisse. — 669. Ego. — 670. Lisse. — 671. Ego. — 672. Lisse. — 673. Ego. — 674. Lisse. — 675. Ego. — 676. Lisse. — 677. Ego. — 678. Lisse. — 679. Ego. — 680. Lisse. — 681. Ego. — 682. Lisse. — 683. Ego. — 684. Lisse. — 685. Ego. — 686. Lisse. — 687. Ego. — 688. Lisse. — 689. Ego. — 690. Lisse. — 691. Ego. — 692. Lisse. — 693. Ego. — 694. Lisse. — 695. Ego. — 696. Lisse. — 697. Ego. — 698. Lisse. — 699. Ego. — 700. Lisse. — 701. Ego. — 702. Lisse. — 703. Ego. — 704. Lisse. — 705. Ego. — 706. Lisse. — 707. Ego. — 708. Lisse. — 709. Ego. — 710. Lisse. — 711. Ego. — 712. Lisse. — 713. Ego. — 714. Lisse. — 715. Ego. — 716. Lisse. — 717. Ego. — 718. Lisse. — 719. Ego. — 720. Lisse. — 721. Ego. — 722. Lisse. — 723. Ego. — 724. Lisse. — 725. Ego. — 726. Lisse. — 727. Ego. — 728. Lisse. — 729. Ego. — 730. Lisse. — 731. Ego. — 732. Lisse. — 733. Ego. — 734. Lisse. — 735. Ego. — 736. Lisse. — 737. Ego. — 738. Lisse. — 739. Ego. — 740. Lisse. — 741. Ego. — 742. Lisse. — 743. Ego. — 744. Lisse. — 745. Ego. — 746. Lisse. — 747. Ego. — 748. Lisse. — 749. Ego. — 750. Lisse. — 751. Ego. — 752. Lisse. — 753. Ego. — 754. Lisse. — 755. Ego. — 756. Lisse. — 757. Ego. — 758. Lisse. — 759. Ego. — 760. Lisse. — 761. Ego. — 762. Lisse. — 763. Ego. — 764. Lisse. — 765. Ego. — 766. Lisse. — 767. Ego. — 768. Lisse. — 769. Ego. — 770. Lisse. — 771. Ego. — 772. Lisse. — 773. Ego. — 774. Lisse. — 775. Ego. — 776. Lisse. — 777. Ego. — 778. Lisse. — 779. Ego. — 780. Lisse. — 781. Ego. — 782. Lisse. — 783. Ego. — 784. Lisse. — 785. Ego. — 786. Lisse. — 787. Ego. — 788. Lisse. — 789. Ego. — 790. Lisse. — 791. Ego. — 792. Lisse. — 793. Ego. — 794. Lisse. — 795. Ego. — 796. Lisse. — 797. Ego. — 798. Lisse. — 799. Ego. — 800. Lisse. — 801. Ego. — 802. Lisse. — 803. Ego. — 804. Lisse. — 805. Ego. — 806. Lisse. — 807. Ego. — 808. Lisse. — 809. Ego. — 810. Lisse. — 811. Ego. — 812. Lisse. — 813. Ego. — 814. Lisse. — 815. Ego. — 816. Lisse. — 817. Ego. — 818. Lisse. — 819. Ego. — 820. Lisse. — 821. Ego. — 822. Lisse. — 823. Ego. — 824. Lisse. — 825. Ego. — 826. Lisse. — 827. Ego. — 828. Lisse. — 829. Ego. — 830. Lisse. — 831. Ego. — 832. Lisse. — 833. Ego. — 834. Lisse. — 835. Ego. — 836. Lisse. — 837. Ego. — 838. Lisse. — 839. Ego. — 840. Lisse. — 841. Ego. — 842. Lisse. — 843. Ego. — 844. Lisse. — 845. Ego. — 846. Lisse. — 847. Ego. — 848. Lisse. — 849. Ego. — 850. Lisse. — 851. Ego. — 852. Lisse. — 853. Ego. — 854. Lisse. — 855. Ego. — 856. Lisse. — 857. Ego. — 858. Lisse. — 859. Ego. — 860. Lisse. — 861. Ego. — 862. Lisse. — 863. Ego. — 864. Lisse. — 865. Ego. — 866. Lisse. — 867. Ego. — 868. Lisse. — 869. Ego. — 870. Lisse. — 871. Ego. — 872. Lisse. — 873. Ego. — 874. Lisse. — 875. Ego. — 876. Lisse. — 877. Ego. — 878. Lisse. — 879. Ego. — 880. Lisse. — 881. Ego. — 882. Lisse. — 883. Ego. — 884. Lisse. — 885. Ego. — 886. Lisse. — 887. Ego. — 888. Lisse. — 889. Ego. — 890. Lisse. — 891. Ego. — 892. Lisse. — 893. Ego. — 894. Lisse. — 895. Ego. — 896. Lisse. — 897. Ego. — 898. Lisse. — 899. Ego. — 900. Lisse. — 901. Ego. — 902. Lisse. — 903. Ego. — 904. Lisse. — 905. Ego. — 906. Lisse. — 907. Ego. — 908. Lisse. — 909. Ego. — 910. Lisse. — 911. Ego. — 912. Lisse. — 913. Ego. — 914. Lisse. — 915. Ego. — 916. Lisse. — 917. Ego. — 918. Lisse. — 919. Ego. — 920. Lisse. — 921. Ego. — 922. Lisse. — 923. Ego. — 924. Lisse. — 925. Ego. — 926. Lisse. — 927. Ego. — 928. Lisse. — 929. Ego. — 930. Lisse. — 931. Ego. — 932. Lisse. — 933. Ego. — 934. Lisse. — 935. Ego. — 936. Lisse. — 937. Ego. — 938. Lisse. — 939. Ego. — 940. Lisse. — 941. Ego. — 942. Lisse. — 943. Ego. — 944. Lisse. — 945. Ego. — 946. Lisse. — 947. Ego. — 948. Lisse. — 949. Ego. — 950. Lisse. — 951. Ego. — 952. Lisse. — 953. Ego. — 954. Lisse. — 955. Ego. — 956. Lisse. — 957. Ego. — 958. Lisse. — 959. Ego. — 960. Lisse. — 961. Ego. — 962. Lisse. — 963. Ego. — 964. Lisse. — 965. Ego. — 966. Lisse. — 967. Ego. — 968. Lisse. — 969. Ego. — 970. Lisse. — 971. Ego. — 972. Lisse. — 973. Ego. — 974. Lisse. — 975. Ego. — 976. Lisse. — 977. Ego. — 978. Lisse. — 979. Ego. — 980. Lisse. — 981. Ego. — 982. Lisse. — 983. Ego. — 984. Lisse. — 985. Ego. — 986. Lisse. — 987. Ego. — 988. Lisse. — 989. Ego. — 990. Lisse. — 991. Ego. — 992. Lisse. — 993. Ego. — 994. Lisse. — 995. Ego. — 996. Lisse. — 997. Ego. — 998. Lisse. — 999. Ego. — 1000. Lisse. — 1001. Ego. — 1002. Lisse. — 1003. Ego. — 1004. Lisse. — 1005. Ego. — 1006. Lisse. — 1007. Ego. — 1008. Lisse. — 1009. Ego. — 1010. Lisse. — 1011. Ego. — 1012. Lisse. — 1013. Ego. — 1014. Lisse. — 1015. Ego. — 1016. Lisse. — 1017. Ego. — 1018. Lisse. — 1019. Ego. — 1020. Lisse. — 1021. Ego. — 1022. Lisse. — 1023. Ego. — 1024. Lisse. — 1025. Ego. — 1026. Lisse. — 1027. Ego. — 1028. Lisse. — 1029. Ego. — 1030. Lisse. — 1031. Ego. — 1032. Lisse. — 1033. Ego. — 1034. Lisse. — 1035. Ego. — 1036. Lisse. — 1037. Ego. — 1038. Lisse. — 1039. Ego. — 1040. Lisse. — 1041. Ego. — 1042. Lisse. — 1043. Ego. — 1044. Lisse. — 1045. Ego. — 1046. Lisse. — 1047. Ego. — 1048. Lisse. — 1049. Ego. — 1050. Lisse. — 1051. Ego. — 1052. Lisse. — 1053. Ego. — 1054. Lisse. — 1055. Ego. — 1056. Lisse. — 1057. Ego. — 1058. Lisse. — 1059. Ego. — 1060. Lisse. — 1061. Ego. — 1062. Lisse. — 1063. Ego. — 1064. Lisse. — 1065. Ego. — 1066. Lisse. — 1067. Ego. — 1068. Lisse. — 1069. Ego. — 1070. Lisse. — 1071. Ego. — 1072. Lisse. — 1073. Ego. — 1074. Lisse. — 1075. Ego. — 1076. Lisse. — 1077. Ego. — 1078. Lisse. — 1079. Ego. — 1080. Lisse. — 1081. Ego. — 1082. Lisse. — 1083. Ego. — 1084. Lisse. — 1085. Ego. — 1086. Lisse. — 1087. Ego. — 1088. Lisse. — 1089. Ego. — 1090. Lisse. — 1091. Ego. — 1092. Lisse. — 1093. Ego. — 1094. Lisse. — 1095. Ego. — 1096. Lisse. — 1097. Ego. — 1098. Lisse. — 1099. Ego. — 1100. Lisse. — 1101. Ego. — 1102. Lisse. — 1103. Ego. — 1104. Lisse. — 1105. Ego. — 1106. Lisse. — 1107. Ego. — 1108. Lisse. — 1109. Ego. — 1110. Lisse. — 1111. Ego. — 1112. Lisse. — 1113. Ego. — 1114. Lisse. — 1115. Ego. — 1116. Lisse. — 1117. Ego. — 1118. Lisse. — 1119. Ego. — 1120. Lisse. — 1121. Ego. — 1122. Lisse. — 1123. Ego. — 1124. Lisse. — 1125. Ego. — 1126. Lisse. — 1127. Ego. — 1128. Lisse. — 1129. Ego. — 1130. Lisse. — 1131. Ego. — 1132. Lisse. — 1133. Ego. — 1134. Lisse. — 1135. Ego. — 1136. Lisse. — 1137. Ego. — 1138. Lisse. — 1139. Ego. — 1140. Lisse. — 1141. Ego. — 1142. Lisse. — 1143. Ego. —

Cinéma

de Trevor Nunn

Dans le huis clos d'un salon bourgeois à la fin du siècle dernier, l'affrontement d'une femme prisonnière de son milieu et de trois hommes. Le réalisateur reste fidèle aux conventions scéniques du drame d'Ibsen et tout gravite autour du personnage d'Hedda Gabler, qu'incarne avec une intelligence et une autorité souveraines Glenda Jackson. C'est la performance de la comédienne qui fait l'intérêt du film.

Théâtre

Après le Festival d'Anjou et les Nuits de Bourgogne, ce sont les remparts de Carcassonne qui accueillent le *Macbeth* mis en scène par Mehmet Uhusoy (les 6, 12 et 13 juillet) en alternance avec un *Roméo et Juliette* dans une distribution entièrement féminine, dirigée par Denis Llorca (les 11, 15 et 16 juillet).

Musique

-A Saintes, le Festival de musique ancienne consacré à l'Angleterre est une fête permanente au matin ou soir d'une représentation, de 15 h. à 18 h. L'abbaye aux Dames, concerts d'orgue de 12 h. 30 et 16 h. 30; analyses des œuvres contemporaines marquantes, par Harry Haudreich (à 15 h.); célébration des vêpres anglicanes tous les soirs, à 18 h. et, à la même heure, concerts de musique instrumentale; grands œuvres de Haendel, Bach, Purcell, etc.; à 21 h., et pour finir la journée, soit des veillées de cabaret, soit encore des méditations musicales (à l'Victoria, Couperin, etc.). On aime aussi les promenades à pied, auteurs et exécutants. Avec, le dimanche 10, une journée de musique en

Expositions

Une rétrospective des peintures et collages depuis 1941 d'une des figures-clés de l'expressionnisme abstrait et de la peinture américaine de l'après-guerre. Elle reprend l'exposition montrée à Düsseldorf l'année dernière.

Danse

— ET AUSSI — Le Théâtre du mouvement, au Festival du Marais (deux mimes en pleine mutation), jusqu'au 9 juin ; deux créations de Brigitte Lefevre et Jacques Garnier à La Rochelle : *Instantanément*, musique de John Cage et *Solo*, musique de Berg (8 juillet, 21 h.).

1-15 MARCH 1968
 FOR FILED IN
 FILE NO. 100-441100
 MAR 15 1968
 FBI - NEW YORK

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

Les médecins face à leur ordre

L'ordre national des médecins, financé, selon leur opinion, des cotisations de son pouvoir et de sa définition, deux médecins du Doubs, poursuivis devant le tribunal d'instance de Besançon pour refus de paiement de la cotisation annuelle, ont saisi le Conseil d'Etat d'une requête sur la légalité de son statut. En attendant, ils ont fait dans la lutte ouverte qui oppose depuis plusieurs années environ deux mille médecins français à leur ordre. En attendant, ils ont fait dans la lutte ouverte qui oppose depuis plusieurs années environ deux mille médecins français à leur ordre.

en faisant effectuer des sondages, en organisant des conférences de presse, le tout couvrant l'utilisation d'un personnel plus important que nécessaire. Ces dépenses supplémentaires couvertes par des cotisations « doivent-elles être supportées par des médecins qui en contestent non seulement l'opportunité mais la légitimité ? », demande M. Lyon-Caen.

Où, devant répondre M. Morillot, commissaire du gouvernement, si l'on admet que le conseil de l'ordre ne soit pas de son rôle. Or, selon lui, les requérants ont de la mission de leur ordre une « conception restrictive ». La loi, et notamment le code de la santé publique, autorise effectivement l'ordre des médecins à engager de multiples opérations et à gérer « un peu à la façon d'une petite administration un budget de près de 75 millions de francs. Le conseil de l'ordre des médecins est un conseil de nature politique, à la limite un problème de « gouvernement » qui a sa solution et son recours dans les élections professionnelles.

Le Conseil d'Etat n'a donc, selon le commissaire du gouvernement, pas à se prononcer sur les prises de position de l'ordre, mais sur le refus de cotisation. Ce refus est illégal « parce qu'il n'y a pas d'erreur manifeste d'appréciation dans le montant de cette cotisation ». Illégal « au sens de l'article 410 du code de la santé publique », illégal, enfin, « parce que les requérants adoptent dans le cas l'attitude du citoyen qui refuserait de payer ses impôts parce que le gouvernement n'est pas satisfait ». P. G.

Au nom de ses clients, M. Armand Lyon-Caen s'est donc efforcé, mardi 5 juillet, de démontrer que l'ordre national des médecins « outrepassait son rôle et sa mission de service public. L'ordre doit s'en tenir à sa mission légale et donc à une obligation de neutralité. Qu'il donne son avis, cela est normal. Qu'il fasse campagne pour l'imposition, alors il sort de sa neutralité ». Or, affirme M. Lyon-Caen, en citant les campagnes entreprises par l'ordre des médecins, notamment au moment du débat sur l'interdiction de grossesse ou sur le problème de l'euthanasie, « il existe de toutes évidences un intérêt public ». L'ordre doit donc imposer à l'ensemble des médecins les opinions de la majorité. Et pour cela, en infraction avec son obligation de stricte neutralité, il engage des dépenses en utilisant des tracts, des brochures,

M. B.-R.

Le cadavre de Ben Barka dans la Nièvre ?

La brigade de gendarmerie et les sapeurs-pompiers de Lormes (Nièvre) ont entrepris, mardi 5 juillet, en fin d'après-midi, des fouilles dans le hameau de Planchet, après une information diffusée le matin par un poste périphérique et qui indiquait que le cadavre du leader de l'opposition marxiste avait été inhumé secrètement au cours d'une nuit de novembre 1963 dans un jardin de Planchet. Plusieurs mètres de terre ont été déterrés et un arbre creusé à la pelle indiquant sans que les enquêteurs trouvent le moindre indice confirmant cette « révélation ».

Liberté d'accès dans une entreprise occupée.

M. Henri Bedu, vice-président du tribunal de Paris, a chargé en référé, mardi 5 juillet, M. Linde, huissier, de faire assurer le libre accès des locaux de la Blanchisserie Tissot, rue de la Folie-Méricourt (onzième arrondissement), occupée depuis le 1^{er} juillet. Il a également fait assurer le libre accès des locaux de la Blanchisserie Tissot, rue de la Folie-Méricourt (onzième arrondissement), occupée depuis le 1^{er} juillet. Il a également fait assurer le libre accès des locaux de la Blanchisserie Tissot, rue de la Folie-Méricourt (onzième arrondissement), occupée depuis le 1^{er} juillet.

Cette décision, qui vient d'être annoncée au comité d'entreprise et à la rédaction de l'hebdomadaire et à ceux d'Europe 1, doit être ratifiée au cours de la deuxième quinzaine de juillet par les conseils d'administration d'Europe 1 - Images et Son (au sein duquel siègent les représentants de la SORTRAD qui détiennent au nom de l'Etat, 33,33 % du capital de la station) et de France-Éditions et Publications (VEP, groupe Hachette), qui contrôle le « Journal du Dimanche ». Cette prise de participation va entraîner la création d'une nouvelle société dans laquelle Europe 1 et la VEP posséderont chacun 45 % des actions tandis que la société Presse et Informations, qui édite « le Point », en détient 10 %. Rappelons que, à l'initiative de l'« aide de Hachette », en 1976, « le Point » a réuni 5 millions de francs de bénéfices.

Même si les ventes du « Journal du dimanche » sont en hausse légère,

M. de Ribemont « persécuté ».

Inculpé de complicité d'homicide volontaire dans l'affaire de l'assassinat de M. Jean de Broglie, M. Patrick Alenot de Ribemont, 47 ans, marié, 5 juillet, une lettre ouverte à M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, après s'être adressé au président de la République.

Si je choisis de m'adresser à vous sous forme de lettre ouverte, écrit notamment M. de Ribemont, c'est que le temps du silence est passé. J'espère que la vérité éclatera sur le meurtre de M. de Broglie, car nous avons tous souffert de cette « révélation ».

Après avoir souligné l'acharnement des services judiciaires à son encontre, M. de Ribemont écrit en conclusion : « Il n'est pas juste, il est indigne de notre pays que de tels actes puissent être commis pour protéger tant des politiques politiciennes que des députés abusifs ».

PRESSE

Europe 1, la FEP, et « le Point » actionnaires du « Journal du dimanche »

La station radiophonique Europe 1 a l'intention de prendre une participation de 45 % dans le capital de « Journal du dimanche ». Cela se fait par l'entremise de « Société n° 1 », dont Europe 1, Égée n° 1, et Égée Presse se partagent les actions. L'opération est contradictoire, la décision du juge d'instance du huitième arrondissement, qui a reconnu récemment la qualité de salarié à un demandeur stagiaire, n'a pas, en réalité, porté de jugement sur la régularité de sa situation en tant qu'avocat, ce qu'il n'était pas compétent pour faire, puisque c'est à une prérogative de l'ordre des avocats en première instance. Le Parlement vient d'ailleurs, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, d'adopter un texte qui refuse à l'avocat collaborateur la condition de salarié. L'arrêt de la cour d'appel de Paris, sur la décision du juge d'instance, ne peut qu'être facilité par cette décision, qui élimine également à l'ordre des avocats de Paris toute hésitation sur l'application de son règlement intérieur.

« Avocat à la cour ».

La garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a visité, dans la soirée du mardi 5 juillet, pendant près de deux heures, la maison d'arrêt de la Santé, en cours de rénovation. En compagnie du sous-directeur, M. Saganelli, le ministre s'est rendu dans les différents quartiers de l'établissement. Il s'est entretenu avec des membres du personnel de surveillance et des services sociaux.

(300 000 exemplaires contre 340 000 en 1976), une « relance » du « Journal du dimanche » semble s'annoncer favorisée par le fait simple : la transmission à distance rapide permet, en effet, d'espérer une meilleure diffusion en province. Elle s'annonce d'autant plus que le lancement du nouvel hebdomadaire du week-end « V.D. »... initiales de vendredi, samedi, dimanche est annoncé officiellement pour le 9 septembre. Ce projet, qui est à l'étude depuis plus d'un an et demi et dont la sortie a été différée à deux reprises, a été conçu par M. Maurice Stéglé, ancien directeur général d'Europe 1, « remercié » en octobre 1976.

Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et la municipalité de Roubaix ont fait savoir à M. Robert Harsant, propriétaire du « Figaro » et de deux autres quotidiens, qu'ils souhaitent vivement l'installation dans le Nord-Pas-de-Calais de l'imprimerie que le groupe Harsant envisage d'aménager à Mouscron, en Belgique.

Ainsi est exprimé le souhait de la région de ne pas voir l'impression des quotidiens Nord-Eclair à Roubaix et Nord-Matin à Lille s'effectuer en Belgique. La chambre de commerce et d'industrie, ainsi que l'Association pour l'expansion de la région Lille-Roubaix-Tourcoing, participeraient parallèlement à des démarches dans le même sens. La DAPAR, société de conseil, n'aurait pas donné suite.

Après le vote d'un amendement à la fin de la session parlementaire

La loi du 30 juin 1977 ne reconnaît pas le statut de salarié aux avocats

Le 8 avril dernier, le tribunal d'instance du huitième arrondissement, se prononçant en matière prud'homale, jugeait que le renvoi d'un avocat pouvait être assimilé au licenciement d'un salarié (« le Monde » du 26 avril). Cette décision permettait de faire bénéficier les avocats de la législation du travail et des avantages sociaux attachés à la qualité de salarié. En l'occurrence, il s'agissait de M. Mandessi-Bell, avocat travaillant à plein temps depuis octobre 1974 dans une association d'avocats, où elle avait été auparavant stagiaire. Mme Mandessi-Bell obtenait donc « pour préavis 2 500 F, pour congés payés 250 F, pour rupture abusive du contrat de travail 10 000 F », car le tribunal a estimé que le cabinet d'avocats en question « constitue en fait une entreprise comportant employeurs et employés ».

Cette affaire devait être à nouveau examinée par la vingt-deuxième chambre de la cour d'appel de Paris, mardi 5 juillet, le conseil de l'ordre du barreau de Paris et l'association d'avocats ayant fait appel. Mais, dans l'intervalle, un nouveau texte de loi était adopté par le Parlement

et publié au « Journal officiel » le 1^{er} juillet. Cette loi du 30 juin 1977 modifie celle du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, et notamment l'article 7 qui prévoit dans son premier alinéa que « la profession d'avocat est une profession libérale et indépendante ». Cet alinéa est ainsi « complété » par la disposition suivante : « L'avocat, qui exerce sa profession en qualité d'avocat collaborateur ou comme membre d'une société ou d'une association d'avocats n'a pas la qualité de salarié ».

Ce texte adopté « à la va-vite » à la fin de la session parlementaire résulte d'un amendement de M. Claude Gerbet, avocat et député d'Eure-et-Loir (P.R.). Il fait partie d'un ensemble de dispositions secondaires qui comportent également un autre amendement important, celui de M. Jean Foyer, député du Maine-et-Loire (R.P.R.), portant sur l'arrêté du 16 janvier 1976 de la réforme du deuxième cycle universitaire, contre lequel trois recours avaient été introduits devant le Conseil d'Etat. Cette juridiction devait les examiner le 1^{er} juillet (« le Monde » du 2 juillet).

Le Conseil d'Etat et la cour d'appel ont donc été devancés par le biais d'amendements présentés devant l'Assemblée nationale, où ne siégeaient que quelques députés.

Pour ce qui concerne la qualité de salarié refusée aux avocats, ces derniers, quand ils collaboraient à des associations, ne pouvaient donc prétendre à la « couverture sociale à laquelle ils devaient normalement prétendre », comme l'avait fait remarquer le garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte. N'aurait-il pas été possible de concilier le caractère libéral de la profession et de faire bénéficier les avocats des avantages de la législation du travail ? La question a été résolue avant d'avoir été véritablement posée. Mais la cour d'appel a tout de même décidé de rouvrir les débats en renvoyant l'examen de l'affaire au 28 septembre, afin que les parties puissent faire valoir leur point de vue. Cependant, on voit mal comment la cour pourrait statuer contrairement à la loi : si la nouvelle disposition de l'article 7 est interprétative, elle a un caractère d'ordre public.

M. B.-R.

POINTS DE VUE

Pour un statut protecteur

par FRANK NATALI (*)

Le recours au juge est parfois un moment de vérité, révélateur de contradictions. Ne l'est-il pas aujourd'hui pour les avocats ? Le jeune avocat qui entre dans la profession, et devient ainsi stagiaire pour trois ans, doit, statutairement, avoir une collaboration. Celle-ci est, de fait, nécessaire aujourd'hui, tant pour assurer sa formation, que pour subvenir à ses besoins.

Le statut libéral de la profession fait de l'accès à une clientèle propre le but de cette période, en théorie transitoire. Certains ne sortent pas de cette transition, ne peuvent ou ne veulent le faire : ils deviennent alors collaborateurs à moyen ou long terme, parfois à vie. Ils ont alors un statut particulier, à mi-chemin entre le salarié et l'associé.

La période de stage-collaboration est, quant à elle, le moment de tous les excès. La période initiatrice des jeunes avocats est rythmée par les courses au palais, les audiences assomées à la chaise, les recherches de jurisprudence isolées de leur contexte, la pléiade des affaires les moins enthousiasmantes du cabinet de leur avocat-patron.

Il faut noter que ce dernier considère le plus souvent le (ou la) jeune confrère comme totalement à son service, le soumet à son autorité, et néglige bien souvent sa tâche, son devoir (7), de formation. Il en est même qui obligent, entre autres gentilles, leurs stagiaires à travailler le samedi, cela, bien sûr, au nom du caractère libéral de la profession, dissimulant mal leur préoccupation de rentabilité.

Or, dans trop de barreaux, et tout particulièrement à Paris, on trouve des collaborateurs dont la « rétrocession d'honoraires », versée par le patron, ne dépasse pas la SMIC, parfois même est-elle, et dans certains cas, tout simplement inexistante. Pour l'ensemble des stagiaires, une enquête récente fixait la moyenne des rémunérations à moins de 3 000 F. Face à cette situation, un statut protecteur, minimum, s'impose, et d'une manière absolue.

Sinon, la réalité ne changera pas, et le fait d'indiquer dans un amendement législatif qu'un collaborateur n'a pas la qualité de salarié, sans changer les données existantes, relève alors de la plus grande hypocrisie. Faudra-t-il une grave des stagiaires-collaborateurs pour convaincre ceux qui se voient la face ou esquiver le problème ? Pourtant, on ne peut en rester à ce seul constat.

Le statut, reconnu ou non, consacre un état d'exploitation, intellectuel et matériel, dont il atténue les conséquences. Il se trouve logiquement associé à une optique d'organisation capitaliste de la profession.

Cette optique est favorisée par son statut libéral qui exige notamment un capital de départ, puis un apport permanent de fonds jusqu'à ce que soit atteint le seuil, provisoire, de rentabilité. De telles structures existent au sein du barreau, et les principes de recherche du profit, de hiérarchisation et de spécialisation s'y colent.

Telle n'est pas notre optique de la profession. Cette héritée du passé ne l'est pas non plus.

Devant le jeune avocat doit s'ouvrir une optique double. D'une part, il doit se libérer d'un carcan statutaire et ordinaire qui le bride et le ferme aux modes nouveaux d'exercice de la défense. D'autre part, il doit pouvoir trouver le lieu d'une formation efficace et librement choisie.

Sur le premier point, il faut dire simplement que l'avocat doit s'insérer dans le cadre de l'exercice collectif et populaire de la fonction de défense.

Le second point, pose ouvertement le problème d'une participation des fonds publics à cette formation. L'avocat doit bénéficier d'avantages équivalents à ceux dont bénéficient les magistrats en formation. De plus, si la collaboration demeure un lieu où peut se faire la formation, elle ne peut suffire. D'autres moments doivent être prévus, tels des stages dans un tribunal, une prison, un commissariat de police, une association, une administration...

A ce prix parviendra-t-on, peut-être, à favoriser la mise en place d'une défense efficace, libre et liée aux préoccupations populaires.

(*) Avocat stagiaire au barreau de Paris.

Contre une défense de sous-ordre

par ANDRÉ TOUBOUL (*)

L'extension du salariat est un fait de notre temps ; dans un siècle quantitative, où tout ce qui n'est pas nombreux est négligé, il est compréhensible que chacun cherche la sécurité d'appartenir au groupe le plus nombreux.

Cette revendication légitime de protection sociale peut-elle être accordée à l'avocat technicien du droit d'aujourd'hui, sans compromettre l'essentiel ? Rien n'est moins sûr. Il est possible que dans tel ou tel cas un avocat se place dans une situation où il accepte un lien de subordination. Il n'est pas dit que l'avocat ne saurait, sans entraîner son devoir d'indépendance, devenir le salarié d'un justiciable. Certes, l'avocat n'est pas seulement le porte-voix, mais son efficacité, sa raison d'être disparaîtraient si on lui demandait de devenir un simple porte-plume.

La question est différente lorsqu'il s'agit des relations de collaboration.

On dit que l'indépendance n'est qu'une illusion ; la réalité quotidienne, c'est l'autorité du patron qui impose ses vues et détermine le pouvoir économique. On parle alors d'un prolétariat juridique qui court les tribunaux de banlieue, la simple police et les centrales excentrées. Ces doléances assez compréhensibles doivent être reliées au fait que le collaborateur est, dans la plupart des cas, un stagiaire.

La stage, dont les modalités ont beaucoup évolué, reste, au moins dans ses trois premières années obligatoires, une période de formation pratique. Il ne faut donc pas prendre pour de la subordination ce qui relève de la pédagogie. Certes, le stagiaire est souvent peu rémunéré, mais sa dépendance économique cesse généralement avec son apprentissage. Il est vrai que demeure le problème, d'ailleurs très général, de la difficulté de certains, souvent des femmes, à vivre leur indépendance professionnelle ou à s'intégrer dans des groupements.

L'essentiel est de savoir si l'avocat qui cesse d'être indépendant peut prétendre encore assumer le dévouement. Si, parmi les trois fonctions de conseil, de représentation et de plaidoirie de l'avocat, la première peut sans inconvénient être assurée par des clercs salariés, les deux autres sont exclusives de toute notion de subordination ou de hiérarchie. Ainsi l'avocat salarié ne saurait revendiquer la plénitude de ses fonctions. Même si son renoncement à la posture d'avocat n'est pas praticable sans autonomie, l'accès à la barre ne peut être accordé à une défense de sous-ordre.

Les stagiaires qui prêtent serment d'indépendance au premier jour de leur stage l'ont fort bien compris et, au nom de ce principe, ont pratiquement obtenu de voir reconnaître les mêmes droits que les avocats inscrits. Bien plus, il est demandé de supprimer les assesseurs du stage au motif qu'il est intolérable que certains avocats en jugent d'autres. Bientôt les stagiaires voteront aux élections du conseil de l'ordre. Au nom des droits de la défense, la profession d'avocat est la seule où l'apprenti a le devoir de se prétendre l'égal du doyen, car on ne peut être avocat à demi.

Apparemment contradictoire, la décision du juge d'instance du huitième arrondissement, qui a reconnu récemment la qualité de salarié à un demandeur stagiaire, n'a pas, en réalité, porté de jugement sur la régularité de sa situation en tant qu'avocat, ce qu'il n'était pas compétent pour faire, puisque c'est à une prérogative de l'ordre des avocats en première instance. Le Parlement vient d'ailleurs, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, d'adopter un texte qui refuse à l'avocat collaborateur la condition de salarié. L'arrêt de la cour d'appel de Paris, sur la décision du juge d'instance, ne peut qu'être facilité par cette décision, qui élimine également à l'ordre des avocats de Paris toute hésitation sur l'application de son règlement intérieur.

(*) Avocat à la cour.

La garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a visité, dans la soirée du mardi 5 juillet, pendant près de deux heures, la maison d'arrêt de la Santé, en cours de rénovation. En compagnie du sous-directeur, M. Saganelli, le ministre s'est rendu dans les différents quartiers de l'établissement. Il s'est entretenu avec des membres du personnel de surveillance et des services sociaux.

La violence par la loi

par GÉRARD BLANCHARD (*)

La loi du 30 juin 1977 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques n'a-t-elle pas particulièrement attiré l'attention. Et pourtant elle constitue une nouvelle érosion des mécanismes de la démocratie. Ce n'est pas tant le contenu, au demeurant critique, de ce texte, mais le processus et la méthode qui ont précédé à son élaboration, qui le montrent.

Classée subrepticement dans un texte de portée générale sur les conditions d'accès à la profession d'avocat, on trouve deux amendements, l'un présenté par M. Gerbet, avocat, l'autre par M. Foyer, professeur de droit, tous deux députés de la majorité. Le premier dénie au collaborateur d'avocat la qualité de salarié et les protections qui en découlent, le second valide l'arrêté « Solisson » portant réforme du deuxième cycle universitaire.

Aucun de ces deux textes n'a de rapport direct avec le projet de loi auquel ils se sont ajoutés. Mais la surprise vient plus encore de l'extraordinaire précipitation avec laquelle ils ont été présentés puis adoptés. La session de printemps du Parlement touchait à sa fin ; après dérogation d'urgence, l'Assemblée était saisie du texte.

C'est alors que, le 23 juin, l'Assemblée nationale se voyait remettre ces deux amendements. Aucune explication, une parade de discussion : juste le temps de transmettre le texte au Sénat qui le vota le 29 juin. Le cérémonial de promulgation, qui dure la plus souvent une semaine, était accompli en une journée.

Pourquoi voulait-on que l'avocat collaborateur ne puisse bénéficier de la protection élémentaire du droit social ? Pourquoi voulait-on au secours du pouvoir législatif en validant l'arrêté Solisson ? Il faut le dire tout net : pour empêcher la justice de se prononcer.

Le salariat de l'avocat collaborateur, c'est-à-dire le droit au régime général de la Sécurité sociale, aux congés payés, à la protection en cas de licenciement, la cour d'appel de Paris devait, le 5 juillet, dire ce qu'il en est. En ce qui concerne la validité de l'arrêté Solisson, c'est le 1^{er} juillet que le Conseil d'Etat devait trancher. Et l'on murmure qu'il y avait même une annulation.

Devant deux hautes juridictions, l'une judiciaire, l'autre administrative, un débat public et contradictoire

toire était né : le législateur a voulu l'échouer. Plus qu'une fraude à la justice, c'est une fraude à la démocratie.

Car, s'il existe deux formes classiques d'exercice du pouvoir et deux lieux du débat démocratique, ce sont bien la loi et le Parlement, la décision et le procès judiciaires. Par la loi du 30 juin 1977, les uns ont été déformés, les autres bâillonnés.

Le fonctionnement du Parlement n'a jamais permis aucun débat démocratique dans les médias et, surpasse de ceux qui étaient concernés. Le législateur s'est prononcé en cabinet, comme s'il avait honte. Personne, hors les initiateurs cachés des amendements et les rares initiés, n'a su se faire entendre, développer son point de vue. C'est à l'abri de tels procédés que se profile parfois le détournement de la loi.

Le recours à l'amendement, proposé en dernière heure, étouffe toute discussion : et quand un ministre commande un député, cela permet de répercuter les textes du pouvoir réglementaire, quand ce n'est pas en plus une sanction politique ou un reniement qui lui est évité. M. Foyer s'en souvient, qui a permis la reconduction du recrutement latéral des magistrats, alors que le garde des sceaux, M. Pivert, s'était engagé à ne pas le reconduire. La loi arrachée par surprise assure l'impunité politique des gouvernements. Elle peut aussi servir à la satisfaction d'intérêts privés, car aucun débat public ne permet alors ni de préciser ni de contrôler l'intérêt général.

Paradoxalement, alors que le Parlement s'est évertué à éviter tout débat démocratique et public sur les problèmes soulevés, la justice avait pleinement rempli sa mission. Un débat entouré des garanties démocratiques que constitue le contradictoire, la publicité et la défense s'était instauré.

Le gouvernement dans un cas, des avocats dans l'autre, l'ont contré. Celui-ci et ceux-ci ont résolu le problème par une violence législative et contre la démocratie. En empiétant tout débat, en privant de la parole, ils reviennent eux-mêmes à la violence.

Force reste à la loi, mais pas à la démocratie.

(*) Secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,08
"Placards encadrés"	34,00	38,88
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

DIRECTEUR COMMERCIAL SUD MÉDITERRANÉE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE FABRIQUANT ET DISTRIBUANT AU PLAN NATIONAL UNE MARQUE DE TRÈS GRANDE NOTORIÉTÉ DANS LE DOMAINE DES APÉRITIFS (C.H.R. ET G.M.) RECHERCHE UN HOMME DE VALEUR ET D'EXPÉRIENCE POUR LUI CONFIER LA DIRECTION COMMERCIALE.

Après la prise en main de la région du Sud-Est et du service gestion des ventes.

Il prendra en charge les autres directions régionales.

Il faut un homme du niveau H.E.C., Sup. de Co.

Ayant l'expérience de la vente au détail (idéalement C.H.R.) et du commandement des hommes concernés par la réussite.

Rémunération importante, véhicule fourni.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à

IPSO

73, rue Saint-Sauvour 13005 Marseille, qui transmet.

LIMAGRAIN

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES, RECHERCHE POUR DIRIGER UNE UNITÉ DE PRODUCTION TRÈS MODERNE

CHEF DE FABRICATION

Ce poste peut convenir à un Ingénieur, ayant 5 à 10 ans d'expérience de production (connaissances sectorielles agro-alimentaires non exigées).

Capable d'assumer des responsabilités importantes sur les plans :

- gestion : contrôle des coûts, organisation, amélioration de productivité, gestion de budget ;

- technique : participation aux études d'installations nouvelles ;

- animation d'une équipe.

POSTE INTÉRESSANT POUR CANDIDAT AYANT DES QUALITÉS D'ORGANISATEUR, DE GESTIONNAIRE, D'ANIMATEUR

Résidence CLERMONT-FERRAND

Ecrire sous la référence LE 546 AM.

4, rue Massenet, 75016 Paris

discretion absolue

etap

Groupe de distribution matériel électrique 2500 personnes - 100 agences en France

DIRECTEUR AGENCE COMMERCIALE EN PROVINCE

50 personnes - 30 M. de C.A.

- 35 ans minimum

de formation supérieure, ayant l'expérience de fonction de responsable et d'encadrement dans la vente ou la distribution de matériel industriel. Réf. 153

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi. 01.42.12.12.12-13h30-18h

Information Carrière

SVP.11.11

On peut aussi adresser son dossier 65, avenue de Wagram 75017 PARIS

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

9 rue Alfred de Vigny 75008 Paris

CREDIT AGRICOLE

LE MANS

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA SARTHE cherche :

UN ORGANISATEUR

POUR COMPLETER L'EQUIPE

CHARGÉE DE DEVELOPPER

DES PROJETS IMPORTANTS

Le poste confié comportera :

• la conception des circuits administratifs

• éventuellement l'établissement des analyses fonctionnelles

• la rédaction des consignes aux utilisateurs

• la formation des utilisateurs

Une formation supérieure est exigée pour ce poste

Envoyer un Curriculum-Vitae, une photo et le salaire souhaité sous référence O à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

9 rue Alfred de Vigny 75008 Paris

NOUVELLE FILIALE D'UNE ENTREPRISE IMPORTANTE

Leader Français de sa spécialité

Situation : Midi de la France

Recherche pour second son directeur général

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Formation : Arts et Métiers ou équivalent

Expér. gestion de production en P.M.E. impérative

Connaissances chauffage et traitement des eaux souhaitées.

Rémunération annuelle : 80.000 F +

Envoyer C.V. et photo récente à :

QUODERAT, 51, rue Saint-Georges, Paris-9.

GEDIS

BESANCON

recherche pour

SUPERMARCHÉS

COTE D'OR

DIRECTEURS

Justifiant de plusieurs années d'expérience. Commerciaux enthousiastes, appliqués à l'animation des rayons périssables, dotés bon esprit de gestion.

Envoyer C.V. et prétentions à CEDIS - Direction des Relations Humaines - Réf. 32, 8, rue des Docks, 22000 BESANCON

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES 296-15-01

offres d'emploi

Société spécialisée dans la distribution de

MATERIELS

POUR LA CONSTRUCTION DES ROUTES

recrute

CHEF DE VENTES

Capable de prendre en charge une équipe de techniciens-conseillers : les former, les diriger, les assister.

- 35 ans minimum, avec solide expérience de cette fonction dans la distribution de biens d'équipement ;

- Connaissance matériels et clientèle T.P. très appréciée ;

- Allemand ou anglais souhaitable.

Five Important + Intéressant + Frais.

Ecrire avec C.V. détaillé sous n° 6245 à BLEU, 77, rue Labat, 93000 Vincennes, qui transmet.

ORGANISME DE PROMOTION

recherche : Cadre Commercial (H. ou F.) - 35 ans max.

Capable de promouvoir un système d'animation original auprès des agences de publicité en particulier.

Libre le 1-5-1977

Salaire selon Compétence

Adresser C.V. et photo : ADCOM, 6, bd Edgar-Quinet, 75014 Paris

MSL

73 bd Hausmann 75008 PARIS Tél 265.37.00

11 pl. A. Briand 93003 LYON Tél 17816208.33

SECRETAIRE GENERAL

150/170.000 F. PARIS

Filiale d'un groupe américain, une société française (C.A. supérieur à 100 millions de francs, dont plus de la moitié à l'exportation) recherche son secrétaire général. Celui-ci dépendant du Président Directeur Général, sera responsable de la politique financière (dividendes, trésorerie, relations avec les banques) et de la gestion administrative (informatique en particulier). Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, parlant anglais, il apportera une expérience comparable acquise dans une société commerciale et aura la pratique des échanges internationaux et des incidences financières qui en découlent. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B.5246.

RESPONSABLE DE L'EXPORTATION

95/100.000 F. Produits alimentaires

Filiale d'un puissant groupe britannique de l'industrie alimentaire, une société française spécialisée dans la pâtisserie industrielle emploie 350 personnes, son chiffre d'affaires (70 millions F.) progresse rapidement. Elle crée le poste de responsable export. Directeur adjoint du service export, il gèrera le service exportation. Le poste basé soit à Paris, soit dans le Sud-Ouest, selon la préférence de l'intéressé, implique aussi bien les études commerciales que la négociation de contrats et l'action sur le terrain. Le candidat retenu, âgé de 28 ans au moins et de formation commerciale supérieure, aura une très bonne connaissance de l'anglais et, si possible, de l'allemand. Il aura acquis une expérience de plusieurs années de l'exportation de produits alimentaires. Ecrire à P. Vinet, réf. B.5246.

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans l'autorisation préalable des candidats.

Europe - Amérique Nord et Sud - Afrique - Australie - Moyen et Extrême Orient

BANQUE PRIVÉE

1^{er} arrondissement recherche

1) Une collaboratrice commerciale

(Référence 125)

ayant 25 ans minimum et une première expérience de contact clientèle.

MISSION :

• développer et conseiller une clientèle de particuliers de standing, en disposant de l'ensemble des services Bancaires.

NOUS PROPOSONS :

• un salaire motivant et de riches possibilités d'avancement, directement fonction de l'effort personnel.

2) POUR SON SERVICE ENGAGEMENTS

(Référence 126)

UN COLLABORATEUR

ayant une expérience de plusieurs années dans l'analyse, la mise en place et le contrôle des crédits. Une expérience de l'exploitation bancaire est indispensable.

Adresser C.V. manuscrit n° 698.787 M à REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmet.

Importante Société en forte expansion

VENTE PAR CORRESPONDANCE

diffusant produits culturels recherche pour son siège PARIS

chef de groupe produits v.p.c.

130.000 +

Il : - définit à court et moyen terme les produits correspondant aux besoins de la clientèle ;

- impulse, anime et coordonne l'ensemble des activités liées à la préparation et au lancement de chaque campagne v.p.c. ;

- suit et contrôle étroitement la commercialisation des produits sur les plans C.A., rentabilité et satisfaction de la clientèle.

De formation supérieure, il justifie d'une expérience approfondie des méthodes pratiquées en marketing v.p.c. C'est un animateur et un entraîneur, alliant une forte imagination créatrice et commerciale à une grande rigueur de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et rémunération actuelle sous référence 691M à notre conseil :

centor

DEPARTEMENT EMPLOI

13bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

offres d'emploi

credit and collection manager

La filiale française d'un groupe multinational, spécialisée dans la vente de biens industriels, dont le chiffre d'affaires dépasse 200 millions de francs, souhaite confier à un spécialiste des opérations de financement la gestion du Service Crédit et Recouvrement.

Il sera chargé de contrôler le respect des procédures, de monter les opérations de crédit France et étranger, d'obtenir avec tact le recouvrement de nos créances et de superviser la marche du Service.

Ce poste exige de la part d'un Diplômé d'Etudes Supérieures, doté d'une sérieuse expérience financière, de réelles qualités d'animateur et de réalisateur.

La Compagnie est implantée dans la banlieue Ouest.

Adresser C.V. et prétentions au service 12.482, à HAVAS CONTACT 158, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

SNCF

OFFRE

70 emplois de chef de district stagiaire

ET

95 emplois de chef de circonscription stagiaire

POSSIBILITE DE POSTULER POUR LES DEUX EMPLOIS

Recrutement par concours des 21 et 22 septembre

OUVERTS AUX JEUNES GENS :

- Français ou naturalisés Français.

- Nés entre le 31.12.1948 et 31.12.1959.

- Titulaires d'un baccalauréat scientifique ou technique ou d'un B.T.S.

Rémunération de début : 3500F par mois environ.

Carrière intéressante, emploi stable.

Avantages sociaux.

Ecrivez à la Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) dont l'adresse vous sera communiquée dans toutes les gares.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 22 AOÛT.

Pour assister sa filiale marocaine sur le plan technique,

UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE

recherche

• UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ

(Grande Ecole ou équivalent)

pour effectuer des études de prix d'exécution de travaux et assurer la responsabilité du bureau de dessin.

REF. A

• UN INGÉNIEUR DE TRAVAUX CONFIRMÉ

(Grande Ecole ou équivalent)

pour assurer la supervision de chantiers réalisés par des conducteurs de travaux.

REF. B

• UN PROJETEUR CONFIRMÉ

(Niveau V) - Pour les études d'exécution avec plans, schémas, et listes de matériel à installer.

REF. C

Ces 3 postes nécessitent de la part des postulants :

- le sens du commandement et des relations ;

- une autorité naturelle ;

- une aptitude personnelle.

La préférence sera accordée à des candidats qui, tout en justifiant d'une réelle expérience dans leur domaine d'activité, sont des titulaires de se construire une carrière au sein d'une Société en expansion permanente, et qui réalisent des travaux importants d'entreprise générale d'électricité (généralistes et haute tension, réseaux d'éclairage public, bâtiments administratifs et industriels, etc.)

Les candidats retenus seront détachés au MAROC dans des conditions avantageuses.

Envoyer C.V., photo et prétentions n° 3023, Contesse Publiété, 20 avenue Opéra, 75009 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Centre de Formation d'Électrotechniciens, Paris, réf. :

DIRECTEUR (TRICE)

35 ans min. Lic. ou équival.

3 ans exp. min. exp. social ou pédagogique, direct. adm.

Indépend. - Bonne connaissance org. adm. et gestion, C.C. 1964.

Sal. : 40 à 60.000/an selon exp.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, n° 7276, « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

Atelier banific. métaux légers Paris, recherche :

1) CADRE P.E.M. respons. se- crétaire et toutes questions so- ciales, relat. ouvriers-familles, etc.

Libre immédiatement

2) CONTREMAÎTRE, 28 à 30 ans min. exp. et organisation de prod. expér. industr. Libre sept.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, à Gerbeaux, 25, rue de l'Amiral-Mouchet - Paris (137)

CADRE TECHNIQUE cccl

Min. 35 ans, exp. expér. versé dans l'industrie chimique ou pétrolière, excellent anglais parlé, résidence région par- sienne, produits chimiques. C.V. lettre manuscrite + photo sous n° 62.649

J.R.P. 35, rue de l'Arcade, 9, qui transmettra.

INGENIEUR DE VENTES

La filiale française d'un groupe multinational, spécialisée dans la vente de biens industriels, dont le chiffre d'affaires dépasse 200 millions de francs, souhaite confier à un spécialiste des opérations de financement la gestion du Service Crédit et Recouvrement.

Il sera chargé de contrôler le respect des procédures, de monter les opérations de crédit France et étranger, d'obtenir avec tact le recouvrement de nos créances et de superviser la marche du Service.

Ce poste exige de la part d'un Diplômé d'Etudes Supérieures, doté d'une sérieuse expérience financière, de réelles qualités d'animateur et de réalisateur.

La Compagnie est implantée dans la banlieue Ouest.

Adresser C.V. et prétentions au service 12.482, à HAVAS CONTACT 158, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR DE VENTES

La filiale française d'un groupe multinational, spécialisée dans la vente de biens industriels, dont le chiffre d'affaires dépasse 200 millions de francs, souhaite confier à un spécialiste des opérations de financement la gestion du Service Crédit et Recouvrement.

Il sera chargé de contrôler le respect des procédures, de monter les opérations de crédit France et étranger, d'obtenir avec tact le recouvrement de nos créances et de superviser la marche du Service.

Ce poste exige de la part d'un Diplômé d'Etudes Supérieures, doté d'une sérieuse expérience financière, de réelles qualités d'animateur et de réalisateur.

La Compagnie est implantée dans la banlieue Ouest.

Adresser C.V. et prétentions au service 12.482, à HAVAS CONTACT 158, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR DE VENTES

La filiale française d'un groupe multinational, spécialisée dans la vente de biens industriels, dont le chiffre d'affaires dépasse 200 millions de francs, souhaite confier à un spécialiste des opérations de financement la gestion du Service Crédit et Recouvrement.

Il sera chargé de contrôler le respect des procédures, de monter les opérations de crédit France et étranger, d'obtenir avec tact le recouvrement de nos créances et de superviser la marche du Service.

Ce poste exige de la part d'un Diplômé d'Etudes Supérieures, doté d'une sérieuse expérience financière, de réelles qualités d'animateur et de réalisateur.

La Compagnie est implantée dans la banlieue Ouest.

Adresser C.V. et prétentions au service 12.482, à HAVAS CONTACT 158, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR DE VENTES

La filiale française d'un groupe multinational, spécialisée dans la vente de biens industriels, dont le chiffre d'affaires dépasse 200 millions de francs, souhaite confier à un spécialiste des opérations de financement la gestion du Service Crédit et Recouvrement.

Il sera chargé de contrôler le respect des procédures, de monter les opérations de crédit France et étranger, d'obtenir avec tact le recouvrement de nos créances et de superviser la marche du Service.

Ce poste exige de la part d'un Diplômé d'Etudes Supérieures, doté d'une sérieuse expérience financière, de réelles qualités d'animateur et de réalisateur.

La

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Les paradoxes de la compétition moderne

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Le Tour de France cycliste a gagné, mardi 5 juillet, la course contre la montre de Bordeaux, comme il avait gagné le prologue de Fleurance. Dans l'un et l'autre cas, il a devancé Eddy Merckx, su le battant d'abord de huit secondes sur 5 kilomètres et, ensuite, de cinquante secondes sur 30,200 kilomètres. On notera la similitude, la cohérence de ces deux résultats enregistrés à cinq jours d'intervalle, le jeune Allemand ayant régulièrement pédalé facilement, à la manière de Jacques Anquetin ou de Robert Nager, il ajoutait à l'efficacité une rare élégance, et à la souplesse une puissance inhabituelle pour un athlète de cette taille.

Cette étape contre la montre s'est déroulée, faut-il le préciser, sous le signe du grand brisquet. Elle empruntait un parcours rigoureusement plat, tracé aux abords du lac, et l'absence de vent incitait les favoris à employer des développements de l'ordre des 9 mètres. Thureau milles en permanence un rapport de 56 x 13 (pédalier de cinquante-cinq dents, roue libre de treize dents) et adopta pour les deux derniers kilomètres le fameux 56 x 12 (9,76 mètres), qu'il avait employé pour le prologue.

La moyenne qu'il a réalisée, voisine de 40 kilomètres l'heure, n'est cependant pas exceptionnelle, et l'on peut se demander si les rouliers d'aujourd'hui — Thureau le premier — ne tombent pas dans la décadence, en ayant recours à de tels surmultiplis. René Vietto, condamné autrefois le grand brisquet qu'il « étirait » et les musclettes et affirmait que la plu-

part des coureurs étaient incapables de le pousser. Quant à Anquetin et Rivière, ils roulaient aussi vite sur des bicyclettes dotées d'un matériel moins ambitieux. Même remarque pour l'ancien soviétique Piskunov vainqueur de la Course de la paix, qui a remporté cette année l'étape contre la montre du circuit de la Sarthe (devant Poulidor), à 47 kilomètres-heure de moyenne. Après avoir mis à l'accléreur au plancher pendant quarante minutes, les as du Tour de France reprendront sans doute leur régime de croisière qui leur fait quelquefois parcourir 20 kilomètres en une heure et, après avoir abusé du grand plateau, ils essaieront probablement les cols avec des brisquets de cyclo-touristes comme dirait Robert. Ce sont là les contradictions du cyclisme moderne.

JACQUES AUGENDRE.

Classement de la première partie de la cinquante étape, Bordeaux-Bordeaux (139,5 km). — 1. Ecluseau (F.-B.), 38 min. 54 sec.; 2. Knebelmann (F.-B.), 39 min. 54 sec.; 3. Van Linden (Bel.), 40 min. 54 sec.; 4. Van Linden (Bel.), 40 min. 54 sec.; 5. Knebelmann (F.-B.), 40 min. 54 sec.; 6. Knebelmann (F.-B.), 40 min. 54 sec.; 7. Knebelmann (F.-B.), 40 min. 54 sec.; 8. Knebelmann (F.-B.), 40 min. 54 sec.; 9. Knebelmann (F.-B.), 40 min. 54 sec.; 10. Knebelmann (F.-B.), 40 min. 54 sec.

Classement général. — 1. Thureau (All.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 2. Merckx (Bel.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 3. Merckx (Bel.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 4. Merckx (Bel.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 5. Knebelmann (F.-B.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 6. Knebelmann (F.-B.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 7. Knebelmann (F.-B.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 8. Knebelmann (F.-B.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 9. Knebelmann (F.-B.), 35 h. 4 min. 20 sec.; 10. Knebelmann (F.-B.), 35 h. 4 min. 20 sec.

Radio-Tour roule pour nous

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Pins à droite, pins à gauche, pare-chocs devant et capots derrière, un gendarme en moto s'essouffait à siffler et, sorti d'un haut-parleur nauséabond, coliné entre les algues, cette voix de sténor qui s'efforçait à crier, inlassable : « Avancez, mais avancez donc... Accélérez... Dégagez sur deux files ! » Eh oui, ce Tour qu'on vous raconte, on ne le suit pas, on le précède ; on ne le voit pas, on l'entend.

Qui ne vous a décrit, par le menu, ces banderilles sans cesse plantées par les jeunes loups de la bande à Guimard, sur un peloton à demi révéillé dans la brume matinale, entre Merckx et les bords de la Gironda ? Chassant, chassant l'ennemi, en sement des pétards dans la forêt landaise ; et Bosalis en relais. Et Moneyron encore. Qui ne vous a conté la douleur d'Esparza, laissant filer la course pour retourner demain, seul, vers l'Espagne, qu'on a quittée ? Le Tour, comme si vous y étiez...

Soyons franc, soyons clair : nous n'en avons rien vu. Ni la moindre casquette, ni l'ombre d'un boyau. Ainsi va la course, suivie par cent témoins qui n'ont d'yeux... que leurs oreilles. Si le terrain est plat, si la route est étroite — notre lot quotidien pour la semaine qui vient — les journalistes, cloîtrés dans leur voiture, assis longtemps que les coureurs sont en selle, ne sauront du peloton que ce qu'en dira M. le directeur dans son micro.

Ses silences, il est vrai, sont souvent aussi éloquentes que ses propos hachés : que Radio-Tour

se taise et vous saurez que le Tour processionnel (depuis Fleurance, qui ne s'est vu un jour atteint de surdité... à force de ne rien entendre !). Mais toute vérité n'est pas bonne à dire, nous le savons, et on ne saurait se taire : on s'efforce à crier, inlassable : « Avancez, mais avancez donc... Accélérez... Dégagez sur deux files ! » Eh oui, ce Tour qu'on vous raconte, on ne le suit pas, on le précède ; on ne le voit pas, on l'entend.

Qui ne vous a décrit, par le menu, ces banderilles sans cesse plantées par les jeunes loups de la bande à Guimard, sur un peloton à demi révéillé dans la brume matinale, entre Merckx et les bords de la Gironda ? Chassant, chassant l'ennemi, en sement des pétards dans la forêt landaise ; et Bosalis en relais. Et Moneyron encore. Qui ne vous a conté la douleur d'Esparza, laissant filer la course pour retourner demain, seul, vers l'Espagne, qu'on a quittée ? Le Tour, comme si vous y étiez...

Soyons franc, soyons clair : nous n'en avons rien vu. Ni la moindre casquette, ni l'ombre d'un boyau. Ainsi va la course, suivie par cent témoins qui n'ont d'yeux... que leurs oreilles. Si le terrain est plat, si la route est étroite — notre lot quotidien pour la semaine qui vient — les journalistes, cloîtrés dans leur voiture, assis longtemps que les coureurs sont en selle, ne sauront du peloton que ce qu'en dira M. le directeur dans son micro.

Ses silences, il est vrai, sont souvent aussi éloquentes que ses propos hachés : que Radio-Tour

FOOTBALL

NANTES-PRAGUE ET SAINT-ETIENNE-MANCHESTER POUR LE PREMIER TOUR DES COUPES D'EUROPE

Pour le premier tour des Coupes d'Europe de football, Nantes (Coupe des clubs champions) sera opposé à Dukla Prague, Saint-Etienne (Coupe des vainqueurs de coupe) à Manchester United, Lens et Bastia (Coupe

de l'U.E.F.A.) respectivement à Malmö (Suède) et au Sporting de Lisbonne.

Liverpool, tenant du titre, est exempté de premier tour pour ce qui concerne les clubs champions. Dans cette catégorie, on note les rencontres qui mettront aux prises Dynamo de Bucarest à l'Athlético de Madrid, Vass Budapest à Mönchengladbach et Benfica de Lisbonne à Torpedo de Moscou.

ATHLETISME. — Pour un dixième de seconde, le Néozélandais Dick Quax est devenu recordman du monde à 5 000 m. le 5 juillet à Stockholm, il a parcouru la distance en 13 min. 12 sec. 9/10, alors que le précédent record, détenu par le Belge Puttemans depuis 1972, était de 13 min. 13 sec. Dick Quax a été classé second du 5 000 m. aux Jeux olympiques de Montréal.

LISEZ « Le Monde des philatélistes »

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

L'exécution du 7^e Plan

M. Barre contesté par les syndicats à la Commission du développement

M. Raymond Barre a présidé mardi après-midi 5 juillet la réunion de la commission du développement du 7^e Plan, dernier des organismes de la rue de Maitignon à faire le point avant la préparation du rapport sur deux années d'exécution du plan, qui sera présenté à l'automne au Parlement. A l'étonnement de ses interlocuteurs, le premier ministre a indiqué qu'il n'avait pour sa part jamais pris trop au sérieux les taux de croissance retenus par le 7^e Plan, votés par le Parlement et qui n'ont pas été respectés.

Pour lui, la lutte contre l'inflation aurait dû commencer non pas en 1976 mais trois ans plus tôt. M. Barre n'a cependant ni M. Chirac ni M. Giscard d'Estaing. Le premier ministre a cité un certain nombre de phrases du 7^e Plan — concernant la lutte contre la hausse des prix, la recherche de l'équilibre budgétaire, la lutte contre le déficit commercial — pour montrer qu'il avait le sentiment d'appliquer à sa façon — cette « ardente obligation », il s'est déclaré en tout cas résolu de ne pas changer de cap, même si la réalité présente apparaît fort éloignée des objectifs du

FAITS ET CHIFFRES

DEVANT LA MULTIPLICATION DES « POTS-DE-VIN » L'ONU part en guerre contre les « pratiques de corruption »

De notre correspondant

Genève. — Le groupe de travail intergouvernemental spécial sur les pratiques de corruption, créé le 5 août 1976 par le Conseil économique et social des Nations unies, s'est réuni durant une semaine au Palais des Nations, à Genève, sous la présidence de M. Farooque Parsi (Iran) (1).

En attendant la réunion d'une telle conférence, le groupe de travail soutient un développement de sa composition afin de pouvoir, si le Conseil lui en donne mandat, élaborer le projet d'accord et évaluer toutes mesures permettant de réprimer les pratiques de corruption, notamment les « pots-de-vin ». Dans sa recommandation, le groupe déclare que chaque État contractant doit faire en sorte que « les actes de corruption, les paiements illicites et autres pratiques de corruption » interviennent lors de transactions commerciales internationales soient déclarés infractions punissables par la loi nationale.

Aucun accord n'a pu toutefois se faire sur la définition des expressions « acte de corruption », « paiements illicites » ou autres « pratiques de corruption ». Certains membres du groupe estiment que l'expression « acte de corruption » doit s'appliquer à la législation de chaque État, tandis que d'autres préconisent des domaines d'activités qui doivent être assimilés à des actes de corruption : les pratiques commerciales restrictives, la concurrence déloyale, la double comptabilité frauduleuse.

(1) Ce groupe comprend comme membres l'Algérie, la Colombie, l'Égypte, l'Irak, le Japon, le Mexique, la Nigeria, l'Ouganda, le Pakistan, la Sierra-Léone.



UNION MEDITERRANEE DE BANQUES

Créée à l'initiative de six banques françaises et de deux banques algériennes, l'UNION MEDITERRANEE DE BANQUES dispose d'un capital de 80 000 000 de francs entièrement versé, réparti par :

- LA BANQUE NATIONALE DE PARIS
- LE CREDIT LYONNAIS
- LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
- LA BANQUE DE PARIS-ET DES PAYS-BAS
- LE CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
- LE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
- LA BANQUE NATIONALE D'ALGERIE
- LE CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE

L'UNION MEDITERRANEE DE BANQUES a pour objet principal de concourir au renforcement des relations commerciales, financières et économiques entre la France et les pays de la Méditerranée, et plus généralement d'être un lien entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

A vocation universelle, elle met à la disposition de sa clientèle un service bancaire complet et assure de façon générale toutes opérations de banques et de crédit.

Grâce à son actionnariat et aux liens privilégiés qu'elle entretient avec les responsables économiques et financiers de nombreux pays, l'UNION MEDITERRANEE DE BANQUES est un établissement capable d'appuyer efficacement sa clientèle dans la démarche et la réalisation de ses affaires sur l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée.

50, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

TEL. 786-52-84

M. Barre souligne le danger de l'« émergence des monopoles internationaux »

Le gouvernement entend « protéger » l'industrie nationale contre la concurrence étrangère et non pas faire du « protectionnisme ». Ses responsables s'emploient à bien établir la distinction. Ainsi, le premier ministre, M. Raymond Barre, s'est-il prononcé, le 5 juillet, devant la Chambre de commerce franco-américaine pour la « liberté organisée des échanges ». Il a également mis en cause les « quasi-monopoles internationaux », détenus par des entreprises américaines.

« Une certaine conception du libéralisme qui a inspiré les négociations internationales des années 60 ne suffit plus à assurer le développement harmonieux des échanges commerciaux dans le monde d'aujourd'hui », a déclaré M. Barre. Évoquant les accords d'auto-limitation des exportations des pays partenaires des États-Unis, le premier ministre a souligné que ces accords, « très appréciables », ne sauraient constituer l'essentiel de la politique commerciale internationale. « L'imposition de contingents ou de taxes à l'importation, n'en constitue pas moins à des parades grandes entreprises multinationales qui constituent l'essence même du commerce international ».

C'est la raison pour laquelle il ne paraît pas préférable, a-t-il ajouté, d'approfondir en commun la notion de « liberté organisée des échanges », présentée par le président de la République française. Il convient, en effet, que l'on prête une plus grande attention aux conditions de la concurrence internationale et, en particulier, à une approche sectorielle qui tienne compte des problèmes de certaines industries particulièrement exposées à cette concurrence.

Les débats de Genève

A propos des négociations commerciales multilatérales, le premier ministre a précisé que la France continuait de les considérer « avec un esprit constructif ». Les débats de Genève doivent permettre d'obtenir, dans le domaine des produits industriels, une harmonisation plus grande des règles douanières, ainsi que l'élimination des obstacles non tarifaires les plus contraignants au commerce international, et, en matière agricole, une meilleure organisation des échanges, qui respecte l'intérêt spécifique de ce secteur.

Traitant enfin des relations entre la Communauté européenne et les États-Unis, M. Barre a souligné l'importance de la coopération dans les domaines de haute technologie, comme l'industrie de l'énergie nucléaire, l'électronique et l'aéronautique. « Il existe,

FISCALITÉ

A Toulouse

DES MILITANTS DU CIO-UNATI FONT LE SIÈGE DE LA MAISON D'UN INSPECTEUR DES IMPÔTS

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — « Ici, cimetière du petit commerce. » La pancarte funéraire a été apposée par un groupe du CIO-UNATI sur la propriété des époux Gaussons, tous deux contrôleurs des impôts à Toulouse. Pendant toute la journée du 5 juillet, des militants se sont relayés devant la villa. Le CIO-UNATI manifestait ainsi contre les amendes infligées à deux commerçants. « Le tribunal administratif n'a condamné à huis clos à payer 70 000 francs, explique l'un d'eux. Comme mes biens ne sont pas suffisants pour garantir une éventuelle saisie, on m'a fait saisir la maison de mon père. » Une pétition a été transmise aux autorités, demandant que les deux amendes soient ramenées à des proportions justes et réalistes.

En réplique, les agents des impôts ont fermé leurs bureaux le 5 juillet. Le Syndicat national de la direction générale des impôts G.D.I. a condamné les méthodes de caractère fasciste employées par le CIO-UNATI. Le Syndicat a dénoncé la campagne d'intimidation et multiple entreprise par ce groupement en vue de rendre les agents des impôts responsables des difficultés engendrées par la fiscalité actuelle, campagne qui ne sert que les intérêts du pouvoir en place.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des Industries Chimiques

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1/77

La Société Nationale des Industries Chimiques lance un Appel d'Offres International pour l'étude et la réalisation « Produits en main » d'une Unité de Lames de rasoir à El-Oued.

Les Sociétés intéressées peuvent retirer les cahiers de charges auprès de la Société Nationale des Industries Chimiques Engineering et Développement, 29, rue Didouche-Mourad, ALGER — à partir de la date de publication du présent Appel d'Offres.

La date limite de la remise des Offres ne doit pas excéder trois (3) mois, à partir de la parution du présent Appel d'Offres dans la presse.

LA VIE

Les nationalisations

VIII. — L'œ

Les concours budgétaires servent pour moins de cinq à combler les déficits

Les concours budgétaires servent pour moins de cinq à combler les déficits

Toulouse. — « Ici, cimetière du petit commerce. » La pancarte funéraire a été apposée par un groupe du CIO-UNATI sur la propriété des époux Gaussons, tous deux contrôleurs des impôts à Toulouse. Pendant toute la journée du 5 juillet, des militants se sont relayés devant la villa. Le CIO-UNATI manifestait ainsi contre les amendes infligées à deux commerçants. « Le tribunal administratif n'a condamné à huis clos à payer 70 000 francs, explique l'un d'eux. Comme mes biens ne sont pas suffisants pour garantir une éventuelle saisie, on m'a fait saisir la maison de mon père. » Une pétition a été transmise aux autorités, demandant que les deux amendes soient ramenées à des proportions justes et réalistes.

En réplique, les agents des impôts ont fermé leurs bureaux le 5 juillet. Le Syndicat national de la direction générale des impôts G.D.I. a condamné les méthodes de caractère fasciste employées par le CIO-UNATI. Le Syndicat a dénoncé la campagne d'intimidation et multiple entreprise par ce groupement en vue de rendre les agents des impôts responsables des difficultés engendrées par la fiscalité actuelle, campagne qui ne sert que les intérêts du pouvoir en place.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les nationalisations aujourd'hui et demain

VIII. — L'outil privilégié d'une politique

par GILBERT MATHIEU

M. Barre souligne le danger
de l'émergence des monopoles
internationaux

Le gouvernement entend protéger les entreprises nationales contre les dangers de l'émergence des monopoles internationaux. M. Barre, ministre de l'Industrie, a souligné ce danger lors d'une conférence de presse. Il a déclaré que les entreprises nationales doivent être protégées contre les dangers de l'émergence des monopoles internationaux. M. Barre a souligné que les entreprises nationales doivent être protégées contre les dangers de l'émergence des monopoles internationaux.

Les débats de Genève

Les débats de Genève ont été marqués par une atmosphère tendue. Les participants ont discuté de la situation économique et sociale. Les débats ont été marqués par une atmosphère tendue. Les participants ont discuté de la situation économique et sociale.

FISCALITÉ

A Toulouse

DES MILITANTS DU C.F.T.C.
FONTE LE SIÈGE DE LA M.S.
D'UN INSPECTEUR DES V.F.

ET CHIFFRES

Les entreprises nationalisées ont réalisé une performance remarquable. Les chiffres montrent que les entreprises nationalisées ont réalisé une performance remarquable. Les chiffres montrent que les entreprises nationalisées ont réalisé une performance remarquable.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
Secteur National des Industries Chimiques
APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES N° 177
Le Service des Industries Chimiques a l'honneur de vous adresser ci-joint le dossier de l'appel d'offres international n° 177 pour la fourniture de produits chimiques.

L'extension du secteur public, préconisée par la gauche dans son programme commun de gouvernement, vise tout à la fois à restructurer l'industrie, à donner plus d'initiative aux entreprises nationales et à améliorer les conditions de vie et les responsabilités des salariés des secteurs intéressés. La nationalisation du crédit et des assurances dominerait la collectivité publique que les moyens financiers de cette action, cependant que l'indemnisation des actionnaires pourrait être opérée de diverses façons. (« Le Monde » des 29 et 30 juin, 1^{er}, 2, 3, 4, 5 et 6 juillet.)

En dépit des réserves qu'elle formule sur la gestion passée du secteur public, la gauche française est bien résolue à franchir une étape nouvelle dans la nationalisation des grands groupes industriels et du crédit. Pour deux raisons de fond : l'une économique, le bilan des entreprises nationales durant les trente dernières années est suffisamment positif pour qu'on puisse envisager de leur confier une tâche plus importante ; l'autre politique, les nationalisations nouvelles sont, pour la gauche, l'outil indispensable à la transformation sociale et à l'industrialisation de la France.

Les trois partis signataires du programme commun sont pourtant sévères à l'égard du secteur public, tel qu'il fonctionne depuis trente ans. S'il a amélioré la situation de ses un million quatre cent mille salariés, il l'a fait de façon à ce point disparate qu'aujourd'hui le sort des ouvriers ou des employés — parfois aussi des cadres — est dans bien des entreprises nationales moins favorable que dans nombre de firmes privées. La parcellisation des galeries aux responsabilités dans le secteur public, qui constituait l'une des grandes promesses de la Libération, est presque partout restée lettre morte, plus encore au niveau des ateliers et des bureaux qu'à celui des états-majors.

Second grief : la liberté d'action des entreprises nationales, qui, depuis dix ans (sauf dans l'industrie, la réforme Debra dans la banque), visait à donner aux directions de ces firmes plus de responsabilités et d'initiative n'a pas abouti à un tel résultat. Le dynamisme bancaire a engendré de grands succès ; l'intensification de la concurrence a conduit les banques nationales à se comporter souvent comme des établissements privés, en oubliant le Plan et même les règles bancaires de l'encadrement du crédit. Dans l'industrie, bien des firmes nationales n'ont pas osé jouer le jeu du retour à la liberté ; d'autres, qui l'ont tenté, se sont fait rappeler à l'ordre maintes fois par l'Etat, parce que leur politique allait à l'encontre des soucis immédiats du gouvernement (hausse de tarifs jugés excessives, à la S.N.C.F. par exemple : investissements imposés par l'Etat contre l'avis de la firme, à Air France, notamment) ; et cela avant même que le plan Barre ne « gèle » les initiatives des entreprises publiques en matière de prix ou de dépenses d'équipement. En dépit d'exceptions notables (Renault, Elf-Breco, par exemple), la liberté des entreprises publiques, exaltée dans les discours officiels, n'a guère été tolérée, parce que l'Etat y voyait une source permanente de « dérapages » par rapport à ses préoccupations conjoncturelles, sociales ou budgétaires. A l'évidence, le poids de l'équilibre entre les orientations souhaitables données par la puissance publique et ses interventions intempestives n'a pas été trouvé.

Plus fondamentalement encore, la gauche reproche aux gouvernements de la V^e République d'avoir dénié, pour des raisons politiques, la vocation du secteur public, en ne lui permettant que le service des obligations pour servir les entreprises capitalistes, fournisseurs ou clients des firmes nationales. Grégoire aurait ainsi masqué Machiavel en laissant faire ici (dans les banques, par exemple), comme en intervenant là, à temps ou contretemps, l'Etat aurait suivi un dessein politique bien précis : renforcer le secteur privé, en collectivisant les pertes (dus à des tarifs bas du marché d'électricité ou de charbon industriels, par exemple) et en privatisant les profits, selon la formule connue.

Nombre avec ces errements ne conduit pas la gauche à sous-estimer les difficultés de la politique qu'elle envisage. On l'a vu tout au long de cette enquête.

La formule des « contrats de programme » — que la gauche n'a pas inventée — lui paraît, avec raison, la bonne manière de concilier l'autonomie de décision de l'entreprise (luge de ses propres possibilités en matière de prix, de production, d'investissement, de salaires...) avec l'intérêt supérieur du groupe (défini dépourvu de programme) de la firme, ou plus généralement, par le partage des responsabilités de direction entre délégués du personnel et représentants de l'Etat ou de la région ? Comment s'assurer que les investissements, qui conditionnent l'avenir des entreprises et du pays, ne seront pas sacrifiés aux revendications sociales immédiates ? Et quel rôle accorder aux syndicats dans l'élection des représentants des salariés, si l'on désire respecter les principes de la démocratie sociale ? Comment s'assurer que le pouvoir peut s'estimer en droit d'imposer, au nom de l'emploi, de l'aménagement du territoire, de l'écologie, du respect des sous-traitants, et celles qu'il doit s'interdire parce qu'elles fausseraient la sincérité des prix ou la concurrence loyale entre les firmes ? Jusqu'où l'Etat peut-il s'engager à compenser financièrement les obligations de caractère public imposées aux entreprises, sans courir le risque d'un endettement budgétaire contraire à toute rigueur financière au cas où les affaires tourneraient autrement qu'il ne l'avait prévu ?

Les problèmes posés par la restructuration du tissu industriel ne seraient pas moindres. Démontrer certains conglomérats serait certes utile pour recomposer plus rationnellement l'outil industriel français par secteurs ou par régions ; mais on s'arrêterait dans cette voie ? Comment obtenir les avantages de la rationalisation sans compromettre l'outil industriel international ? Comment sécuriser les emplois menacés ici et là sans risquer d'engendrer le secteur public de nouveaux boyaux ? Les locaux seront plus souvent tentés de demander la prise en charge par l'Etat que la reconversion ?

Puisque l'élargissement des responsabilités des entreprises nationales, il sera légitime que celle-ci ne se limite pas à une amélioration des conditions de vie et de travail des salariés, leur concurrence mais qu'elle leur donne voix au chapitre, leur faire voir au bureau jusqu'au niveau le plus élevé les points plus positifs qu'il n'est souvent dit.

Les concours budgétaires
servent pour moins du cinquième
à combler les déficits

Les entreprises nationalisées couvrent cette année quelque 27 milliards de francs au budget de l'Etat. Soit environ 8 % de celui-ci, ou 1,6 % du produit intérieur brut. A quel correspondent ces crédits, dont moins du cinquième sert à éponger le déficit du secteur public ? On peut s'en faire une idée en étudiant la ventilation des 24 milliards de francs affectés l'an dernier à cette même rubrique.

Un gros quart (6,5 milliards, soit 27 %) a servi à rembourser les entreprises nationales les dépenses (ou parties de recettes) que l'Etat leur avait imposées de son propre chef : 1,7 milliard pour le maintien de lignes ferroviaires, 2,9 milliard pour l'entretien des réseaux de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. (familles nombreuses, militaires, cartes de banlieue...) 2,3 milliards pour l'entretien d'infrastructures servant aux transports ferroviaires, 200 millions pour l'achat de Concorde par Air France, 200 millions pour l'utilisation simultanée par cette société de deux aéroports à Paris, 50 millions pour le maintien en service de Caravelle que la compagnie avait voulu cesser d'exploiter... Le jargon administratif appelle cette catégorie de charges, les « obligations de service public ».

Un cinquième (4,5 milliards, soit 19 %) a été affecté au financement des investissements des entreprises nationales. Soit à titre définitif (dotation en capital), l'Etat jouant alors son rôle d'actionnaire des firmes publiques, comme le ferait n'importe quel actionnaire d'entreprise privée ; 3,6 milliards ont ainsi été alloués à l'E.D.F. (1,2), au Gaz de France (0,85), à la S.N.I.S. (0,52). Le solde (1,4 milliard) a été dépensé en prêts du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social), dont profitent les entreprises nationales (surtout l'E.D.F., le Gaz de France et la R.A.T.P.) au même titre que bien d'autres secteurs de la vie économique (2,09 milliards en dehors du secteur nationalisé, dont 1,2 pour l'industrie privée, 0,3 pour l'hôtellerie, 0,2 pour l'artisanat, 0,1 pour les ports, 0,1 pour la pêche...). L'aide publique à l'investissement du secteur nationalisé a représenté, sur ces deux formes, environ 17 % des dépenses d'équipement de ce secteur et 4 % de son chiffre d'affaires.

Enfin, le solde (6 milliards, soit 25 % du total), intitulé « subvention d'équilibre » sert à combler le déficit des entreprises nationales (4,6 % de leur chiffre d'affaires), après que l'Etat ait procédé aux remboursements conventionnels précédents. En réalité, ce chiffre — qui correspond pour moitié à la différence entre le prix de vente du charbon et son coût d'extraction — excède la réalité des déficits du secteur nationalisé, car il comprend (pour 1,4 milliard) la compensation versée à la S.N.C.F. par l'Etat qui a bloqué ses tarifs. Le déficit d'exploitation réel a été de 1,15 milliard seulement à la S.N.C.F. en 1976, 0,74 aux Charbonnages de France, 0,88 à l'E.D.F. ; soit à peine plus de 2 % des chiffres d'affaires concernés.

En 1977, la compensation budgétaire pour blocage de tarifs sera bien plus considérable (7 milliards environ), puisque le plan Barre a « gelé » les tarifs des entreprises nationales pendant trois mois et qu'il a ensuite limité leur hausse à 6,5 % (sauf pour la R.A.T.P., autorisée à relever ses billets de 10 %).

la gestion des entreprises nationales est que celles-ci ne font guère de bénéfices, voire démontrent de l'argent à l'Etat, donc aux contribuables. « C'est un gouffre... La réalité n'est pas si simple. Non seulement le déficit d'exploitation n'est pas un cas général, mais encore les chiffres cités ci-dessus montrent qu'une fois remboursées par l'Etat les charges que celui-ci impose, du nom de l'intérêt général, aux principales entreprises, celles-ci ont en moyenne un déficit qui se situe à l'échelle du chiffre d'affaires. Encore cette façon officielle de présenter les calculs peut-elle induire en erreur ».

Elle suppose normal que les firmes nationales « aient pas la liberté de leurs tarifs, puisque si ces entreprises pouvaient relever librement leurs tarifs le déficit annoncé disparaîtrait ».

Ce calcul ne tient pas compte du devoir logique pour l'Etat de soutenir, en tant qu'actionnaire, le développement des fonds propres de ses entreprises ; or M. Laurant montre (1), s'agissant des banques nationales, que si elles avaient pu faire appel à la puissance publique — comme les banques privées l'ont fait auprès de leurs actionnaires — elles auraient singulièrement amélioré leurs résultats.

Les comparaisons chiffrées entre le secteur public et le secteur privé sont donc délicates. Elles le sont plus encore si l'on tient compte des missions confiées aux entreprises nationales et de leur coût réel dans l'économie du pays.

Que ce l'Etat demande, en effet, au secteur public, ce n'est pas d'abord d'équilibrer ses comptes (sinon il ne manipulerait pas aussi souvent ses tarifs). C'est, au-delà d'une action efficace dans chaque secteur d'activité des entreprises nationales, une influence positive globale sur l'ensemble de l'économie française, au service des choix gouvernementaux. Cet objectif n'a cessé d'être réaffirmé depuis trente ans, et récemment encore par M. Robert Bonin.

Dans la France de la Libération, le secteur public devait dynamiser la production pour accélérer les étapes de la reconstruction ; il y a bien réussi, portant le taux d'investissement national à un niveau inconnu depuis une génération. Lors de la décennie suivante, l'Etat lui a confié toutes les tâches de régulation économique visant à assurer, sans drame, grâce à la croissance, l'européanisation des structures industrielles ; il ne les a pas mal remplies.

Enfin, depuis dix ans, la V^e République, qui fonde davantage sa politique sur l'essor des grandes regroupements privés, charge le secteur public d'un rôle conjoncturel tout azimut : faciliter la lutte contre l'inflation en modérant les prix, garantir la hausse générale des salaires en tempérant les rémunérations qu'il verse ; lutter contre les « poches » de sous-emploi en implantant des entreprises dans les régions particulièrement déprimées ; jouer un rôle pilote dans l'économie d'énergie en luttant contre les gaspillages et en utilisant mieux les énergies nouvelles ; développer les exportations en facilitant l'implantation d'antennes commerciales et bancaires à l'étranger... Les entreprises nationales, bras séculier de l'action économique gouvernementale, exécutent aussi bien qu'elles le peuvent ces diverses missions au service de l'Etat, en tenant compte d'exploitation et de leur liberté d'initiatives.

La gauche pense que les firmes publiques pourraient faire mieux encore si les objectifs nationaux qu'elles ont fixés par la puissance publique étaient plus clairs, tracés plus longtemps à l'avance, assortis d'un « cahier des charges » plus précis, définissant les missions et les moyens.

L'actualité du programme commun
L'ETUDE DES NATIONALISATIONS SE POURSUIT
Le groupe de travail chargé d'actualiser le programme commun a tenu une nouvelle réunion le 5 juillet. A l'issue de la séance, M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du P.S., a précisé que si l'accord est possible sur le contenu des nationalisations, des divergences d'appréciation subsistent en revanche sur leur étendue. Il a conclu que « sur un grand nombre de questions, les points de vue se sont rapprochés et qu'une solution acceptable pour tous devait être trouvée ».

L'humanité du 6 juillet répond à l'analyse des clubs d'études, recherches et informations socialistes (E.R.I.), animés par Jean Poperey, membre du secrétariat du P.S., qui se demandent si le P.C.F. n'applique pas « une tactique de débordement » à l'occasion de l'actualisation du programme commun (le Monde du 6 juillet). L'organe central du P.C.F. demande à M. Poperey de cesser « des critiques qui n'ont pas de sens et qui ne sont que des attaques ».

Bref, la « planification démocratique » connaîtrait moins de risques de rester un vœu pieux si la gauche, tirant les leçons des échecs de ses devanciers, se dotait du principal des moyens de sa politique : un puissant secteur public.

Infécher l'orientation du pays, ce n'est d'ailleurs pas que transformer son économie. C'est aussi modifier les rapports de forces dont dépendent finalement les choix décisifs. Or, sous cet angle, la nationalisation paraît éminemment indispensable à la gauche. Pour amoindrir l'influence financière, industrielle et donc aussi politique — des quelques milliers de membres des « technocraties », qui usent de leur domination sur les grands groupes pour peser sur les décisions du pouvoir. Inversement, la nationalisation permet, en faisant participer un grand nombre de salariés aux décisions dans les entreprises, d'élargir le champ de la démocratie — c'est-à-dire de l'esprit de responsabilité — à des domaines de l'activité humaine qui leur étaient jusqu'ici interdits. Enfin, en permettant une déconcentration de l'outil industriel et bancaire, elle décentralise les niveaux de décision, le lancement d'expériences autogestionnaires, la nationalisation peut faciliter l'amorce d'une société plus participative. D'après l'expérience permessa de le vérifier. On ne saurait, en tout cas, reprocher à la gauche de manquer de logique, quand elle cherche à se donner les moyens de sa politique.

Peut-être d'ailleurs ne faut-il pas exagérer l'importance des nationalisations par rapport aux autres outils dont veulent se doter les partis signataires du programme commun. La renaissance de la consommation populaire, la priorité promise aux équipements sociaux, la recherche d'une « défrégation » de l'économie française par rapport aux échanges extérieurs, la mise en cohérence de ces choix dans le cadre d'une planification démocratique, la gauche ne les oublie pas. Ce sont d'autres leviers économiques essentiels choisis par la gauche, dont l'impact immédiat à de bonnes chances de se révéler plus puissant que celui des nationalisations.

Aussi serait-il raisonnable de ne pas isoler ces dernières du projet global de la gauche, dont elles ne sont qu'un outil, fût-il privilégié. Cela peut conduire à penser que, parmi les arguments favorables ou défavorables à l'extension des nationalisations, les motifs économiques ne sont finalement pas décisifs. C'est fort probable. Tant il est vrai qu'un moyen s'apprécie mal indépendamment de sa fin.

FIN
(1) Revue des Deux Mondes, mai 1977.
(2) Le Monde du 16 juin.

Souvenez-vous
Septembre 4-18
1977
la foire
compacte
compacte et complète
42ème
FOIRE
INTERNATIONALE
DE THESSALONIQUE
THESSALONIQUE, GRECE
Thessalonique 36, Grèce.
Adresse Télégraphique :
FOIRINT Thessalonique
Tél. Thessalonique (41) 291. Athènes 5604
Tél. Thessalonique : (031) 271823
Tél. Athènes : (01) 3230.959.
Official Carrier: OLYMPIC
COMMUNISTE

SOCIÉTÉS ÉCONOMIQUES

PECHELBRONN ÉNERGIE

CHRYSLER

COGNATIONS

BURROUGHS

5 1967

merchants nous font ice, pourquoi pas vous?

Figure 976

après de Paris

Dresdner Bank

LES MARCHÉS FINANCIERS

Table with 3 main sections: PARIS 5 JUILLET, LONDRES, NEW-YORK. Includes sub-sections like 'Fléchissement', 'Plus soutenu', and 'COURS DU DOLLAR A TOKYO'.

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT. Table with multiple columns for stock prices and volume.

MARCHÉ A TERME. Table with multiple columns for forward market prices.

Table with multiple columns for various financial data, including 'VALEURS', 'Cours', 'Dernier cours', and 'HORS COTE'.

Table with multiple columns for financial data, including 'VALEURS', 'Cours', 'Dernier cours', and 'HORS COTE'.

COTE DES CHANGES. Table with multiple columns for exchange rates.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : M. Jack Lynch a formé son gouvernement.
- UNION SOVIÉTIQUE : M. Sereguirer ne se considère plus citoyen de l'U.R.S.S.
2. AMÉRIQUES
CANADA : le gouvernement fédéral crée un « groupe de travail » sur l'unité canadienne.
3. DIPLOMATIE
PROCHE-ORIENT
AFRIQUE
- 4-5. ASIE
La Chine de Mao Kuo-feng (III), par A. Fontaine.
- 6-7. POLITIQUE
Le bilan de la session parlementaire.
7. DÉFENSE
Les dépenses militaires en 1978 augmentent plus que celles de tous les autres ministères, déclare M. Giscard d'Estaing.
- 8-9. ÉDUCATION
Les rapports entre l'État et l'enseignement privé.
9. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
Dans les conseils régionaux.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- PAGES 11 à 13
- EXPOSITIONS : B. Dubessy à Anvers ; rétrospective de la Biennale de Paris ; de Stedelijk à Colmar.
 - ACTION CULTURELLE : les feux de la Saint-Jean à Montbéliard.
 - CINÉMA : à propos d'Emile de Antonio et de Paul Sharitz.
19. JUSTICE
Une loi refuse de reconnaître aux avocats le statut de salarié.
24. SPORTS
24 à 26. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (18)
Annonces classées (20 à 23) :
Aujourd'hui (10) ; Carnet (10) ;
« Journal officiel » (10) ; Météo-
rologie (10) ; Mots croisés (10) ;
Bourse (27).

Le numéro du « Monde »
daté 6 juillet 1977 a été tiré
à 532 940 exemplaires.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier va être élargi

Le conseil des ministres devait examiner, ce mercredi 6 juillet, un projet de loi modifiant le droit de préemption des SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural). Ce texte, préparé depuis plus d'un an, a déjà fait l'objet de nombreuses discussions au sein des milieux professionnels.

Les SAFER, sociétés anonymes contrôlées et aidées par l'État, ont pour but d'intervenir sur le marché foncier où elles bénéficient d'une priorité d'achat. Elles achètent donc des terres et ont cinq ans pour les réaffecter, cela afin d'améliorer les structures des exploitations agricoles. À l'origine, les SAFER ont eu pour but de permettre aux petites exploitations agricoles ou aux jeunes agriculteurs l'accès au marché foncier. Elles ont fait depuis plusieurs années l'objet de vives critiques des professionnels, qui ont souvent regretté l'absence d'un contrôle réel de leur activité et surtout le relatif secret dans lequel s'exerce celle-ci.

Le projet de loi présenté a pour but d'élargir le droit de préemption des SAFER pour l'achat des terres, qui était, dans certains cas, limité par la jurisprudence. En contrepartie, une plus grande publicité de leur action sera exigée. À propos de ce projet, M. Méhaignerie a déclaré, dans

une interview au *Nouvel Observateur* du 6 juillet : « Il faut assurer dans certains cas où il peut y avoir des abus (...) une protection permanente de l'intérêt général (...). Les opérations ne doivent pas être secrètes. Il doit exister un recours ».

Assurance améliorée dans la construction

Le conseil devait également adopter un projet de loi présenté par M. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire et Bouillon, ministre délégué à l'économie et aux finances, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Ce texte tend à mieux assurer la protection des usagers et à stimuler l'industrialisation du bâtiment. Il précise les responsabilités des maîtres d'œuvre et des entrepreneurs — celles-ci étant étendues aux fabricants de composants — et confirme le principe de la garantie décennale. Il tend également à généraliser les assurances de responsabilité pour les maîtres d'œuvre et les entrepreneurs. Enfin, les assurances ne jouant que lorsque les responsabilités sont déterminées — ce qui entraîne un retard dans les réparations — le projet de loi prévoit un système d'assurance de préfinancement qui serait souscrit par les maîtres d'œuvre non individuels.

La communication sur le programme nucléaire est reportée « sine die »

M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, devait faire, le 29 juin au conseil des ministres, une communication sur le programme nucléaire français, au lendemain d'un comité interministériel consacré à ce sujet. Le départ de M. Giscard d'Estaing pour Londres et la courte durée du conseil des ministres l'avaient empêché. On s'attendait donc à voir le nucléaire à l'ordre du jour du conseil de ce 6 juillet. Mais la communication de M. Monory a été reportée sine die.

Le président de la République a été en cette période estivale, où il est toujours très actif ? Car le sens des décisions prises par le comité interministériel ne fait guère de doute. M. Barre l'a indiqué à l'Assemblée nationale en répondant, le 29 juin, à M. Debré : « La réalisation du programme d'équipement

de la France en centrales nucléaires sera menée à bien en dépit des très lourdes charges financières qui vont peser sur le pays au cours des prochaines années et en dépit des difficultés que présente le choix des sites ». On rapporte à ce sujet que le comité interministériel aurait retenu le haut de la « fourchette » proposée par la commission PSEON (pour la promotion de l'énergie nucléaire) pour les années 1978-1979, soit 10 000 mégawatts. De plus, le 13 juillet, le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) prendra des décisions dont les conséquences seront importantes pour les investissements futurs d'É.D.F.

Alors que les opposants au nucléaire se réjouissent de l'absence de débat et du manque d'information, le silence sur les choix du gouvernement est une mauvaise réponse ? — B. D.

COUP D'ARRÊT À LA BAISSSE DU DOLLAR

Motus agités qu'un cours des jours précédents, les marchés des changes restent cependant animés et dominés par la faiblesse de la monnaie américaine. Il semble qu'à Francfort la Bundesbank soit intervenue mercredi matin en se portant acheteur de dollars, ce qui expliquerait la très légère remontée de la devise américaine. Celle-ci cotait aux environs de 2,3160 DM. À Paris, on assistait parallèlement à une certaine stabilisation avec un cours moyen de 4,8760 F pour un dollar, en légère hausse par rapport à la veille. Les interventions de la Bundesbank dissipent la Banque de France d'acheter du dollar pour freiner la baisse de celui-ci.

Les autorités monétaires françaises, dans ces nouvelles circonstances, concentrent leur attention sur l'évolution de la devise allemande, laquelle, avec le dollar, commande largement le cours des importations. Puisque la baisse du dollar est désormais gagnée au-delà même de ce qu'on pouvait penser à cause de la chute de la devise américaine dont le franc, cette fois-ci, a pu profiter, étant donnée l'amélioration définitive de la situation d'ensemble, il est probable que, mardi, la Banque de France a voulu des montants assez faibles de DM afin d'éviter que la baisse du dollar n'entraîne indirectement une accentuation de l'écart avec la monnaie allemande.

En revanche, si les autorités britanniques ni les autorités belges ne se jugent pas une position assez forte pour laisser le cours de leurs monnaies respectives se réajuster vis-à-vis de la devise américaine. La Banque d'Angleterre et la Banque d'Italie tiennent par là leur maîtrise de la situation actuelle en achetant du dollar afin d'augmenter leurs réserves de change (celles de la Banque d'Angleterre sont à leur point le plus élevé depuis longtemps, mais elles en grande partie à des emprunts internationaux...). Malgré tout, on constatait mercredi matin une faible baisse du dollar à Londres et à Milan.

DEUX ATTENTATS À PARIS

Contre un local du parti communiste à Aubervilliers

Une explosion d'origine criminelle a endommagé ce mercredi 6 juillet, à 4 h 20, la permanence du parti communiste à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), située au rez-de-chaussée d'un pavillon de l'allée Georges-Leblanc. La nature de l'explosion n'a pu être déterminée, mais les services du déminage sont parvenus à démolir à temps un second engin, un obus de mortier. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a fait voler en éclats les fenêtres du local et les vitres des immeubles voisins.

Contre le domicile d'un avocat parisien

Un engin incendiaire de fabrication artisanale, qui n'a pas fonctionné, a été découvert mardi matin 5 juillet devant la porte de l'appartement de M. Jacques Clavel, avocat à la cour, 87, avenue Denfert-Rochereau, à Paris (14^e). Composé d'une cartouche de gaz reliée à un bidon d'essence sur lequel étaient posés des allumettes et une cigarette à demi-consumée, l'engin a été enlevé par les policiers de la première brigade territoriale.

C'est le huitième attentat du même genre perpétré en moins de deux mois contre les domiciles d'avocats ou de magistrats parisiens. Ces actions, qui pourraient être l'œuvre d'un déséquilibré, selon la police, n'ont jamais été revendiquées.

● M. François Giscard, sénateur (gauche dém.), président du conseil régional de la Corse, membre du comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, est reçu jeudi 7 juillet par M. Giscard d'Estaing en tant que président de la Fédération des parcs naturels.

En Égypte

L'ANCIEN MINISTRE ENLEVÉ PAR UNE SECTE EXTREMISTE A ÉTÉ ASSASSINÉ

Le Caire (Reuter, A.P.P., U.P.L.). — Le corps du cheikh Hussein Zuhaili, ministre des waqfs (biens islamiques de mainmorte) dans le cabinet Mandouh Salem (mars 1976-novembre 1976), a été retrouvé dans une villa du Caire au cours de la nuit de mardi à mercredi. L'ancien ministre, qui était âgé de soixante-deux ans, avait été enlevé dimanche 3 juillet par une secte musulmane extrémiste, El Takfir wa el Hegra (Repentir et Hégire). Les ravisseurs réclamaient la libération de soixante membres emprisonnés de leur organisation et le versement d'une rançon représentant l'équivalent de 2 millions et demi de francs. Faute d'avoir satisfait, ils menaçaient d'exécuter leur prisonnier.

Tout en négociant, les autorités ont cherché la voie de la fermeté, en refusant les exigences de la secte et en arrêtant même six de ses membres.

[Né en 1915 à Kasr-el-Chekh, le cheikh Hussein Zuhaili a fait ses études de théologie à l'université d'Al-Azhar, l'essentiel de sa carrière s'est déroulée dans le cadre de la justice islamique au Caire et à l'Institut de recherches islamiques de la capitale égyptienne dont il avait été directeur en 1972. Il a occupé de mars à novembre 1976 le poste de ministre des waqfs dans le cabinet Mandouh Salem.]

En Israël

UN ATTENTAT À LA BOMBE FAIT UNE VINGTAINNE DE BLESSÉS

Tel-Aviv (A.P., Reuter). — Plus de vingt personnes ont été blessées ce mercredi 6 juillet par l'explosion d'une bombe sur un marché en plein air en Israël. L'attentat a eu lieu à Petah-Tikva, à une quinzaine de kilomètres au nord-est de Tel-Aviv.

Chez Duriez

électroniques programma- bles à 5 000 pas : 945 F

« Le difficile à expliquer, dit un ingénieur de chez Duriez, c'est qu'elles font tout ! »

Taille du module : 1 morceau de sucre

TEXAS-Instruments introduit une nouvelle technologie de modules pré-programmés enfiabiles et interchangeables comprenant plus de 5 000 instructions.

À quoi servent ces mini-ordinateurs ? À résoudre les problèmes de maths, physique, etc., nécessitant beaucoup d'opérations ou beaucoup de variables (mécanique orbitale par exemple).

Duriez, 1^{er} distributeur spécialisé dans les calculateurs programmables, est encore le premier à présenter ces deux modèles TI 58 et TI 49.

La TI 58, en plus du module, offre 480 pas de programme ou 60 mémoires programmables au clavier. Prix : 945 F. La TI 49 a 960 pas de programme ou 100 mémoires programmables par carte magnétique. Prix : 1 595 F ttc.

Fidèle à sa réputation de sérieux et de compétence, Duriez vous initie gratuitement et immédiatement à ces calculateurs novateurs, comme il le fait toujours sur tous ses modèles sélectionnés.

Duriez, 122, bd Saint-Germain, (face M^o Odéon). Satisfaction ou remboursement sous 5 jours.



option finances, statistiques, aviation, navigation, topographie, chacun avec nombreux programmes-solutions à vos problèmes particuliers.

option finances, statistiques, aviation, navigation, topographie, chacun avec nombreux programmes-solutions à vos problèmes particuliers.

Duriez, 122, bd Saint-Germain, (face M^o Odéon). Satisfaction ou remboursement sous 5 jours.

du 1^{er} au 13 Juillet

sol des d'été

NICOLL

la tradition anglaise du vêtement

29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

Gallo

MODELEINE

Chemisier tailleur

solde

Chemises unies 65 F
Chemisettes 55 F
Blouses peau 690 F
Costumes lavables 390 F
Pantalons toile 125 F

2, boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Cammartin

HOLMES

chemisier - habilleur
de luxe

SOLDE

sa collection

22, av. Victor Hugo

A B C D E F G

défendez vous
contre le VOL

protection
électronique
portenseigne

51 à 63, rue Gaston Lauriau -
93100 MONTREUIL
tél : 858.91.31

Plus de 100 installateurs.

En région parisienne : Tél :
A.C.E.T. Paris + Est 362.1165
ALAIN SEC. Paris Ouest + Nord 257.9190
INSTANT Paris 532.2599
LEFEVRE Paris Sud + Est 586.2404
SECURITE SERVI Paris 12^e + 13^e 253.5852
STOP Banlieue Ouest 055.8080

LE FILM SOVIÉTIQUE
« ASCENSION »
REÇOIT L'OURS D'OR
DU FESTIVAL DE BERLIN

L'Ours d'Or du Festival de Berlin a été attribué mardi 5 juillet au film soviétique « Ascension » de Larissa Chepitko. Quatre films ont obtenu des Ours d'argent : le Diable probablement, du Français Robert Bresson ; Camada d'Espagne de Juan Antonio Bardem ; Gatticaire Aragon ; les Alibis, du Mexicain Jorge Fons ; et le Rôle étrange, du Hongrois Pál Sándor.

Le prix du meilleur réalisateur a été décerné à Manuel Gutiérrez Aragón celui de la meilleure actrice à l'Américaine Lily Tomlin pour son rôle dans *The Late Show*, de Robert Benton et celui du meilleur acteur à l'Espagnol Fernando Gómez pour son rôle dans *El Anacoreta*, de Juan Estelrich.

● La société d'exploitation du théâtre Essor, à Paris, a décidé sa dissolution mardi 5 juillet au cours d'une assemblée générale. Elle a chargé son gérant, M. Régis Santon, d'assurer la liquidation des biens, afin de rembourser les créanciers (la dette s'élève à 200 000 francs). L'équipe de direction se déclare dans l'impossibilité de poursuivre une action de théâtre d'essai et d'expérimentation.

COUSCUL

CHEMISIER - TAILLEUR

solde

123 Bd Saint-Germain Paris 6^e

UN CADRE
DE VERDURE,
UNE TABLE,
UNE AMBIANCE

A 15 MINUTES
DE L'ETOILE

AUBERGE DU
CŒUR VOYANT

SALONS - RECEPTIONS
et Route de Versailles LOUVECIENNES
969 94 53
Autoroute de l'Oise,
2^e sortie droite.

STREER

Prêt à porter féminin

Soldes exceptionnels pendant travaux d'embellissement

64, rue de Rennes, Paris

Le Conseil des Impôts
contre l'évasion fiscale
par de nombreuses
entreprises

Le
Fédération des Impôts

France
FONAL

Attentat à Paris contre l'ambassade de Mauritanie

Le diplomate a été blessé

Le diplomate a été blessé

Le diplomate a été blessé

Le diplomate a été blessé

Le diplomate a été blessé

Le diplomate a été blessé

Le diplomate a été blessé